

Master « Gestion de l'Environnement »  
Mention sciences sociales – Spécialité recherche  
GESTION INTEGREE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES DYNAMIQUES  
ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES (GRAINE)

***Résilience territoriale sur la ZI de Bizerte***  
*Les réseaux sociaux face aux crises*

Mémoire de Master 2



Réalisé à l'UMR 9000, Gestion de l'eau, acteurs et usages (G-EAU)

Mémoire soutenu le 02 septembre 2022

Par Claire DABAS

devant la commission d'examen constituée de :

Directeur de mémoire : M. LE LAY Yves-François (Professeur, ENS de Lyon)

Examineurs : Mme HASSENFORDEUR Emeline (Chercheuse, CIRAD)

ANNEE 2021-2022

***Résilience territoriale sur la ZI de Bizerte***  
*Les réseaux sociaux face aux crises*

Claire DABAS

2 septembre 2022

***Photographie 1 : Photographie de couverture, Territoire de Vie Mouaïssia, Source : Travail de diagnostic de PACTE, 2019***



## Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier ma maîtresse de stage, Emeline Hassenforder pour sa confiance, ses conseils et son accueil en Tunisie. Merci également à Guillaume Lestrelin pour ses petits points sur mon avancée, le partage de ses éléments de connaissance de la ZI qui ont guidé ma réflexion et son appui logistique pour l'organisation de mon terrain.

Je remercie aussi Yves-François Le Lay pour ses encouragements et sa patience.

Pour leur gentillesse et leur aide précieuse, je remercie Hadil et Meriem qui m'ont accompagnée sur le terrain, ont traduit mes entretiens, m'ont introduite auprès des habitants de la zone et m'ont appris quelques mots de tunisien et fait découvrir une autre culture.

Merci également aux deux chauffeurs, deux Mohamed, qui m'ont accompagnée sur le terrain, et ce malgré le jeûne du Ramadan.

Je tiens également à remercier les sœurs qui m'ont accueillie à Tunis et Micheline qui m'a fait découvrir la Côte d'Ivoire par sa cuisine. Merci pour sa joie de vivre qui m'a soutenue durant ces mois de travail.

Une nouvelle fois, ce mémoire n'aurait pas abouti sans l'hospitalité des Patier qui m'ont accueillie chez eux, m'ont écoutée parler de la résilience et ont veillé à ce que mon estomac ne soit pas vide pour travailler.

Mes pensées se tournent aussi vers mon papa qui a suivi l'évolution de ce mémoire, m'a encouragée, a passé du temps à relire mon travail, et m'a accueillie une semaine dans son bureau.

Enfin, je remercie mon mari, Jean, qui a pris soin de moi pendant un mois et a accepté de veiller tard pour me soutenir dans la dernière ligne droite. Merci surtout d'avoir accepté en souriant le report de ma soutenance qui devait avoir lieu avant notre mariage pour nous permettre de passer un splendide été de vacances de jeunes mariés. Tout ne s'est pas passé comme prévu !



# Sommaire

<b>Remerciements</b> .....	<b>4</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>6</b>
<b>1 Introduction</b> .....	<b>9</b>
<b>2 Etat de l'art</b> .....	<b>11</b>
<b>2.1 La Zone d'intervention de Bizerte (ZI)</b> .....	<b>11</b>
2.1.1 Deux approches du territoire différentes : découpage administratif de l'Etat et découpage selon le vécu des habitants du programme PACTE.....	11
2.1.2 Description physique, réalités socio-économiques et héritages coloniaux : un territoire rural vulnérable et diversifié où l'exploitation des ressources naturelles est essentielle .....	13
<b>2.2 La résilience, une notion qui interroge la capacité des populations à se remettre d'un choc</b> 21	
2.2.1 La résilience, évolution d'un concept polysémique : la résilience des socio-écosystèmes comme cadre de pensée .....	21
2.2.2 La résilience sociale comme clef de lecture .....	22
2.2.3 L'émergence d'une dynamique collective au service de la résilience.....	24
2.2.4 La résilience territoriale : un concept français qui s'appuie sur l'action collective.....	25
2.2.5 <i>Sense of place</i> et résilience : les attachements, vecteurs de mobilisation collective ?.....	25
2.2.6 Une résilience forte ou une résilience faible ? .....	26
2.2.7 Critique de la résilience : un concept néolibéral qui place la responsabilité sur les populations .	27
<b>2.3 Problématique et hypothèses</b> .....	<b>27</b>
<b>3 Méthodologie</b> .....	<b>29</b>
<b>3.1 Le choix du terrain</b> .....	<b>29</b>
<b>3.2 Le choix des crises comme évènement permettant d'interroger la résilience</b> .....	<b>29</b>
<b>3.3 Une enquête par entretiens à l'épreuve de la barrière de la langue</b> .....	<b>29</b>
3.3.1 L'entretien semi-directif.....	29
3.3.2 La population des enquêtés .....	30
3.3.3 La grille d'entretien .....	33
<b>3.4 Les traitements</b> .....	<b>34</b>
3.4.1 Les traitements des entretiens : analyse de contenu .....	34
3.4.2 Constitution d'une carte des réseaux inter TV.....	35
3.4.3 Réalisation d'une frise des crises .....	35
<b>4 Résultats</b> .....	<b>36</b>
<b>4.1 La frise des crises : un aperçu global des crises de la ZI</b> .....	<b>36</b>
<b>4.2 Le corpus d'entretiens et l'analyse de contenu</b> .....	<b>38</b>
4.2.1 Les crises .....	38
4.2.2 Ancrage et contexte hors crise.....	62
<b>4.3 La carte des réseaux inter TV</b> .....	<b>75</b>
<b>5 Discussion</b> .....	<b>77</b>
<b>5.1 Un fonctionnement individuel dominant : l'impossible émergence d'une gouvernance locale</b> 77	

5.1.1	« Chacun travaille seul » : quand la mentalité empêche de s’unir en temps de crise .....	77
5.1.2	Le collectif, un impensé qui fonctionne mal lorsqu’il existe : l’absence d’une structure collective qui aurait pu favoriser l’émergence d’AC en temps de crise.....	78
5.1.3	Des causes multiples à la mentalité individuelle.....	78
5.1.4	Un fonctionnement individuel mais pas individualiste .....	79
<b>5.2</b>	<b>Des habitants actifs face aux crise mais dont les actions spontanées ne sont pas porteuses de transformabilité (Walker <i>et al.</i>, 2006).....</b>	<b>80</b>
5.2.1	Des actions nombreuses mais spontanées .....	80
5.2.2	Les AC, une tentative de lutte contre la centralisation des prises de décision ? .....	81
5.2.3	Les AI, des actions d’adaptation à l’échelle individuelle ? .....	81
5.2.4	Un recours à l’administration nécessaire dans certains cas, mais un Etat qui n’intervient qu’au cœur de la crise .....	81
<b>5.3</b>	<b>Une ZI qui ne fait pas territoire et est marquée par de profondes inégalités entre les TV : une résilience à l’échelle des TV et non de la ZI .....</b>	<b>82</b>
5.3.1	Des AC initiées à l’échelle du TV.....	82
5.3.2	Des inégalités entre les TV .....	82
5.3.3	Des capacités de résilience différentes pour les TV .....	83
5.3.4	Des réseaux inter TV faibles qui ne dessinent pas de réseau propice à l’accroissement de la résilience à l’échelle de la ZI.....	83
5.3.5	L’entraide au sein des TV : le bonding social capital (Mayunga, 2007).....	83
<b>5.4</b>	<b>Réflexion sur des pistes positives et avertissements : la résilience, un processus et non un résultat (Rufat, 2018) .....</b>	<b>84</b>
5.4.1	De bonnes initiatives à l’échelle individuelle .....	84
5.4.2	Un GDA qui marche sans l’Etat .....	84
5.4.3	Creuser la place des femmes.....	84
5.4.4	Le statut des crises liées au climat .....	84
<b>6</b>	<b>Conclusion.....</b>	<b>85</b>
<b>7</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>87</b>
7.1	Grille d’entretien .....	87
7.2	La grille d’analyse thématique de contenu .....	89
<b>8</b>	<b>Bibliographie.....</b>	<b>91</b>
	<b>Table des figures.....</b>	<b>95</b>
	<b>Liste des tables .....</b>	<b>98</b>
	<b>Liste des acronymes .....</b>	<b>99</b>
	<b>Table des matières.....</b>	<b>100</b>





# 1 Introduction

Le programme PACTE est piloté par le Ministère Tunisien de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche et sa Direction Générale de l'Aménagement et la Conservation des Terres Agricoles (DGACTA). Méthodologiquement et sur le terrain, il est appuyé par les UMR G-Eau et Tetis (via le Cirad), en lien avec leurs partenaires tunisiens de l'INAT (Institut National Agronomique de Tunisie) et de l'INRGREF (Institut National de Recherche en Génie Rural et Eaux & Forêts). Ce programme développe et teste une démarche visant à concevoir de façon participative des plans de développement ruraux. Les territoires concernés sont parmi les plus vulnérables du pays, tant en termes environnementaux, de fragilité des activités économiques, que de pauvreté. L'objectif de ces plans et de la démarche dans sa globalité est d'améliorer la résilience de ces territoires ainsi que de favoriser leur adaptation face au changement climatique. Deux volets complémentaires ont été mis en place pour atteindre cet objectif. Le premier vise à développer de nouvelles activités et à doter les territoires d'infrastructures vitales. Quant au second, il vise à faire entrer en relation les habitants d'une même zone afin d'impulser une dynamique d'action collective qui perdure dans le temps : c'est sur cette seconde dimension que porte ce travail.

La résilience des territoires de PACTE repose en partie sur la capacité des habitants à tisser des liens entre eux et à mobiliser des relations à divers niveaux pour faire face aux crises qui touchent le territoire. Cependant, l'implantation des plans de développement de PACTE ne se fait pas sur un territoire vierge et des mécanismes faisant appel aux relations sociales préexistent pour faire face aux crises. C'est dans cette perspective qu'a été pensé ce travail : il s'agit de comprendre et évaluer les réseaux sociaux participant à la résilience des territoires et qui serviront de terreau à l'implantation des plans de développement de PACTE. L'adéquation entre les plans de développement et la prise en compte des spécificités des territoires sur lesquels ils s'implantent est un sujet particulièrement intéressant à l'heure où le parlement tunisien a adopté (2018) une nouvelle loi visant à favoriser l'économie sociale et solidaire. Les territoires ont-ils les réseaux sociaux et la structure sociale adéquats pour accueillir les programmes de développement voulus par l'Etat ? L'exemple des GDA (Groupement de Développement Agricole) d'eau potable laisse songeur : malgré le « cadre conceptuel et législatif assez structuré, et les potentiels naturels et humains favorables, les performances de la forme associative la *plus maturée* en Tunisie (GDA) sont considérées globalement comme médiocres » (Samaali, 2021). Les GDA d'eau potable sont pour la plupart endettés et la gestion collective de l'eau via ce cadre est régulièrement un échec. Les dispositifs reposant sur l'action collective sont-ils inadaptés aux territoires tunisiens ?

Comprendre ce qui précède permet également de proposer à terme une évaluation sur la capacité d'un programme de recherche participatif à faire émerger de nouveaux liens sociaux et à renforcer la résilience sociale des territoires.

Dans cette perspective, la notion de territoire est fondamentale. L'action de PACTE se concentre sur 6 zones d'études appelées Zones d'Intervention (ZI) réparties sur l'ensemble de la Tunisie et ayant des caractéristiques géographiques, économiques et sociales différentes. La délimitation opérationnelle retenue par PACTE de ces ZI ne correspond pas au découpage administratif mais s'appuie sur le vécu des habitants et les enjeux liés aux ressources naturelles. Il s'agit donc également de s'interroger sur la pertinence de ce découpage dans le cadre du territoire dessiné par les réseaux sociaux favorisant la résilience qui ne correspond peut-être pas entièrement à celui du programme.

L'objectif principal de ce travail est donc de concevoir et de mettre en œuvre un dispositif permettant de mettre en débat la notion de résilience territoriale avec les acteurs locaux. Ce dispositif doit permettre d'identifier des critères et un protocole d'évaluation de l'impact des plans de développement sur la résilience des territoires et sur leur capacité d'adaptation au changement climatique. La réalisation d'une campagne d'entretiens semi-directifs s'efforce de dessiner les réseaux mobilisés par les habitants lors des crises et d'évaluer leur apport à la résilience du territoire.

La ZI de Bizerte sur laquelle a porté ce travail est l'une des six zones d'étude du programme PACTE. Elle a été choisie pour deux raisons : tout d'abord sa proximité avec Tunis où sont basés les chercheurs du programme, ensuite pour l'existence d'un travail de master sur cette zone, centré sur l'impact du changement climatique sur les ressources naturelles et leur exploitation par les habitants d'une zone rurale vulnérable.

La première partie de ce travail s'attache à définir le contexte géographique complexe de la ZI de Bizerte et de percevoir les multiples questionnements que soulève la notion de résilience. S'en suivra une présentation des méthodes et outils utilisés pour mener cette enquête, les entretiens semi-directifs et l'analyse de contenu. Enfin, les résultats obtenus seront interprétés, discutés et mis en perspective dans les deux dernières parties.

## 2 Etat de l'art

### 2.1 La Zone d'intervention de Bizerte (ZI)

#### 2.1.1 Deux approches du territoire différentes : découpage administratif de l'Etat et découpage selon le vécu des habitants du programme PACTE

La Zone d'intervention (ZI) de Bizerte (Figure 1), une des six zones d'intervention du programme PACTE, fait partie du gouvernorat de Bizerte, dans la délégation de Ghezela. Il s'agit d'une zone rurale située dans l'arrière-pays de Bizerte, à l'Est du lac Ichkeul. Il faut compter entre 40 et 60km pour rejoindre Bizerte, et 10 à 20km pour Ghezela, souvent par des pistes rudimentaires qui rendent difficiles l'accès à certaines portions du territoire et la circulation des habitants vers le centre d'activité et de pouvoir de la délégation et du gouvernorat. La ZI a donc une situation relativement marginalisée.



Figure 1 - La ZI de Bizerte, à environ 50 km de Bizerte et 10 km de Ghezela. D'après Google maps.

Le territoire tunisien est découpé en 24 gouvernorats (*wilayat*), chacun étant sous-divisé en délégations (*mutamadiyat*), elles-mêmes composées de plusieurs secteurs (*imadats*). Le gouvernorat de Bizerte compte 14 délégations et 102 secteurs. La zone d'intervention du programme PACTE, située dans la délégation de Ghézela, compte deux secteurs. Le découpage administratif superpose donc plusieurs strates de pouvoir qui exercent leur influence sur la ZI. Malgré une réforme de décentralisation mise en œuvre depuis 2011, l'Etat tunisien repose encore sur un système très centralisé (Picard, 2018). Le gouverneur de Bizerte, nommé par l'Etat, est ainsi « responsable de la mise en œuvre de la politique nationale de développement régional, il propose au gouvernement les mesures de promotion économique qu'il juge appropriées » (Marcou, 1998, p.36). Le délégué de Ghezela, nommé par décret, est chargé d'assister le gouverneur au niveau de sa délégation et de

coordonner les services locaux de l'Etat. Quant au omda, notable responsable d'un secteur dont il est originaire, il a un rôle de relais et de médiateur administratif et parfois informel entre les populations et les structures étatiques (Amri, 2007). L'administration déconcentrée est également issue des différents ministères. Sur la ZI de Bizerte, le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA), sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, joue un rôle essentiel puisqu'il s'agit d'un territoire essentiellement rural dont l'agriculture est l'activité dominante. Si la ZI est relativement éloignée du CRDA de Bizerte, le CTV (Centre Technique de Vulgarisation) de Ghezela assure un relai et est un maillon essentiel dans l'accès aux fertilisants nécessaires à l'agriculture.

A ces couches issues de la déconcentration de l'Etat vient s'ajouter la municipalité de Ghezela, créée à l'issue de la Constitution de 2014 promouvant la décentralisation, et dont le maire est élu par les conseillers municipaux eux-mêmes élus par la population. Néanmoins, l'autonomie accordée à la municipalité reste limitée, notamment au regard des moyens (financiers, humains) qui lui sont accordés. Sa capacité d'action et son rôle dans le développement du territoire en sont considérablement amoindris (Picard, 2018).

La ZI est soumise à un ensemble de découpages administratifs dominés majoritairement par l'administration centralisée dont l'influence passe par des relais locaux. Cependant, aucun représentant de cette administration déconcentrée ne se situe directement sur la ZI, à l'exception de deux omdas. Il s'agit d'un découpage, issu en partie de la colonisation, qui visait à redéfinir « les limites territoriales des tribus afin de casser leurs pouvoirs » (Picard, 2018), et qui fut conservé après l'Indépendance afin de renforcer l'autorité de l'Etat en poursuivant la lutte contre le tribalisme (Marcou, 1998). Le découpage administratif permet donc à l'Etat d'affirmer son autorité sur l'ensemble du territoire tunisien et s'inscrit dans une logique de domination du pouvoir central. Les territoires dessinés par les couches administratives sont pensés et imposés par l'Etat dans une logique descendante (*top-down*).

A l'inverse, le découpage territorial proposé par le programme PACTE s'appuie sur « la manière dont les habitants vivent le territoire » (PACTE, 2020), c'est-à-dire les endroits où ils vont chercher leurs ressources, les personnes avec qui ils communiquent, les enjeux partagés. Le découpage territorial émane ici de la population locale et correspond à une expérience vécue, mais n'a pas de réalité institutionnelle, seulement opérationnelle. La ZI est ainsi subdivisée en « Unités Territoriales Homogènes » (UTH) et en « Territoires de Vie » (TV). Les UTH, créés sous l'impulsion de l'équipe projet (chercheurs et administrateurs) correspondent à une sous-partie de la ZI ayant des caractéristiques similaires en termes d'enjeux, de ressources naturelles, de systèmes d'activités et de stratégies d'acteurs. Il en existe 7 sur la ZI de Bizerte : l'UTH de montagne, l'UTH de PPI (Périmètre Public Irrigué), l'UTH Maljaes-Grande Ferme, l'UTH de Felta, l'UTH de Piémont, l'UTH de Mjadbia et l'UTH de forêt. Ces UTH sont des constructions récentes (temps du projet, soit plus ou moins trois ans) avec un ancrage local nécessairement moins fort mais peut-être une meilleure intégration des dimensions environnementales que les TV qui forment les UTH. Ceux-ci correspondent aux espaces que les communautés se sont appropriés sur les plans économiques, environnemental, socioculturel. Ils sont historiquement appropriés dans l'esprit et dans l'action des populations locales. On compte 14 TV sur la ZI (Figure 2, Figure 3). Leur regroupement dans un même UTH ne signifie pas qu'ils sont voisins ou situés à proximité.

PPI		Zone de montagne		Grandes fermes			Zone de Piémont		Felta	Zone de forêt	Mjadbia	Msabhia	
Ettaref	Houira	Kahla	Mouaïssia	Hammem	Sidi Salem	Zabbous	Kharrouba	Boudouhan	Borj Adouani	Felta	Zone de forêt	Mjadbia	Msabhia

Figure 2 – Le découpage du programme PACTE : UTH et TV de la ZI de Bizerte

Les TV sont eux-mêmes composés d'un ou plusieurs douars. Le douar est une unité territoriale essentielle dans la compréhension du monde rural bien qu'elle ne corresponde à aucune échelle administrative. Hérités des groupements de tentes des nomades, ils ont pris leur forme actuelle suite à la sédentarisation des anciens pasteurs (Abdallah, 2020).

La ZI de Bizerte est soumise à un nombre important de couches administratives émanant de l'Etat via des services déconcentrés, à l'exception de la municipalité de Ghezala. Cette forte présence de l'Etat peut représenter une difficulté dans la prise d'autonomie pour les territoires (Picard, 2018). A ces couches issues d'une approche top-down qui s'impose aux habitants de la ZI, le découpage du programme PACTE permet d'accéder au territoire tel qu'il est vécu par les habitants et non pas défini par l'administration. Ce découpage fondé sur une approche bottom-up permet de faire exister un territoire qui est bien présent au-delà des délimitations territoriales institutionnelles. C'est cette dernière définition du territoire qui a été retenue pour ce travail : une portion d'espace appropriée, portion qui correspond à la délimitation proposée par PACTE, soit la ZI<sup>1</sup>.

### 2.1.2 Description physique, réalités socio-économiques et héritages coloniaux : un territoire rural vulnérable et diversifié où l'exploitation des ressources naturelles est essentielle

La ZI s'étend sur 9868ha avec une densité moyenne de 46 habitants au km<sup>2</sup>. Cependant, les TV connaissent des réalités très différentes en fonction de leur situation (Figure 3) et de leurs caractéristiques physiques. Enclavement, éloignement des centres d'activités, des écoles ou des dispensaires : au-delà des ressources présentes sur les TV, les problèmes suscités par leur situation sont en partie à l'origine des conditions difficiles dans certains TV.

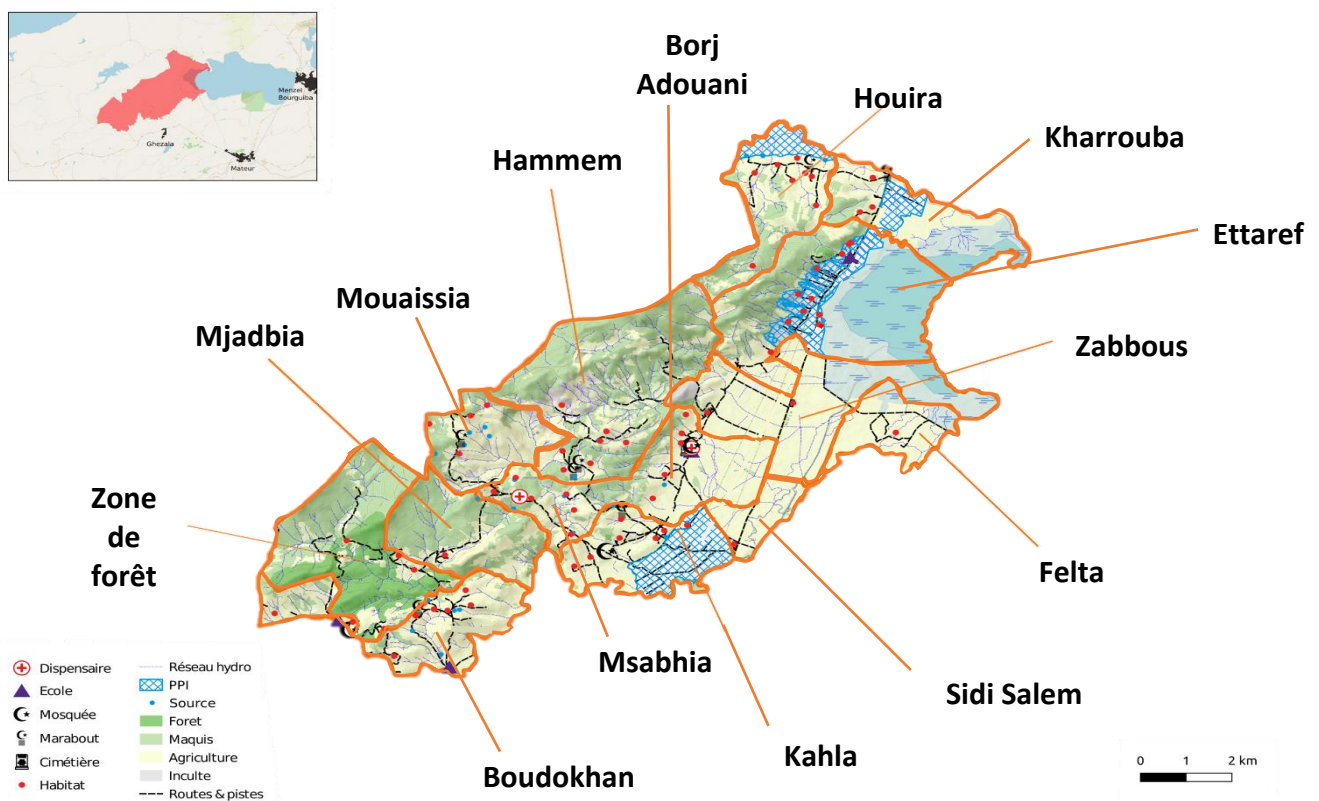


Figure 3 – Les 14 TV de la zone PACTE : des paysages très contrastés et aux ressources naturelles variées

<sup>1</sup> Néanmoins, on verra dans la suite de ce travail que la considération de la ZI comme un territoire au sens d'espace approprié peut être remise en question par la mise en évidence des liens sociaux existants (ou non) entre des personnes de différents TV au sein de la ZI.



### 2.1.2.1 Sidi Salem et Zabbous : des terres riches mais des habitants pauvres suite à la spoliation des terres

Sidi Salem et Zabbous se situent dans l'UTH Maljae-Grande Ferme qui se caractérise par des terres fertiles de plaine sur lesquelles on trouve trois types de propriétés : petites et grandes exploitations, terres domaniales. La grande culture est essentiellement rattachée aux grands fermiers qui ont l'autorisation d'exploiter en partie les terres domaniales. Les ouvriers des grandes fermes sont issus des refuges (« maljae » désigne un lieu de refuge), douars formés de maisons (Figure 5) construites par l'Etat via la Société Nationale Immobilière de Tunisie pour loger les ouvriers des grandes fermes entre 1978 et 1987 mais qui sont aujourd'hui dans un état très vétuste (PACTE, 2019). Les habitants des refuges n'ont pas accès au foncier ni pour cultiver ni pour faire pâturer leurs bêtes et ont donc construit de petites bergeries rudimentaires sur une partie des lots de terrain où se trouvent leur habitat : quelques bovins et ovins sont regroupés dans les jardins à l'arrière des maisons. Ils survivent grâce à des activités d'élevage et du travail en ville, et s'appuient sur une petite agriculture d'autosuffisance (poules notamment). Les grandes fermes génèrent un capital financier conséquent qui n'a cependant que très peu de retombées économiques pour les habitants des refuges dont les conditions de vie sont très précaires.

La répartition des terres à Sidi Salem et Zabbous est héritée de la colonisation et de l'évolution du statut du foncier depuis l'Indépendance. De manière progressive à partir du XIXe siècle, les colons ont accaparé les terres agricoles tunisiennes et formé de grandes exploitations, comme celles de Sidi Salem ou Zabbous dont les habitants travaillaient en tant qu'ouvrier dans les grandes fermes. Le rachat puis la nationalisation des terres le 12 mai 1964 a permis à l'Etat tunisien de se réappropriier les terres détenues par les étrangers. En 1961, l'adoption du socialisme d'Etat a entraîné la création de coopératives de production à partir des anciennes fermes des colons : les UCP (Unités Coopératives de Production) dont faisaient parties Sidi Salem et Zabbous. La vente des terres domaniales était promise aux coopérateurs après une période de cinq ans (Elloumi, 2013). En 1987, sous l'impulsion de l'Etat, les coopératives deviennent des SMSA (Société Mutuelle de Service agricole). Les coopérateurs



Figure 5 - Une maison dans le "refuge" de Zabbous. Construites par l'Etat, elles sont aujourd'hui en très mauvais état. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019



Figure 4 - Sidi Salem et sa grande ferme. Les maisons (à gauche) construites par l'Etat pour lutter contre les gorbis et loger les ouvriers des grandes fermes (à droite) qui exploitent les terres. Image satellite extraite d'Apple Plan, non datée

acceptent la dissolution des anciennes UCP et deviennent actionnaires de la nouvelle société en entrant au capital de celle-ci (Belhaj *et al.*, 2018). Cependant, à partir de 1996, les terres domaniales sur lesquelles se situent les SMSA sont attribuées « selon des critères de proximité avec le pouvoir » (Elloumi, 2013, p.66) à des membres de la famille du président Ben Ali ou à des serviteurs du pouvoir. C'est ce qui s'est passé dans les grandes fermes de Sidi Salem et Zabbous à partir de 2007 qui ont été accaparées par un grand investisseur proche de Ben Ali, niant les droits des ouvriers actionnaires. Mohamed Elloumi (2013) parle de « spoliation ».

#### *2.1.2.2 Felta, un territoire dont les ressources dépendent de la proximité du lac Ichkeul*

Felta est à la fois un TV et un UTH et se caractérise par des terres de plaine fertiles, exploitées en pluviale pour de la grande culture (céréales, légumineuses, fourrage). A l'extrémité nord du TV, les rives du lac Ichkeul, des terres domaniales, sont exploitées pour le pâturage en raison de leur nature marécageuse (Figure 6). Le lac a en effet un fonctionnement hydrologique particulier qui affecte l'exploitation des ressources du TV. En hiver, les oueds apportent des quantités d'eau douce importantes, ce qui provoque la submersion des marais et l'augmentation du niveau du lac. En été, l'évaporation de l'eau douce et le tarissement des oueds sont compensés par la montée de l'eau salée à l'intérieur du lac Ichkeul, provenant du lac de Bizerte. Ce fonctionnement est cependant source de problèmes pour les habitants du TV qui sont confrontés régulièrement à des inondations qui bloquent la route et provoquent des dégâts importants sur les cultures. Les sources de revenu émanent essentiellement des activités d'élevage (50 à 70% des revenus annuels des familles ; cheptel bovin et ovin) et agricoles complétées par des activités non agricoles qualifiées ou non. Il n'y a pas de lien de parenté qui relie entre eux les habitants du TV mais il existe une entraide, notamment pour l'achat collectif de denrées (PACTE, 2019). Cependant, un conflit existe autour du curage de l'oued Melah qui permettrait d'éviter en partie l'inondation des terres en hiver.



Figure 6 - Élevage bovin à Felta, sur les terres marécageuses des rives du lac Ichkeul. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019

### 2.1.2.3 Kahla, Ettaref et Houira : la richesse des terres des PPI

L'UTH PPI regroupe les TV de Kahla, Ettaref et Houira. Ils se caractérisent par des terres de moyennes à fortes pentes riches en ressources sylvopastorales (maquis) et des plaines fertiles et accessibles sur lesquelles sont installés les trois périmètres irrigués destinés aux cultures maraîchères, fourragères, et à la céréaliculture (Figure 8). Les PPI Ettaref et Kahla sont alimentés par une conduite de transfert du barrage Sejnane (Figure 7). En revanche, l'eau originellement destinée au PPI de Houira a été détournée au profit de l'approvisionnement de Zabbous en eau potable. La gestion de l'eau sur ces territoires est complexe et engendre des conflits entre les habitants dont les relations sont sinon plutôt bonnes. L'agriculture est la principale activité des PPI et génère un capital financier important mais tributaire des aléas climatiques (CRDA, 2020). A Ettaref, les habitants sont principalement issus d'anciens nomades à la recherche de pâturages ou descendent de migrants venus du TV Mouaïssia, de Sejnane ou de l'Algérie pour travailler dans l'ancienne SMVDA (Société de Mise en Valeur et de Développement Agricole) « Mateur-Jalta » dans la deuxième moitié du XXe siècle. Sur le TV Kahla, la taille des exploitations varie fortement entre la zone de PPI de Kahla 1 (0,5 à 2 ha/exploitant) et celle de Kahla 2 (de 4 à 30 ha/exploitant), et il y a peu de liens de parenté entre les habitants, mais une entraide importante (PACTE, 2019). Ettaref et Kahla connaissent tous deux des problèmes d'hydromorphie.





*Figure 8 - Vue sur le PPI d'Ettaref, aux abords du lac Ichkeul. Une plaine fertile où se croisent céréaliculture, cultures maraîchères et fourragères. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019*



*Figure 7 - Infrastructure du PPI d'Ettaref. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019*

#### *2.1.2.4 Mouaissia et Hammem, des territoires d'élevage pauvres enclavés en zone de montagne et soumis à une forte érosion*

L'UTH zone de montagne qui comprend les TV Mouaissia et Hammem est caractérisé par un relief accidenté de fortes pentes, occupé en majeure partie par des maquis dégradés soumis à un fort risque d'érosion (Figure 9), lui-même accentué par la pratique de la carbonisation. Les deux TV sont traversés par l'oued Ben Kallout qui connaît des crues parfois importantes qui bloquent les pistes et isolent certains douars, rendant impossible l'accès à l'école pour les enfants et endommageant certaines parcelles. Les sources de revenus émanent essentiellement des activités d'élevage (ovin) pratiqué sur le maquis, et agricoles (cueillette des olives, foin, miel), complétées par le travail en ville ou dans les PPI. On trouve également une petite agriculture d'autosuffisance qui est très pratiquée via l'entretien de jardins potagers. Les deux TV sont très enclavés et les pistes en mauvais état. Les habitants ne possèdent pas de titre foncier et leur pauvreté accroît la pression sur les ressources naturelles (notamment via la carbonisation). Quant à l'accès à l'eau domestique, il se fait par de petites sources naturelles sur les deux TV : Hammem ne possède en effet pas de réseau d'AEP (Adduction en

Eau Potable) et celui de Mouaïssia est endommagé. Les deux TV connaissent un fort exode rural depuis les années 1990 en direction des PPI.

#### 2.1.2.5 *Le TV Zone de forêt, un territoire d'élevage enclavé marqué par le chômage et l'exode des jeunes*



*Figure 9 - Erosion à Mouaïssia. Photographie prise en avril 2022, journée terrain, Claire Dabas*

La Zone de forêt est à la fois un TV et un UTH. Elle se caractérise par un paysage montagneux occupé par des terres forestières domaniales, des maquis étendus, et des terres privées labourables de forte pente, exploitées en pluvial pour de la céréaliculture, des cultures fourragères et de légumineuses. Les revenus émanent essentiellement de l'élevage (ovin, bovin, caprin), du travail salarié saisonnier dans des PPI d'autres gouvernorats (à une distance de 50-120 km), et du travail dans les chantiers de forêt. Néanmoins, le chômage est élevé, et le TV connaît un exode des jeunes important vers les villes comme Ghezela ou Bizerte. L'élevage repose sur l'exploitation des maquis du domaine forestier de l'Etat qui ont été largement défrichés depuis les années 1970. Plus de la moitié des maisons ont été construites par l'Etat dans le cadre des programmes d'élimination des gourbis et d'amélioration de l'habitat dans la deuxième moitié du XXe siècle. Les pistes qui mènent à certains douars sont particulièrement endommagées et responsable d'un fort enclavement. Enfin, l'accès à l'eau potable a été interrompu suite à l'insolvabilité des GDA (Groupement de Développement Agricole : structure locale chargée de la gestion de l'eau et des ressources naturelles), et ce sont donc

trois sources naturelles qui sont utilisées. Les GDA connaissent des difficultés financières sur l'ensemble de la ZI et de manière générale sur l'ensemble de la Tunisie (Azizi *et al.*, 2016).

#### *2.1.2.6 Mjadbia : un TV aux ressources abondantes mais enclavé*

L'UTH Mjadbia correspond au TV du même nom. Il se caractérise par un paysage montagneux et forestier (Figure 11). Il n'est composé que d'un seul douar où les liens de parenté sont importants, et présente une faible densité de peuplement (120 ménages répartis en 30 foyers). Il est divisé entre des terres de maquis privées destinées à l'élevage (bovin, ovin), des parcours collectifs sur des prairies permanentes, des terres labourables également privées exploitées en pluviale pour de la céréaliculture, et enfin de petites parcelles d'oliviers sauvages autour des habitats (Figure 10). Les principales sources de revenu des habitants sont la vente d'huile d'olive durant la saison hivernale, la vente des moutons au printemps, la vente du miel, des céréales et du fourrage durant la période estivale, et des emplois dans les villes des délégations voisines. Le TV est cependant très touché par le chômage qui engendre un exode rural très prononcé, notamment des jeunes. Quant à l'accès à l'eau potable, celui-ci est normalement assuré par le forage de Mjadbia, mais l'insolvabilité du GDA a entraîné sa coupure en 2015. Ce sont donc les trois sources présentes sur le territoire qui sont mobilisées. L'accès au TV se fait par une piste agricole non aménagée que les services de santé refusent d'emprunter. Cet enclavement dû au mauvais état de l'infrastructure routière est un problème majeur pour le TV.





*Figure 11 - Un paysage montagneux et forestier. Photographie prise en mai 2022, journée terrain, Claire Dabas*



*Figure 10 - Oliviers, cultures fourragères et céréaliculture : Mjadbia, un territoire riche en ressources naturelles*

### 2.1.2.7 Borj Adouani, Msabhia, Boudokhan : l'UTH Zone de piémont

Les TV de la Zone de piémont se caractérisent par un relief alliant plaines et sols en pentes moyennes à fortes. Les terres sont fertiles et dédiées à la céréaliculture, aux cultures fourragères et maraichères en pluvial. On trouve également des superficies importantes d'oliviers plantés et sauvages, des maquis étendus riches en ressources sylvopastorales, et des terres de parcours dégradées. Les sources de revenu émanent principalement des activités d'élevage et agricoles, et également du travail dans des zones industrielles hors TV et des PPI. On trouve à Borj Adouani un GDA d'élevage de cailles quasiment exclusivement féminin. Le niveau d'instruction est plus élevé que dans d'autres TV, mais le chômage reste important et les jeunes partent s'installer en ville. On trouve deux écoles, une à Borj Adouani, une à Attiba (TV Boudokhan), deux dispensaires (Msabhia, Borj Adouani), deux mosquées et trois épiciers. Il y a donc un nombre important d'infrastructures, du moins bien plus élevé que dans les autres TV. Quant aux ressources en eau, Boudokhan et Msabhia dépendent du forage de Mjadbia qui est actuellement coupé. Les habitants ont donc recours aux sources.

L'ensemble des TV de la ZI sont dépendants de l'exploitation des ressources naturelles. Aussi les inondations, sécheresses et autres crises peuvent venir mettre en péril l'équilibre et le fonctionnement de ces TV, ce qui justifie la question de la résilience sur ces territoires.

## 2.2 La résilience, une notion qui interroge la capacité des populations à se remettre d'un choc

### 2.2.1 La résilience, évolution d'un concept polysémique : la résilience des socio-écosystèmes comme cadre de pensée

Il n'existe pas de consensus sur la définition de la résilience et la façon de l'appliquer. La définition de la résilience est d'abord issue de la physique puis elle s'est répandue dans le domaine de l'écologie pour atteindre la psychologie et l'économie. Il s'agit donc d'un concept polysémique. Il existe trois grandes écoles : la résilience des systèmes socio-écologiques, la résilience dans l'étude des risques naturels, et dans l'étude de la pauvreté et de l'accès aux ressources (Buchheit *et al.*, 2016). Holling (1973) est le premier à définir la résilience en écologie : un écosystème résilient absorbe les effets des perturbations sans changement qualitatif de sa structure. Pour chaque système il y a donc un seul état d'équilibre, et la résilience écologique se mesure au temps de retour à l'équilibre (Dauphiné et Provitolo, 2003). L'introduction de la notion de résilience en économie avec Berkes et Folke (1998) permet de penser de nouvelles composantes de celle-ci : l'apprentissage et l'anticipation qui participent d'une résilience proactive. Adger (2000) permet de passer d'une résilience pensée dans le contexte d'un seul équilibre (Holling, 1973) à une résilience fondée sur plusieurs équilibres au sein d'un système dynamique où le retour à l'état antérieur est exceptionnel. La résilience peut donc être définie comme la capacité à se réorganiser face à un changement pour préserver les structures et fonctions du système (Walker *et al.*, 2004 ; Buchheit *et al.*, 2016). C'est lors de cette réorganisation que la résilience est la plus forte puisqu'elle favorise l'émergence de nouvelles connexions. Le comportement du système est perçu comme dynamique. La résilience socio-écologique s'appuie donc sur l'adaptabilité (éprouver des chocs en conservant les mêmes fonctions), la transformabilité qui

consiste à faire émerger un nouveau système si l'ancien n'est plus soutenable plutôt que de retenir un statu quo (Walker *et al.*, 2004 ; Brown, 2016).

L'un des grands intérêts de la théorie écologique de la résilience est de pouvoir être étendue aux systèmes sociaux (Adger, 2000). La résilience est ainsi la capacité d'une communauté à anticiper, se préparer et répondre à, et se remettre rapidement des impacts d'une catastrophe : il s'agit de faire face et de dépasser (Adger, 2000). Ainsi, parmi les facteurs qui la renforcent, on trouve l'apprentissage social qui repose sur la mémoire (Quinn *et al.*, 2020) et l'abandon de la notion de stabilité, une forme de diversité sociale et écologique qui augmente les options pour faire face (Dauphiné et Provitolo, 2007), la combinaison de différents types de connaissances pour stimuler l'apprentissage et l'innovation, et la capacité d'auto-organisation et d'articulation des échelles (Rufat, 2018). On retrouve ici quelques-uns des huit aspects de la résilience proposés par Da Cunha *et al.* (2011) (Figure 12). Tout d'abord 1) la capacité d'absorption qui permet de supporter un choc sans entrer dans un état qualitatif différent (Holling, 1973 ; Adger *et al.*, 2013), puis 2) la capacité d'adaptation des comportements (Horne, 1997 ; Mallak, 1998 ; Pelling, 2003) ; 3) la capacité de recouvrement ou retour à l'état initial ; 4) la capacité d'innovation (sociale et technologique) qui permet de répondre de façon productive à des changements significatifs en adaptant ressources et compétences existantes au nouveau système ; 5) la capacité d'auto-organisation et 6) les processus d'apprentissage (Paton, 2000) qui permettent d'apprendre des expériences passées et d'améliorer les autres capacités. Enfin, 7) la capacité d'anticipation (Resilience Alliance, 2002) permet de planifier l'avenir et d'adapter les ressources et compétences, et doit s'accompagner de 8) l'acceptation et la gestion de l'incertitude du risque (Resilience Alliance, 2002 ; Dauphiné et Provitolo, 2007).

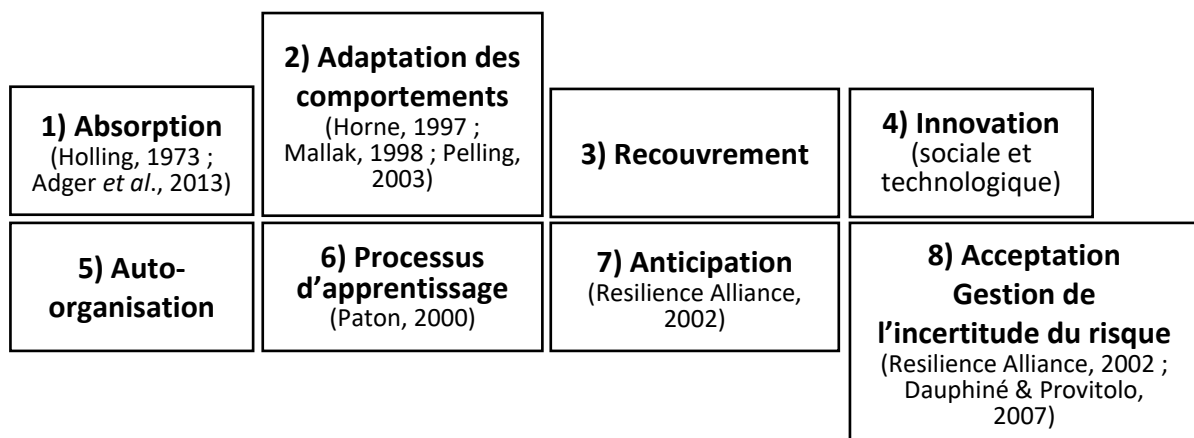
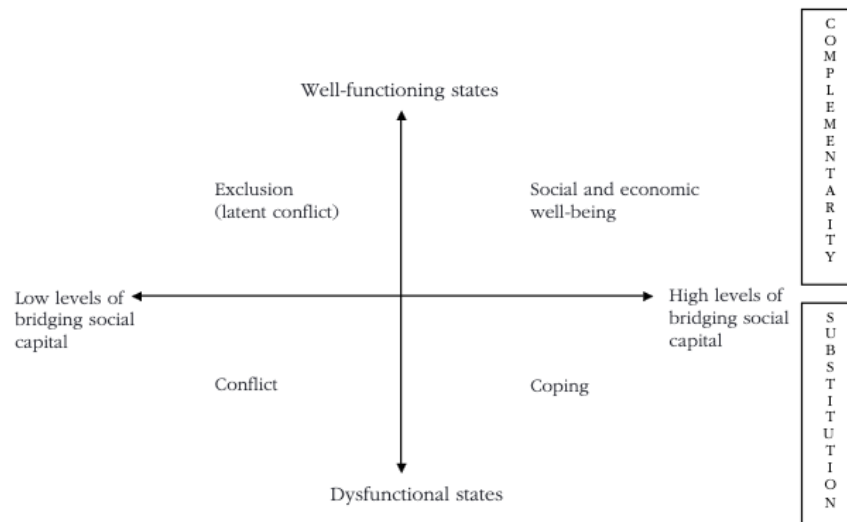


Figure 12 - Les 8 capacités à l'œuvre dans la résilience (d'après Da Cunha *et al.*, 2011)

### 2.2.2 La résilience sociale comme clef de lecture

La résilience sociale est fondée sur les concepts de capacité d'action et d'auto-organisation (Buchheit *et al.* 2016). Elle s'intéresse aux comportements des communautés, institutions, économies avant et après un choc. « *Social resilience is defined at the community level [...] Hence it is related to the social capital of societies and communities* » Adger, 2000, p. 349. La capacité des systèmes sociaux à faire face s'appuie donc sur le capital social (Mayunga, 2007) qui est composé de : la cohésion sociale, les réseaux sociaux (Pelling, 1998), les relations de confiance, les normes, l'apprentissage social, la mémoire sociale. La théorie du capital social explique comment les individus utilisent leurs relations

pour leur bien personnel ou le bien du collectif. De plus, celui-ci n'est pas uniquement de « l'étendue du réseau qu'il peut effectivement mobiliser », mais également « du volume du capital possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié » (Bourdieu, 1980, 1986). C'est ce qui s'exprime dans les trois types de capital social qui donnent accès à des ressources financières et non financières différentes (Aldrich et Meyer, 2014). Le *bonding social capital* regroupe les individus proches émotionnellement, qui possèdent un lien étroit. Il est fondé sur les liens de parentés – la famille est la première source d'assistance (Hurbert *et al.*, 2000) – et de localité et l'amitié. Il procure un soutien social et une assistance personnelle et immédiate en cas de désastre (Hurbert *et al.*, 2000), et aide à se préparer aux catastrophes. Il se caractérise par un niveau élevé de confiance, des normes partagées entre individus, et une réciprocité en temps de crise. Le *linking social capital* repose sur l'action collective informelle. Il s'agit d'un réseau tourné vers l'intérieur, au sein d'un même groupe socio-économique, qui favorise le renforcement d'une identité de groupe homogène (Szreter et Woolcock, 2004). Le *bridging social capital* regroupe des personnes qui se connaissent un peu (*acquaintances*) et appartiennent à des groupes sociaux différents (classe, race) et constitue donc des réseaux sociaux tournés vers l'extérieur. Les ressources et informations nouvelles qui circulent grâce au *bridging* peuvent aider les individus à progresser dans la société, à saisir des opportunités pour une « *recovery* » sur le long terme. Le *bridging* privilégie le lien avec une organisation sociale, notamment les liens informels via des ONG, des clubs, ou groupes sociaux, qui donnent accès à une personne avec qui le *bonding* est impossible (Haines *et al.*, 1996). Si le *bonding social capital* permet d'accéder à une aide immédiate, le *bridging social capital* favorise une aide sur le long terme et est porteur d'une capacité d'organisation tout en permettant de recevoir de l'aide de strates sociales différentes. Enfin, le *linking social capital* connecte des citoyens normaux avec ceux qui sont au pouvoir via un cadre explicite, formel ou institutionnel où se déploie un réseau de relations de confiance. Il s'agit d'un réseau vertical avec les institutions et les structures politiques. Le capital social est donc une clef de lecture intéressante pour la résilience des territoires. Le rôle de l'Etat dans l'émergence du capital social doit également être interrogé. Woolcock et Naryan (2000) distinguent quatre cas qui prennent en compte la santé de l'Etat et le niveau de *bridging social capital* (Figure 13). Dans le premier cas, l'Etat assure la sécurité et la durabilité via les lois mais le niveau de *bridging* est faible, ce qui entraîne la substitution des liens externes par l'Etat et l'exclusion des groupes dominés. Dans le deuxième cas, la situation de l'Etat est semblable, mais le niveau de *bridging* est élevé. Il s'agit de la situation idéale de synergie entre l'Etat et la société civile (Evans, 1996) qui se caractérise par une participation démocratique et une gouvernance environnementale. Le troisième cas est fondé sur un Etat absent ou qui dysfonctionne et un bas niveau de *bridging*. Cette situation entraîne des conflits et accroît la vulnérabilité des sections marginales de la société lors des désaccords avec la société civile. Enfin, le quatrième cas présente un Etat similaire au troisième cas mais un haut niveau de *bridging social capital*. C'est ici que le *bridging social capital* se substitue à l'Etat et prend en charge les rôles normalement assumés par le gouvernement. Il ne s'agit pas nécessairement d'une situation désirable.



*Note:* Complementarity refers to the optimal interaction of government and markets in civil society; substitution is the replacement by informal organizations (families, networks, and so on) of services ordinarily provided by governments and institutions.  
*Source:* Adapted from Narayan (1999).

Figure 13 – Santé de l’Etat et niveau de bridging social capital, quelles relations ? (Woolcock et Narayan, 2000)

Le capital social peut aussi être considéré comme un concept géographique et pas uniquement économique puisque les interactions entre individus sont situées dans l’espace et dans le temps (Adger, 2003), d’où l’importance de l’échelle et de la localisation des relations sociales (intra TV ou dans les grandes villes tunisiennes par exemple). Il se retrouve également de ce fait lié au droit d’accès et au développement pour des communautés dépendant de ressources (Bebbington, 1999). Mais il s’agit cependant d’un concept très large dont le rôle est parfois difficile à comprendre : s’agit-il d’une ressource individuelle ou collective ? Les deux semblent coexister : les réseaux de confiance et de réciprocité peuvent être créés par un individu leader et ne pas être détenus exclusivement par la communauté (Adger, 2003). Le capital social joue donc un rôle central dans l’accès aux autres formes de capital. Il est essentiel dans la mesure où il influence considérablement certaines stratégies de développement et d’adaptation. Adger (2003) donne l’exemple d’un Etat qui fournirait des infrastructures pour réduire les impacts des inondations, mais dont l’action ne résonnerait pas avec les normes sociales locales et ne serait donc pas suffisant pour s’adapter à la crise. En revanche, dans le cas d’un Etat incompetent, le capital social se substitue à l’aide de l’Etat.

### 2.2.3 L’émergence d’une dynamique collective au service de la résilience

La résilience est liée à la vulnérabilité sociale, soit la capacité à anticiper l’aléa, à faire face à l’urgence, à s’adapter en temps de crise, à se reconstruire. L’adaptation au changement climatique d’après Adger (2003) est en ce sens inhérente aux sociétés et liée à leur aptitude à agir collectivement. Elle implique donc un processus de décision collective et pas une simple politique de prévention (Barroca *et al.*, 2013). Ces décisions collectives et la recherche de la résilience s’appuient sur la confiance, l’entraide et des règles communes, et requièrent des réseaux et flux d’informations pour favoriser la fabrication et la prise de décision (Adger, 2003). L’action collective dans le cadre de la résilience pourrait permettre de redonner leur place aux citoyens dans les processus de gouvernance, les rendre co-responsable de la production des politiques publiques (Villar et David, 2014). Son



développement est vu par certains auteurs comme un moyen de compenser la centralisation des prises de décision et de renforcer la résilience des territoires. Et il s'agit de plus d'une opportunité pour recréer des liens entre individus. Penser l'action collective (AC) dans le cadre de la résilience territoriale est donc particulièrement pertinent dans la mesure où celle-ci permet de faire émerger des individus clefs qui vont faire circuler l'information, favoriseront la réciprocité entre les membres d'un réseau et feront jouer davantage de collaboration (Giest et Howlett, 2014). Les principes de l'AC sous-tendent également un système de gouvernance robuste pour la gestion collective des ressources communes (Ostrom, 1990). En ce sens les stratégies de défense individuelles fondées sur le triptyque « résister, s'adapter, transformer pour développer ses capacités » mettent en péril le collectif dans la mesure où la minimisation des risques à l'échelle individuelle empêche l'émergence d'une dynamique collective. L'individualisation des pratiques d'adaptation entraîne la fragilisation de la communauté qui ne porte plus de stratégies collectives. Les communautés les plus résilientes sont celles qui travaillent pour un but commun (Davidson, 2006).

#### 2.2.4 La résilience territoriale : un concept français qui s'appuie sur l'action collective

Penser la résilience à l'échelle des territoires semble émaner particulièrement de la recherche française (CEREMA notamment). Elle est perçue comme un moyen de « redonner leur place aux citoyens dans les processus de gouvernance » (Villar et David, 2014) à l'échelle du territoire. L'enjeu est d'associer la population à un nouveau projet de société. Le territoire est en ce sens considéré comme un système dynamique (Lardon et al., 2014) où les relations sociales sont fondamentales pour construire une action collective (Angeon et al., 2006). La résilience territoriale peut donc être reliée à l'action collective comprise comme une « action commune ou concertée des membres d'un groupe pour atteindre un objectif commun » (Lorino, 1989). Le territoire est lui le lieu d'articulation entre les politiques publiques et les initiatives locales, le niveau intermédiaire entre le local et le global (Lardon et al., 2008).

#### 2.2.5 *Sense of place* et résilience : les attachements, vecteurs de mobilisation collective ?

La résilience implique des capacités à transformer plutôt qu'à retrouver le statu quo (Brown, 2016). Elle ne consiste donc pas en des capacités latentes mais en une propriété émergente des interactions des communautés et relations sociales (Falkner et al., 2018). Les communautés d'une localité partagent en effet des identités liées au lieu. Les identités et leur évolution ont une implication dans la capacité partagée pour gérer des événements extrêmes (Lidskog, 2018). Les activités collectives et les interactions sont à l'origine de la mémoire sociale qui influence la capacité à faire face au changement (Wilson et al., 2017). La migration a ainsi une influence sur la mémoire sociale qui façonne la résilience. On compte donc deux nouvelles dimensions clef dans la résilience : le relationnel, ensemble de processus comme la confiance qui se distingue du capital social dans la mesure où il prend en compte la qualité des relations et pas leur existence, et le sentiment d'appartenance. Cette deuxième dimension est liée à la notion de *place attachment* (Quinn et al., 2020). Il s'agit d'un attachement positif, émotionnel, cognitif entre des individus et un lieu (Altman et Low, 1992). L'attachement est majoritairement individuel, sans rassemblement autour d'entités aimées. L'acteur est ici isolé et son attachement relève de la sphère de l'intime. Il développe un sentiment hostile à l'égard de celui qui dégrade, ce qui peut entraîner des conflits territoriaux (Sébastien, 2016). Ce type d'attachement est porteur d'un lien identitaire faible : l'attachement est individuel et non collectif. A

l'inverse, le partage avec autrui de son expérience d'attachement en permet l'agrandissement aux dimensions de la communauté et donc l'appropriation identitaire d'une portion de l'espace associée à un groupe social dont il devient l'un des attributs (Ripoll et Veschambres, 2005). Un autre type de lien intervient dans l'attachement au lieu, qui trouve son fondement dans le rapport patrimonial. Il s'agit du lien différentiel qui consiste en la mobilisation de savoirs associés au lieu aimé, de la mise en œuvre de pratiques liées à la protection du lieu (cet attachement implique donc une motivation vers l'action), et l'extension in fine de cet amour à d'autres lieux. La combinaison des liens identitaires et différentiels forts permettent de faire émerger une mobilisation collective porteuse d'un intérêt territorial et qui se traduit politiquement (Sébastien, 2016). L'attachement a donc sa place dans la réflexion sur la résilience dans la mesure où il peut faire émerger des actions collectives porteuses d'un intérêt territorial.

#### *2.2.5.1 Des difficultés à mesurer la résilience*

Une des difficultés que présente la résilience, c'est sa mesure (Dauphiné et Provitolo, 2007) pourtant nécessaire pour être opérationnelle. Il y a tout d'abord la question des seuils (Lallau, 2011) à partir desquels le système change, puis l'identification des critères de résilience (Walker, 2006). Nombreux sont ceux qui ont tenté de développer des indicateurs de la résilience. Le Pacific Disaster Center a mis en place l'indicateur VECR fondé sur la production économique, la disposition de nourriture et d'eau, leur qualité, le niveau scolaire, etc. Les approches top-down privilégient les indicateurs et la construction d'indices synthétiques. Cette méthode a cependant l'inconvénient de ne pas produire d'indice consensuel (Rufat, 2018). Les approches bottom-up privilégient quant à elles le qualitatif et l'implication des acteurs locaux. Si celles-ci garantissent un meilleur accès aux communautés, la comparaison et les changements d'échelles sont difficiles. La mesure consensuelle de la résilience ne semble donc pas exister, et les choix de l'approche méthodologique sont dictés par l'objectif de l'évaluation (quelle résilience ? pour qui ? à quoi ?).

#### *2.2.6 Une résilience forte ou une résilience faible ?*

La résilience s'appuie sur l'analyse des capacités soit les possibilités d'être et d'agir, la capacité d'action, à se projeter dans l'avenir (Lallau, 2020). La résilience ne repose pas sur la survie. En revanche elle peut consister en des stratégies uniquement défensives qui s'appuient sur l'anticipation, la réaction face à l'imprévu et l'aspiration à une amélioration de la situation, mais il s'agit d'une résilience faible. Ce que Walker (2006) définit comme une résilience forte, c'est la combinaison de l'adaptation des pratiques productives, des modes d'accumulation du capital, et la réorientation majeure des stratégies. Le « cercle vicieux des pauvres » consiste justement en de faibles capacités qui les orientent majoritairement vers des stratégies défensives. Walker parle de « rigidité dans la flexibilité » : flexibilité car les actions ne sont pas sur le long terme, mais rigidité de par la réticence au changement. Dauphiné et Provitolo (2007) mentionnent trois obstacles à la résilience : l'opposition à l'innovation, le pouvoir excessif, et la centralisation des prises de décisions. La question de la centralisation est fondamentale sur le territoire de la ZI de Bizerte.

## 2.2.7 Critique de la résilience : un concept néolibéral qui place la responsabilité sur les populations

La principale critique adressée à la résilience est fondée sur ses implications néolibérales (Morel Journel, 2018 à propos de la résilience territoriale). La notion de résilience permet en effet de considérer que l'individu est toujours capable de faire face, ce qui entraîne la transmission des responsabilités aux citoyens (Brown, 2014 ; Welsh, 2014) et justifie donc le désengagement de l'Etat (Lallau, 2018). Les termes du capitalisme servent de trame de fond à la notion de résilience : on parle de flexibilité, de mobilité, d'adaptation, de rebond. Il s'agit de posséder la capacité d'auto-adaptation dans un monde instable, d'intégrer de nouveaux paramètres et de devenir partie prenante d'un nouveau système mondialisé. L'idée est que la résilience est une capacité qui peut être acquise et que les solutions se trouvent à l'échelle locale. La résilience porte donc en elle une injonction à s'adapter aux changements sans qu'ils soient remis en causes (Felli, 2014). Il s'agit là d'une forme d'acceptation qui trouve sa source dans la dépolitisation de la résilience qui prône une adaptation au monde et non pas son changement, et son acceptation pour pouvoir y participer. Felli (2014) parle de « se changer soi-même pour faire face aux menaces ». Il n'y a donc pas de remise en cause fondamentale des rapports de force existants, mais une réinternalisation de la responsabilité de leur propre situation dans les acteurs eux-mêmes. Dans la critique du néolibéralisme de la résilience, celle-ci se focalise sur la capacité d'agir des individus dans un environnement en constant changement. La définition de l'adaptation, pilier de la résilience, s'en trouve modifiée. Il s'agissait avant d'une nécessité imposée par la dégradation de l'environnement ; on la considère aujourd'hui comme une activité productrice au sein d'un environnement structurellement changeant. C'est pour lutter contre cet écueil que Lallau (2019) souhaite repolitiser la notion de résilience « conçue à la base sur des notions techniques, apolitiques ». La notion de résilience telle qu'elle a été massivement utilisée par l'aide humanitaire s'appuie sur cette « vision libérale, selon laquelle chacun est capable de s'en sortir par lui-même, de se construire un avenir en dépit des difficultés, négligeant le poids des structures ». Il plaide pour un accompagnement de l'Etat dans des processus d'autonomisation des populations dans le temps, mission « autrement plus complexe que d'invoquer la résilience », et exige une vision sur le long terme où l'effort individuel doit être couplé à des actions collectives.

## 2.3 Problématique et hypothèses

La ZI de Bizerte est un territoire rural vulnérable du point de vue social et environnemental et les activités des habitants reposent essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Les crises qui touchent les ressources et entravent leur exploitation concernent l'ensemble des TV et affectent négativement la population. Les relations sociales mises en mouvement par les habitants de la ZI pour faire face aux crises dessinent un territoire et participent a priori de sa résilience. Il s'agit donc de dégager les types de relations sociales auxquelles font appel les habitants en temps de crise, d'évaluer leur capacité à faire émerger des actions collectives source de résilience, et de comprendre les mécanismes sociaux d'action face aux crises.

Quatre hypothèses de recherche sont testées dans cette étude :

- le réseau social d'entraide est essentiellement à l'échelle d'un TV et la ZI ne forme pas un territoire ;
- le recours à la solidarité familiale en temps de crise et hors crise prime sur toute autre forme de solidarité ;

- la ZI ne connaît pas d'actions collectives en temps de crise d'une part à cause de certains fonctionnements administratifs et d'autres part parce qu'aucune structure collective véritable n'existe hors crise et ne peut donc constituer un fondement pour une action collective en période de crise, ce qui incite les habitants à se tourner vers l'Etat ;
- les habitants sont attachés à leur TV mais, cet attachement relève de la sphère de l'intime et ne peut donc être vecteur de rassemblement.

## 3 Méthodologie

### 3.1 Le choix du terrain

Le choix du terrain a été dicté par deux raisons. La première est la réalisation d'un mémoire sur la ZI par une étudiante tunisienne, sur la question de la vulnérabilité au changement climatique. La seconde est la proximité avec Tunis qui a permis de se rendre sur le terrain facilement.

Le choix a également été fait de questionner la résilience territoriale en s'appuyant sur le zonage de PACTE. Celui-ci s'explique par l'objectif de ce travail de fournir une méthode reproductible sur l'ensemble des ZI du programme. Néanmoins une analyse en prenant une échelle encore plus grande, celle des douars, pourrait être menée et permettrait d'apporter un point de vue différent.

### 3.2 Le choix des crises comme évènement permettant d'interroger la résilience

Le choix de se concentrer sur les crises pour interroger la résilience trouve son origine dans la définition de la crise comme rupture de stabilité d'un système. La crise est ainsi considérée comme le choc que le système doit absorber pour se rétablir afin d'être résilient.

### 3.3 Une enquête par entretiens à l'épreuve de la barrière de la langue

Laisser se dessiner les relations sociales mobilisées en cas de crise et le territoire que ces relations dessinent nécessite une approche où l'intervention de l'enquêteur est la plus faible possible. Le choix de la méthode de l'entretien est apparu comme pertinent dans un contexte de différence de langue.

#### 3.3.1 L'entretien semi-directif

La sociologie accorde une place particulière à l'entretien semi-directif, né dans les années 1940 (Blanchet et Gotman, 2007). Il est à l'origine d'un nouveau rapport entre enquêteur et enquêté, qui sont désormais placés sur un pied d'égalité, ce qui facilite l'acquisition d'informations qui ne sont pas soutirées à l'enquêté, mais acquises grâce à sa collaboration. Il ne s'agit en effet plus seulement d'attendre les réponses des enquêtés aux questions des enquêteurs mais de s'intéresser également aux propos, aux questions des enquêtés. L'enquêteur a désormais accès aux représentations et à la vision individuelle des enquêtés. L'entretien permet également à l'enquêteur de recueillir un discours qui se construit devant lui, s'élabore dans la spontanéité et n'apparaît pas figé. Il s'appuie sur un mouvement d'extériorisation des conceptions de l'enquêté qui verbalise des opinions non encore exprimées ou approfondit, grâce aux questions de l'enquêteur, des idées déjà établies. Cet approfondissement s'appuie sur une des particularités de l'entretien semi directif : la relance. Celle-ci invite l'enquêté à rebondir sur ses propos, à les préciser et les approfondir. La relance fait entrer l'enquêteur dans les énoncés et la logique de l'enquêté (Combessie, 2007). L'enquête par entretiens est donc pertinente puisqu'elle donne accès aux motivations profondes, aux non-dits, aux tensions et aux enjeux plus complexes auxquels est confronté l'enquêté, et met en avant les systèmes de valeurs sur lesquelles il se fonde.

Dans le cadre de ce travail de recherche, l'entretien semi-directif a été utilisé pour mieux saisir les relations d'entraide qui s'activent lors des crises, sortir d'une entrée par la revendication d'une aide au développement et voir véritablement se dessiner les relations et le fonctionnement des TV des habitants en temps de crise. Il s'agissait d'entrer dans les réseaux intra et inter TV, de les voir se déployer au fil du récit de l'enquêté, tout en interrogeant son ancrage territorial, ses attaches familiales dans et à l'extérieur de la ZI.

### 3.3.2 La population des enquêtés

Dans le cadre de l'enquête par entretiens sur la résilience territoriale, 30 personnes ont été interrogées (Tableau 1). Dans la mesure où l'étude cherchait à voir se dessiner des réseaux d'entraide entre et au sein des TV, ce sont au minimum deux personnes pour chaque TV qui ont été interviewées (Figure 15).

Les entretiens ont été réalisés pour moitié avec des membres du Comité de territoire (CT) du programme PACTE de la ZI de Bizerte. Ce Comité a été formé dans une deuxième phase du programme avec pour objectif final l'élaboration d'un plan de développement fondé sur des méthodes de recherche participative. Lors de la création du Comité, les membres ont été choisis selon trois modes distincts. Une partie d'entre eux, les représentants de TV, ont été élus par les habitants de leur TV en respectant la parité homme-femme. Le deuxième mode de sélection puise dans la société civile (élus, GDA et autres collectifs issus de la société civile formelle, entreprises privées). Enfin, des jeunes porteurs d'idées innovantes ont été sélectionnés à partir d'un projet qu'ils ont dû présenter. En plus des 15 entretiens réalisés auprès des membres du CT, 15 autres entretiens ont été réalisés avec des habitants du territoire rencontrés sur leur TV, au bord de la route, en train de travailler dans un champ, à l'extérieur de leur maison, ou bien au CTV de Ghezela, notamment les jours de souk. Trois logiques ont donc présidé au choix des enquêtés. Les entretiens réalisés avec les membres du Comité de Territoire (majoritairement des représentants de TV ou des jeunes porteurs d'idées innovantes) ont été planifiés en amont et réalisés au CTV ou bien sur le TV de l'enquêté. Le CTV a quant à lui été le lieu des entretiens avec des agriculteurs de passage issus de toute la zone d'étude. Enfin, la rencontre spontanée des habitants sur leur TV a favorisé la diversification des profils des enquêtés en accédant à des habitants peu mobiles et relativement isolés. Ces trois logiques ont donc permis d'obtenir des profils relativement différents et donc d'accéder à des informations complémentaires sur les réseaux sociaux et le capital social au sein de la ZI. Cependant, elles ont eu pour défaut de ne laisser qu'une très faible marge de manœuvre sur le choix précis du profil des enquêtés. L'objectif premier était en effet de pouvoir choisir les enquêtés selon une typologie précise (genre, âge, profession, etc.), ce qui n'a pas été possible, notamment en raison de contraintes logistiques et de disponibilité des personnes relais chargées de me mettre en contact avec les personnes interrogées.

Pour voir se déployer les relations sociales mobilisées en cas de crise, le choix a été fait de mener des entretiens avec les personnes perçues comme leaders par plusieurs habitants ou ayant des responsabilités au sein de l'administration. Un entretien a donc été réalisé avec un des deux omda de la zone, et un autre avec l'ancien président de l'association Nour (association centrée sur le développement de la zone de Sidi Salem et Zabbous créée par un habitant de Sidi Salem).

Plusieurs facteurs extérieurs à l'objet de la recherche lui-même ont également influencé le choix de faire appel aux membres du CT en priorité. Tout d'abord, le contact était déjà établi, ce qui n'est pas négligeable compte tenu de la durée du terrain (un mois et demi). De plus les membres ont

l'habitude d'être sollicités par le programme ce qui accroît leur facilité à accepter de se prêter aux entretiens. Le calendrier a également joué un rôle. La campagne s'est en effet déroulée en partie pendant le mois de Ramadan durant lequel le rythme de vie est profondément différent du reste de l'année et ne permettait pas de réaliser des entretiens en sillonnant le territoire. Planifier avec les membres du CT a donc permis de contourner ce problème.

La durée des entretiens a été variable : d'une quinzaine de minutes à plus de deux heures. Ceci s'explique en partie par la particularité du mois de Ramadan où la fatigue causée par le jeûne ralentit les activités à partir du début d'après-midi et entraîne donc le retour des enquêtés chez eux.

La difficulté principale de cette campagne d'entretiens a résidé dans la barrière de la langue. Les entretiens ont été menés alternativement par deux « observatrices » tunisiennes du programme PACTE, habituées à être attentives au comportement et à prendre des notes lors des ateliers du programme. Leur connaissance de la ZI et de ses habitants a facilité la prise de contact avec de nombreux enquêtés et également leur participation active (notamment via des relances non prévues dans la grille) lors des entretiens. Cependant, les temps pris pour traduire les propos de l'enquêté ont pu casser le rythme de l'entretien et participer à la dispersion de l'enquêté. La gestion du rythme a donc été particulièrement complexe. Les incompréhensions ont également pu être nombreuses du fait des choix de traduction des observatrices. La synthétisation à l'extrême de certaines traductions n'a pas permis de développer les propos de l'enquêté et a favorisé un rythme saccadé et la réduction du temps d'entretien.

Enfin, l'accès aux femmes s'est révélé particulièrement complexe (Figure 14). Les entretiens avec des femmes ont dans la quasi-totalité des cas été coupés par les interventions d'hommes situés à proximité. Il a été particulièrement complexe de rencontrer une femme seule et de pouvoir mener un entretien sans interférence. De plus, leur absence du CTV les a exclues d'un des modes d'entretien spontané.

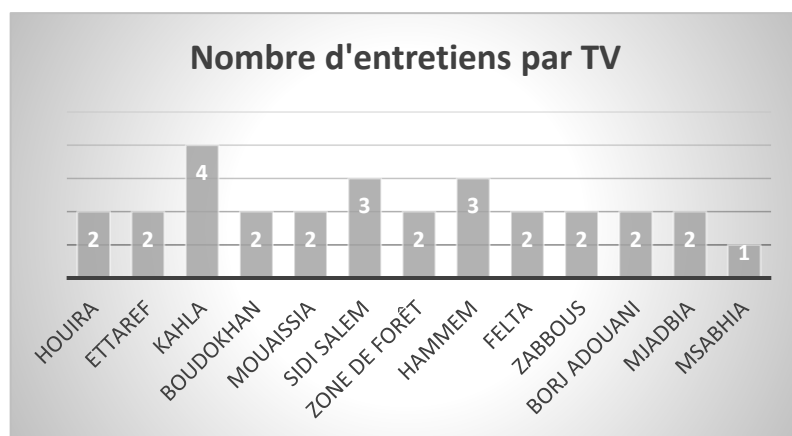


Figure 15 - Des entretiens relativement bien répartis sur les TV



Figure 14 - Un accès difficile aux femmes

Code	Territoire de Vie (TV)	Sexe	Classe d'âge	Appartenance à un collectif	Durée
Int1	Houira	Homme	Moyen	CT	00h52
Int2	Houira	Femme	Jeune	CT	00h40
Int3	Ettaref	Femme	Jeune	CT	00h59
Int4	Kahla	Homme	Jeune	CT	00h27
Int5	Zone de forêt	Homme	Jeune	CT	00h41
Int6	Mouaissia	Homme	Moyen	CT	00h45
Int7	Sidi Salem	Homme	Moyen	CT	00h58
Int8	Hammem	Homme	Moyen	x	00h25
Int9	Hammem	Homme	Inconnu	CT	00h37
Int10	Kahla	Homme	Inconnu	x	00h59
Int11	Zone de forêt	Homme	Moyen	x	00h34
Int12	Boudokhan	Homme	Moyen	CT GDA d'irrigation	00h59
Int13	Hammem	Homme	Inconnu	CT	00h17
Int14	Sidi Salem	Homme	Avancé	Ancien président de l'association Nour	02h08
Int15	Felta	Homme	Jeune	CT	00h48
Int16	Boudokhan	Homme	Moyen	Omda	01h27
Int17	Zabbous	Homme	Moyen	CT Ancien trésorier de l'association Nour	01h00
Int18	Borj Adouani	Homme	Avancé	CT	01h41
Int19	Borj Adouani	Femme	Moyen	CT GDA élevage de cailles	01h03
Int20	Sidi Salem	Homme	Jeune	Membre de Nour	01h12
Int21	Msabha	Femme	Avancé	x	01h07
Int22	Mjadbia	Homme	Avancé	x	02h12
Int23	Mjadbia	Femme	Avancé	x	00h53
Int24	Kahla	Femme	Avancé	x	00h49
Int25	Felta	Homme	Jeune	x	01h02
Int26	Zabbous	Femme	Avancé	x	00h45
Int27	Kahla	Homme	Moyen	x	00h45
Int28	Mouaissia	Homme	Avancé	x	00h47
Int29	Zone de forêt	Femme	Jeune	CT	00h30
Int30	Ettaref	Homme	Jeune	x	00h30

Tableau 1 –Présentation des acteurs interrogés (n = 30).  
Jeune = 18 – 30 ans ; Moyen = 30 – 45 ans ; Avancé = 45 ans et +



### 3.3.3 La grille d'entretien

L'entretien semi-directif s'appuie sur une grille d'entretien qui permet de creuser systématiquement les mêmes thématiques d'un entretien à l'autre. Tous suivent approximativement le même schéma de déroulement et les enquêtés sont soumis aux mêmes questions. L'entretien commence par une rapide présentation de l'enquêteur et de son travail sur les crises qui affectent le territoire et la manière dont les habitants y font face. Une grille d'entretien a été construite à destination des enquêtés. Elle est structurée en trois parties permettant de recueillir des informations sur l'ancrage territorial de l'enquêté et son histoire, les crises qui ont touché son TV et la manière dont il y a fait face, et les stratégies qu'il a mises en place pour s'adapter ainsi que son attachement à son TV. L'intégralité de la grille se trouve en Annexe (7.1).

THEMES	CONTENU
<b>I. Ancrage territorial de l'habitant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Origine</li> <li>- Travail et lieu de travail</li> <li>- Réseau familial sur le territoire</li> <li>- Foncier</li> <li>- Implications variées de l'enquêté</li> </ul>
<b>II. Réactions face aux crises</b>	
<i>a. Échelle individuelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impact individuel</li> <li>- Solutions individuelles</li> </ul>
<i>b. Échelle collective</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recours à l'entraide</li> <li>- Perception de problèmes communs</li> <li>- Action collective</li> </ul>
<i>c. Le rapport à l'administration</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception du rôle de l'administration</li> <li>- Recours et relations au sein de l'administration</li> </ul>
<b>III. Adaptation et attachement au territoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modifications du comportement pour faire face à une crise similaire</li> <li>- Lieux et objets de l'attachement</li> </ul>

Tableau 2 - Construction de la grille d'entretien

L'ordre de la grille n'a pas toujours été respecté et certaines questions ont pu être survolées tandis que d'autres ont été plus longuement développées, ceci en fonction des enquêtés. Leur discours a été, dans la mesure du possible et compte tenu du dispositif de traduction, le moins interrompu possible afin de laisser libre la parole de l'enquêté et de ne pas l'influencer. Au cours de chaque entretien, une grille de métadonnées a été renseignée : prénoms des personnes (anonymisées par la suite), classe d'âge, TV, sexe, profession et appartenance à un collectif (représentant de TV PACTE, GDA, etc.).

## 3.4 Les traitements

### 3.4.1 Les traitements des entretiens : analyse de contenu

Les entretiens ont été enregistrés non pas dans le but de les retranscrire mais afin de servir d'appui aux notes prises sur le vif. En effet la retranscription n'a pas été envisagée compte tenu de la nécessaire traduction des entretiens pour leur exploitation, travail qui ne pouvait pas être réalisé par l'enquêteur. L'accès aux termes des discours et l'extraction de citations étant impossible à cause de la langue, c'est une analyse de contenu qui a été privilégiée, mêlant approche quantitative et qualitative.

#### 3.4.1.1 Constitution de la grille d'analyse

La grille d'analyse est divisée en trois thèmes principaux et reprend en partie les grandes questions posées dans la grille d'entretien (Annexe 7.2) :

- Crise :
  - Identification de la crise
  - Action collective pour y répondre
  - Action individuelle
  - Aide apportée à d'autres par l'enquêté
- Ancrage :
  - Situation familiale et professionnelle de l'enquêté
  - Réseau d'entraide hors crise
  - Aide apportée hors crise par l'enquêté
  - Lieux de discussion, relations entre les habitants, avec les autres TV
- Attachement :
  - Raisons et lieux de départ
  - Objet de l'attachement de l'enquêté

Les crises mentionnées par les enquêtés ne concernent jamais un seul individu. Dans la mesure où l'objet d'étude de ce travail est la résilience territoriale, le choix a été fait de ne prendre en considération que les crises dont l'échelle la plus grande est le TV. Les types de crises ont été définis d'après la perception des enquêtés : certains mentionnent comme crise les pistes impraticables et non pas l'inondation à l'origine de la crise. Cause et conséquence s'entremêlent et le choix a donc été fait de privilégier la perception des enquêtés afin d'être au plus près de leur parole. Les différents types de crises sont : les inondations, les sécheresses, les pistes impraticables, les incendies, les glissements de terrain, la spoliation des terres, la disponibilité des engrais (pénurie), le prix de l'alimentation (en hausse), les sources d'eau bouchées, les coupures d'électricité, l'accès à l'eau d'irrigation, les coupures d'eau potable (qui suppose un accès préalable à un réseau d'AEP, momentanément interrompu), l'accès à l'eau potable (pour les habitants n'ayant pas de réseau d'AEP sur leur TV ou ceux qui n'en ont définitivement plus à cause d'un glissement de terrain par exemple). Les crises ont été divisées selon leur temporalité : long terme, ponctuelle, récurrente. Les crises ponctuelles arrivent très occasionnellement et de manière aléatoire (comme un incendie par exemple). Les crises récurrentes sont très cycliques et reviennent régulièrement (comme les inondations dues au régime hydrique du

lac Ichkeul). Enfin, les crises sur le long terme regroupent celles qui s'étendent sur plusieurs années comme la spoliation des terres par exemple.

Nous avons défini les actions collectives (AC) comme des actions réalisées par un groupe de plusieurs personnes, du même TV ou non. A l'inverse les actions individuelles (AI) ne sont réalisées que par une personne. La temporalité des actions est étudiée via l'analyse de contenu et se fonde sur la distinction entre actions sur le long terme, récurrente et ponctuelle. On a choisi de regrouper sous le terme d'action sur le long terme toutes celles qui sont répétées chaque jour ou plusieurs jours par semaine sur un temps long (aller chercher de l'eau à la fontaine en l'absence d'AEP), et celles qui n'ont qu'une seule occurrence mais ont un effet sur le temps long (comme l'installation d'un récupérateur d'eau qui garantit un accès à l'eau sur le long terme). A l'inverse les actions ponctuelles n'ont qu'une seule occurrence et n'agissent pas sur le temps long. Enfin, les actions récurrentes sont répétées à chaque occurrence d'une crise (aller remplir ses bidons à la source durant une coupure d'eau potable par exemple).

Des tables ont ensuite été construites à partir de la grille pour chacun des thèmes et suivant plusieurs variables : TV, appartenance à un collectif, âge, sexe. La variable thématique a été divisée en plusieurs modalités dont les occurrences dans les entretiens ont été codées. Ces tables ont ensuite fait l'objet d'un traitement statistique grâce à Excel.

#### 3.4.2 Constitution d'une carte des réseaux inter TV

Les réseaux dessinés par les entretiens ont été retranscrits sur une carte permettant de visualiser les solidarités inter TV. Cette carte s'appuie sur l'analyse de contenu réalisée auparavant et prend en compte :

- la perception de problèmes communs causés par les crises
- la connaissance de personnes dans d'autres TV
- l'entraide entre deux TV

Ce sont ainsi des réseaux d'échanges entre TV qui se dessinent.

#### 3.4.3 Réalisation d'une frise des crises

Les crises recensées lors des entretiens ont bénéficié d'un traitement via une frise permettant de visualiser l'ensemble des crises auxquelles la ZI a été soumise. Les principales crises ont été divisées en quatre catégories :

- crises centrées sur l'accès à l'eau
- crises liées à la disponibilité des apports d'origine anthropique nécessaires à l'agriculture
- crises provoquées par des événements climatiques
- spoliation des terres

La taille des crises correspond à leur pourcentage par rapport au nombre total de crises qui affectent le TV. Le nombre de fois où elles sont mentionnées par rapport au nombre d'entretiens est également rendu visible.

## 4 Résultats

Les résultats issus de l'analyse des jeux de données sont décrits dans cette partie. Il s'agit de mettre en évidence des éléments sur la caractérisation des relations sociales et l'émergence d'actions collectives, qui ne seront en revanche discutés que dans la partie finale du mémoire.

### 4.1 La frise des crises : un aperçu global des crises de la ZI

45 crises sont mentionnées sur les 14 TV de la ZI. Celles-ci sont divisées en 4 sous-groupes (Figure 16) :

- les évènements climatiques comme origine des crises : présents dans 53% des entretiens, les crises ayant pour origine des évènements climatiques sont donc les plus présentes sur la ZI, tout particulièrement via les inondations.
- l'eau : 2e groupe le plus présent dans les entretiens (dans 43% des entretiens), avec les coupures d'eau en 1e position du groupe
- les apports d'origine anthropique nécessaires à l'agriculture (intrants et aliments pour l'élevage) : 3e crises les plus présentes dans les entretiens (dans 23%), avec la disponibilité en engrais qui semble être un problème majeur pour la ZI.
- la spoliation des terres : se concentre sur deux TV uniquement car cette crise a des racines historiques liées à un espace géographique bien défini. Ce groupe est mentionné dans 10% des entretiens.

Il y a trois types d'échelles pour les crises : local (1 seul TV affecté lors d'une crise), local/partagé (1 TV ou plusieurs TV qui se situent à proximité les uns des autres), ZI (la crise concerne toute la ZI). On distingue également les crises via leur temporalité (long terme, récurrente, ponctuelle).

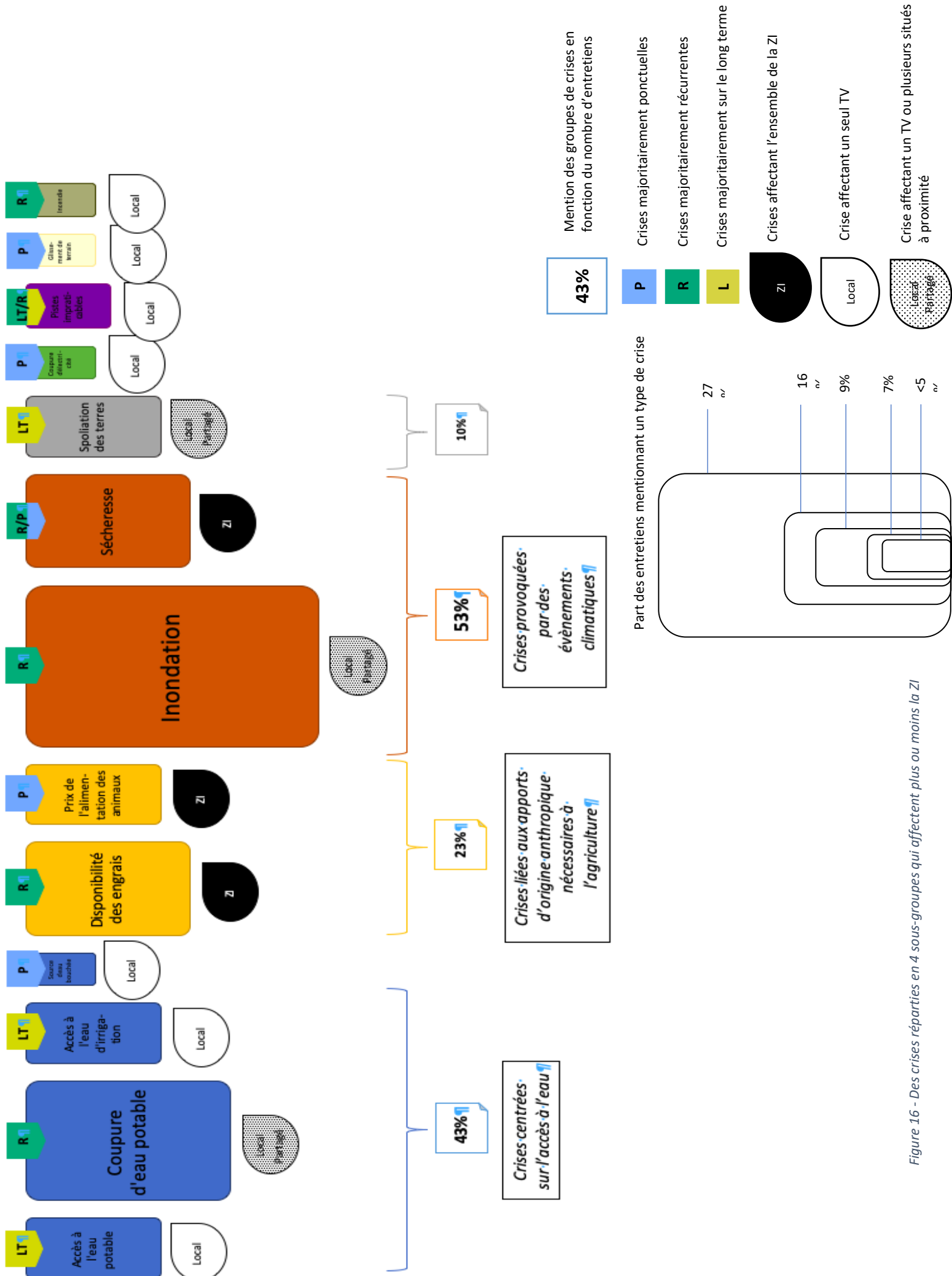


Figure 16 - Des crises réparties en 4 sous-groupes qui affectent plus ou moins la ZI

## 4.2 Le corpus d'entretiens et l'analyse de contenu

### 4.2.1 Les crises

#### 4.2.1.1 Réseau social et crise à l'échelle de la ZI

La majorité des crises mentionnées a eu lieu il y a plus de 10 ans (Figure 17), ce qui peut engendrer des difficultés quant à l'accès à la donnée.

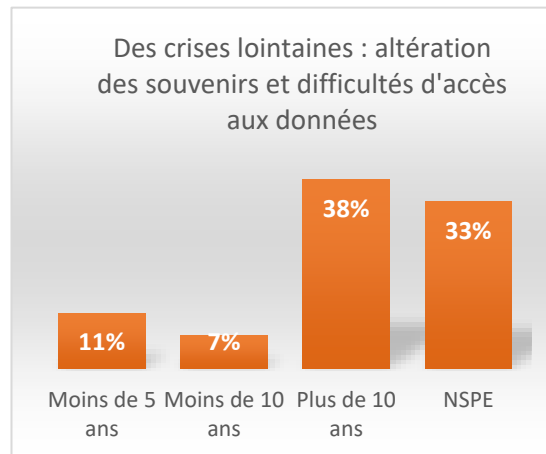


Figure 17 - Une majorité de crises datant d'il y a plus de dix ans

##### 4.2.1.1.1 Perception des problèmes communs ou individuels

Les catégories « mention d'un autre territoire touché par la crise » ou « problèmes communs » prennent en compte uniquement les crises qui touchent plusieurs TV ou l'ensemble de la ZI. A l'échelle de la ZI, pour 77% des crises, les enquêtés ne mentionnent pas d'autre territoire touché. En revanche, à l'échelle du TV, pour 78% des crises, les enquêtés mentionnent des problèmes communs à d'autres, voire des problèmes collectifs (utilisation du « on/nous » notamment). La dimension individuelle est également présente, mais dans une moindre mesure : seuls 35% des crises détaillées par les enquêtés s'accompagnent de la mention de problèmes individuels. De plus, **pour l'ensemble de la ZI, percevoir un problème commun n'est souvent pas corrélé à la mise en place d'une AC**. Seulement 44% des crises où un problème commun uniquement est mentionné s'accompagnent d'une AC.

##### 4.2.1.1.2 Temporalité des crises : une majorité de crises récurrentes qui touchent des domaines essentiels (eau, engrais)

**Plus de la moitié des crises (56%) qui touchent la ZI sont des crises récurrentes.** Ces crises sont les suivantes : coupure d'eau potable (71% des crises de ce type sont récurrentes), disponibilité des engrais (100%), inondations (92%), pistes impraticables (50%), sécheresse (50%). Deux de ces crises touchent à des domaines essentiels pour la survie et l'activité économique des habitants : la consommation d'eau potable et la fertilisation des cultures.

Les crises sur le long terme représentent quant à elles 22% des crises. On y retrouve deux crises liées à l'eau, l'une à l'accès à l'eau potable (67%) et l'autre à l'eau d'irrigation (67%). C'est aussi ici que se situe la spoliation des terres (100%). Les coupures d'eau potable représentent 29% des crises sur le long terme.

#### 4.2.1.1.3 Crises et actions mises en œuvre pour y faire face

##### 4.2.1.1.3.1 Des actions nombreuses tournées vers la sphère individuelle

On compte en moyenne 1,42 actions par crise sur l'ensemble de la ZI. En revanche, celles-ci sont majoritairement individuelles et seules 33% des actions sont collectives (AC). Les actions collectives sont celles réalisées par plusieurs personnes, quel que soit leur TV. On constate également une grande disparité dans la répartition des AC et AI en fonction des différentes crises. On a exclu de l'analyse suivante les crises mentionnées une fois seulement car elles manquent de représentativité. A partir du nombre d'actions par crise, celles-ci peuvent être divisées en quatre catégories (Figure 18).

**Les actions pour faire face au manque d'engrais sont les plus nombreuses** en termes de nombre d'actions pour une crise (2,75 actions), **mais sont quasi essentiellement individuelles** (91%).

**Les crises qui touchent à l'accès à l'eau sont les deuxièmes à cumuler le plus d'actions.** Pour les coupures d'eau potable, on compte en moyenne 1,71 actions par crise, tandis que les crises touchant à l'accès à l'eau potable et à l'eau d'irrigation en comptabilisent 1,67 chacune. Concernant la répartition des actions, on constate une plus grande proportion d'actions collectives pour l'accès à l'eau d'irrigation ainsi que pour l'accès à l'eau potable. Les coupures d'eau potable sont quant à elles majoritairement marquées par les actions individuelles.

Les pistes impraticables (souvent à cause de pluies ou d'orages) et le prix trop élevé de l'alimentation des animaux comptent respectivement 1,5 et 1,33 actions par crise. **Dans le cas des pistes impraticables, la majorité des actions est collectives. C'est le seul type de crise, avec la spoliation des terres, où l'AC est supérieure à l'AI.** Les crises liées à l'alimentation des animaux présentent un des plus faibles taux d'AC sur la zone.

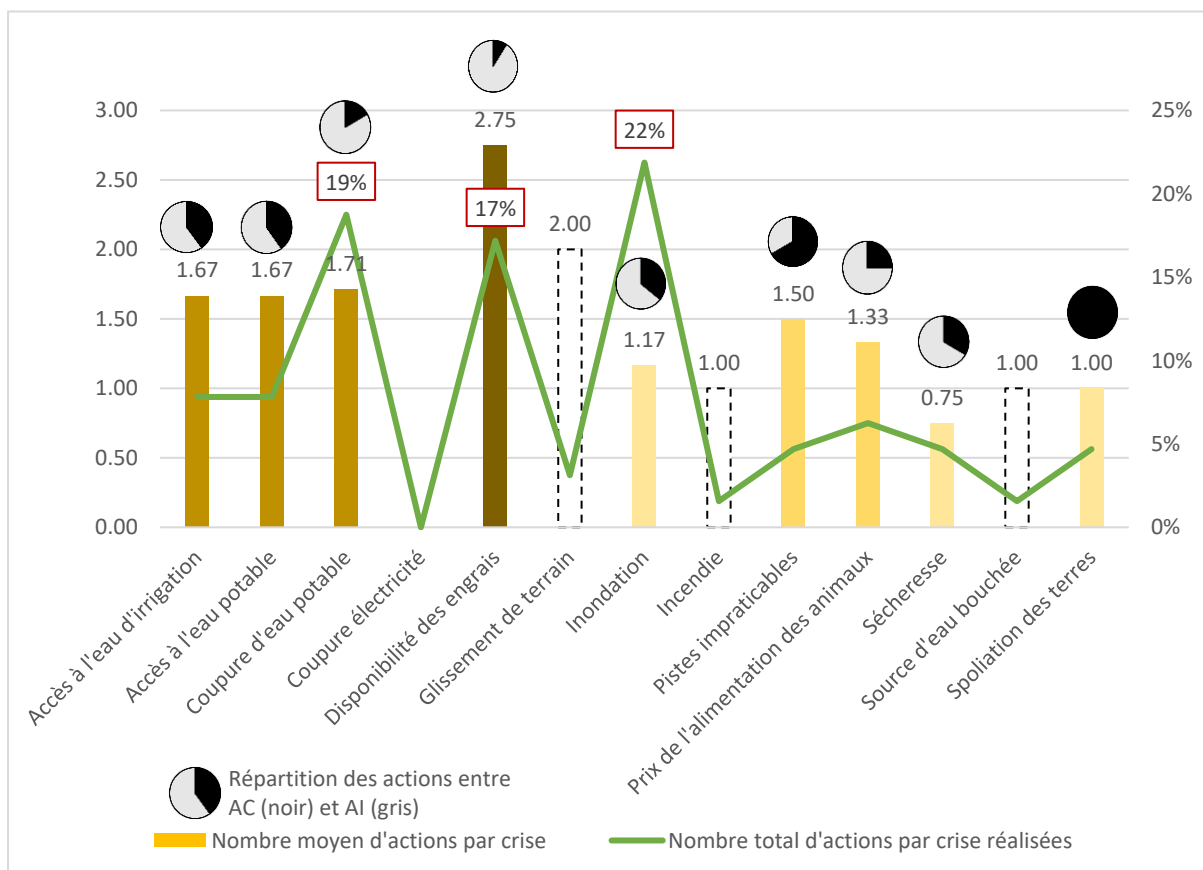


Figure 18 - Un nombre d'actions par crise qui permet de les diviser en quatre catégories

**Les crises qui comptent le moins d'actions sont la spoliation des terres (1 action/crise) et celles provoquées par un évènement climatique, soit les inondations (1,17 actions/crise) et sécheresses.** Ces dernières sont celles qui comptent le plus faible nombre d'actions, soit 0,75 action par crise. Lors des sécheresses, peu de monde sur la ZI agit pour tenter de faire face à la situation. Enfin, on peut noter que les actions pour faire face aux inondations sont nombreuses (22% des actions totales), mais compte tenu du nombre conséquent d'inondations, le taux d'actions par crise reste faible.

#### 4.2.1.1.3.2 Des actions principalement réalisées en autonomie, sans faire appel à l'administration

68% des actions mentionnées par les enquêtés pour faire face aux crises sont réalisées en autonomie. **La part des AI dans ces actions en autonomie est très élevée, soit 86%** (Figure 19). En revanche, leur part dans les actions ayant recours à l'administration ne dépasse pas 35% (qui comprennent le fait d'aller se plaindre de la situation à l'administration et de lui demander d'agir). **Ce sont les AC qui sont les plus représentées dans le recours à l'administration, à hauteur de 65%.** Mais leur part dans les actions en autonomie atteint seulement les 14%. Il y a donc deux logiques véritablement différentes qui séparent les AC des AI.

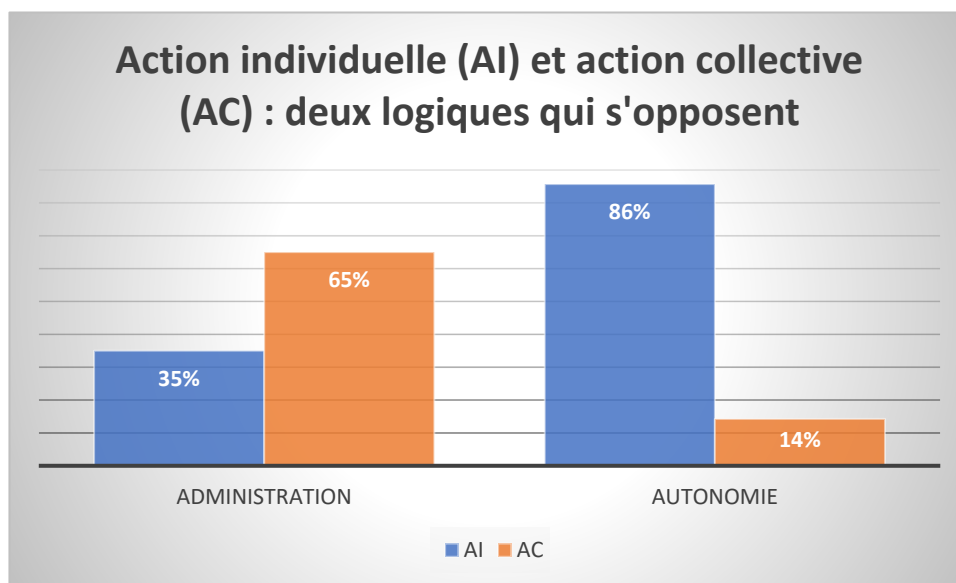


Figure 19 – Action individuelle et action collective, deux logiques qui s'opposent

Les actions en autonomie et ayant recours à l'administration en fonction des différents types de crises montrent une répartition très inégale (Figure 20). Les crises liées au prix de l'alimentation, les sécheresses, la spoliation des terres, les sources bouchées regroupent des actions qui ont exclusivement recours à l'autonomie. Les actions entreprises pour les crises centrées sur la question de l'accès à l'eau font appel à l'administration et à l'autonomie, avec une part plus importante donnée à l'autonomie. Les actions relatives à la disponibilité des engrais sont presque exclusivement en autonomie, à une exception près (manifestation). Les glissements de terrain donnent à voir des actions faisant appel aussi bien à l'autonomie qu'à l'administration. Enfin, les inondations, les incendies et les pistes impraticables sont marquées par des actions qui sont majoritairement tournées vers un recours à l'administration. Il n'y a donc pas de répartition équitable du recours à l'administration ou à



l'autonomie entre les différentes crises, mais bien des crises dont les actions sont massivement engagées dans l'une ou l'autre des options.

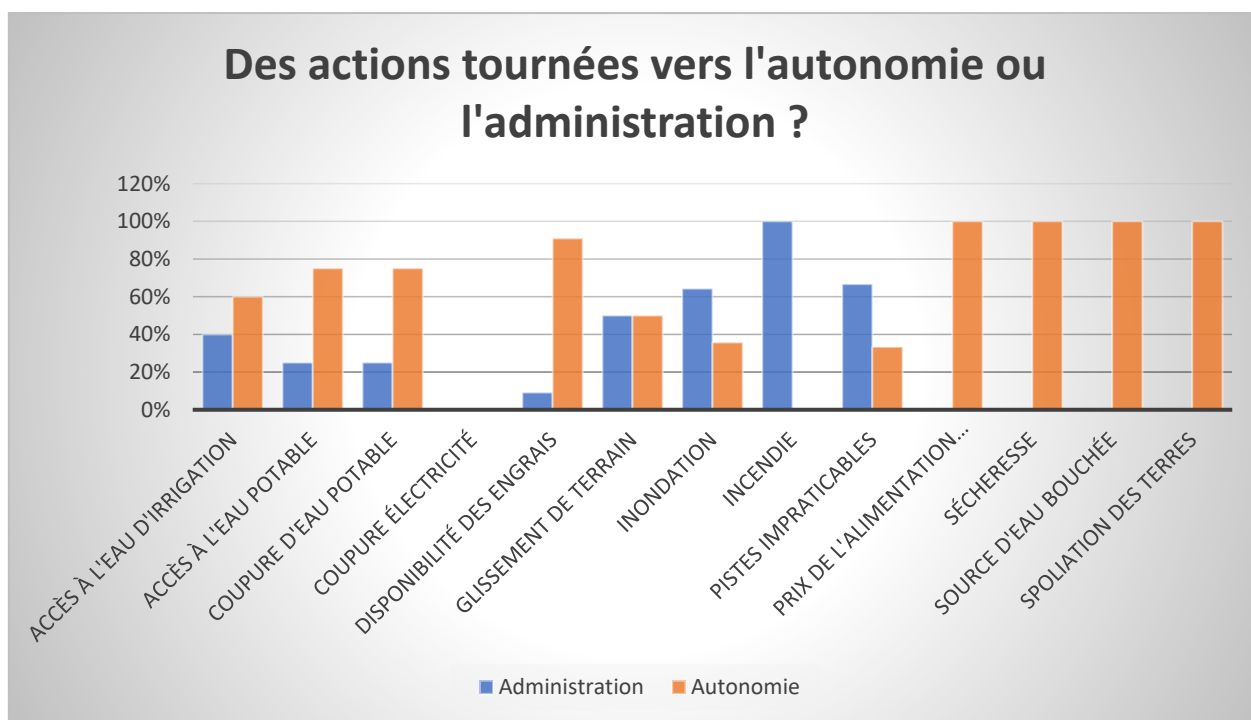


Figure 20 - Recours à l'administration ou à l'autonomie en fonction des crises : une répartition très inégale

#### 4.2.1.1.3.3 Des actions collectives (AC) minoritaires sur la ZI

Les AC représentent 33% des actions et sont présentes dans 47% des crises. Les types de crises qui concentrent le plus d'AC en fonction du nombre total d'actions pour chaque type sont la spoliation des terres (100%) et les pistes impraticables (67%) (Figure 21). Néanmoins, dans le cas de la spoliation des terres, un biais doit être signalé : les enquêtés ont tous fait face collectivement à la même crise.

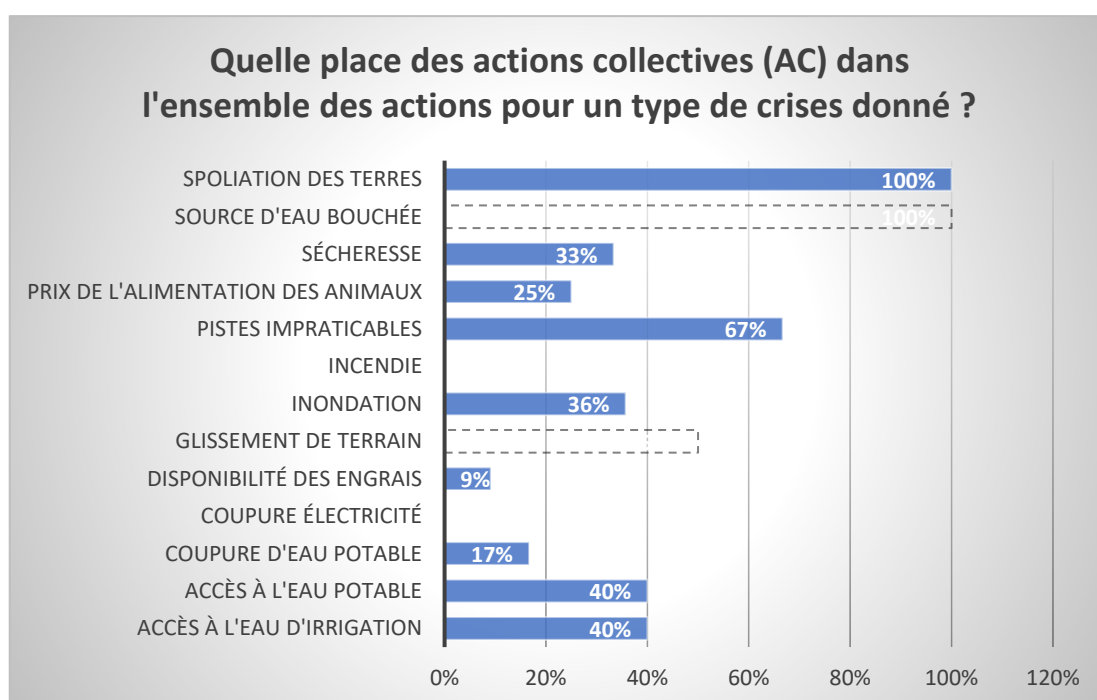


Figure 21 - Répartition des actions collectives en fonction du type de crises

#### 4.2.1.1.3.3.1 Un recours massif à l'administration pour les actions collectives (AC)

Des AC émergent pour 47% des crises qui ont lieu sur la ZI. Le taux d'AC est donc relativement limité, compte tenu du fait que l'ensemble des crises touchent à chaque fois au minimum un TV et tous ses habitants. En termes d'étendue géographique de la crise, **on remarque que celles qui touchent l'ensemble de la ZI sont aussi celles qui concentrent le moins d'AC** (Figure 16). **A l'inverse, les crises qui touchent plusieurs TV concentrent le plus d'AC.**

La majorité des AC s'appuie sur un recours à l'administration (62%) via des pétitions ou manifestations (Figure 22) : le but explicite du collectif qui entreprend l'action est l'obtention d'une aide financière ou matérielle de la part de l'administration. Les AC en autonomie, qui ne reposent que sur les habitants, ne représentent que 29% des AC, et ce pourcentage est lui-même composé à 40% des AC mises en œuvre face à la spoliation des terres. **La vocation des AC relevées sur la ZI est donc directement tournée vers la demande d'un appui de la part de l'administration** grâce à des moyens de protestation, **plutôt que vers des solutions qui émaneraient des habitants eux-mêmes.** La collaboration regroupe quant à elle les actions où un collectif a fait appel à l'administration pour réfléchir ensemble à des solutions et non pour réclamer une aide financière ou matérielle. Cependant ces actions souffrent d'un manque de représentativité dans la mesure où elles sont peu nombreuses.

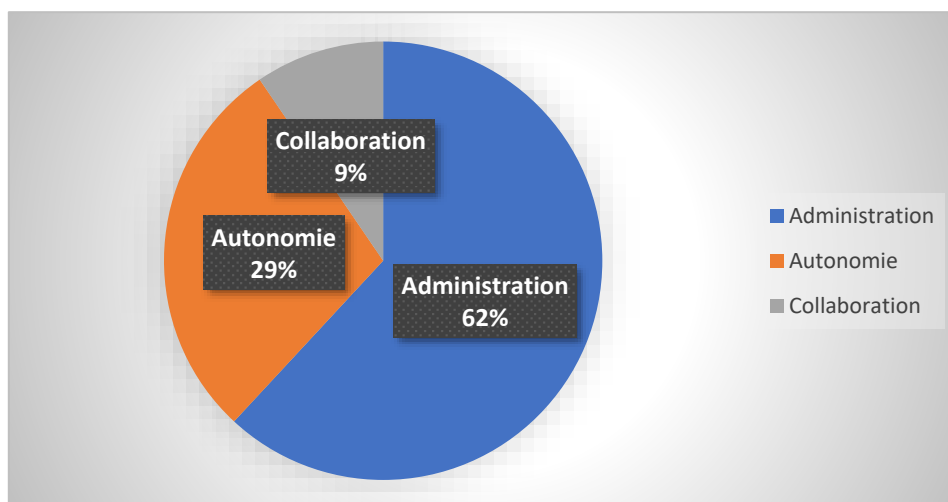


Figure 22 - Des actions collectives qui ont majoritairement recours à l'administration

Les AC qui font appel à l'administration ont pour but soit de demander le retour à la normale d'un service perturbé (approvisionnement en eau potable ou d'irrigation, en électricité, en engrais, usage de la route), soit de réclamer des aménagements jugés efficaces mais coûteux pour éviter la crise dans l'avenir (aménagement des pistes, drainage des oueds, remembrement).

A l'échelle des crises le recours à l'administration représente 100% des AC réalisées pour faire face aux pistes impraticables, aux inondations, aux glissements de terrain, à la disponibilité des engrais et aux coupures d'eau potable (Figure 23). Les AC entreprises pour l'accès à l'eau d'irrigation sont quant à elles divisées également entre recours à l'administration et autonomie. Quant aux AC pour les crises d'accès à l'eau potable, elles sont réparties entre le recours à l'administration et la collaboration. Enfin, la spoliation des terres, les sécheresses et les sources d'eau bouchée voient les AC mises en œuvre pour leur faire face exclusivement fondées sur l'autonomie.

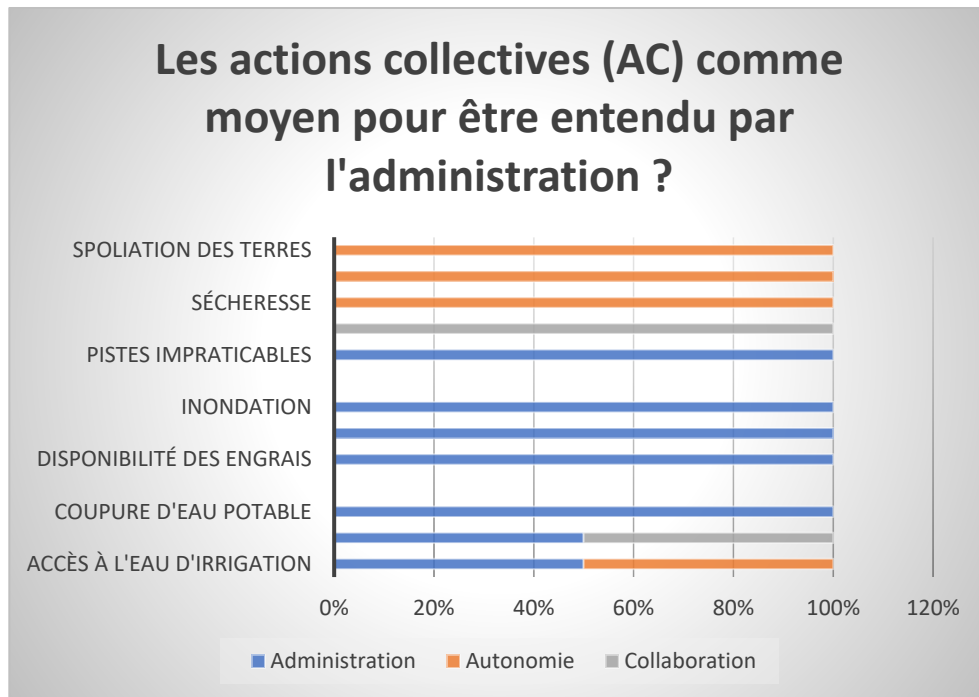


Figure 23 – Actions collectives autonomes ou en direction de l'administration en fonction des crises

#### 4.2.1.1.3.3.2 Temporalité des crises et action collective (AC) : des crises récurrentes qui concentrent l'action collective

57% des AC concernent les crises récurrentes, contre seulement 24% pour les crises sur le long terme et 14% pour les ponctuelles. Or ces AC mises en place pour des crises récurrentes ont la particularité de concentrer le taux le plus élevé de recours à l'administration, soit 83% (Figure 24). A l'inverse, les AC des crises sur le long terme font appel à l'administration seulement à hauteur de 40%

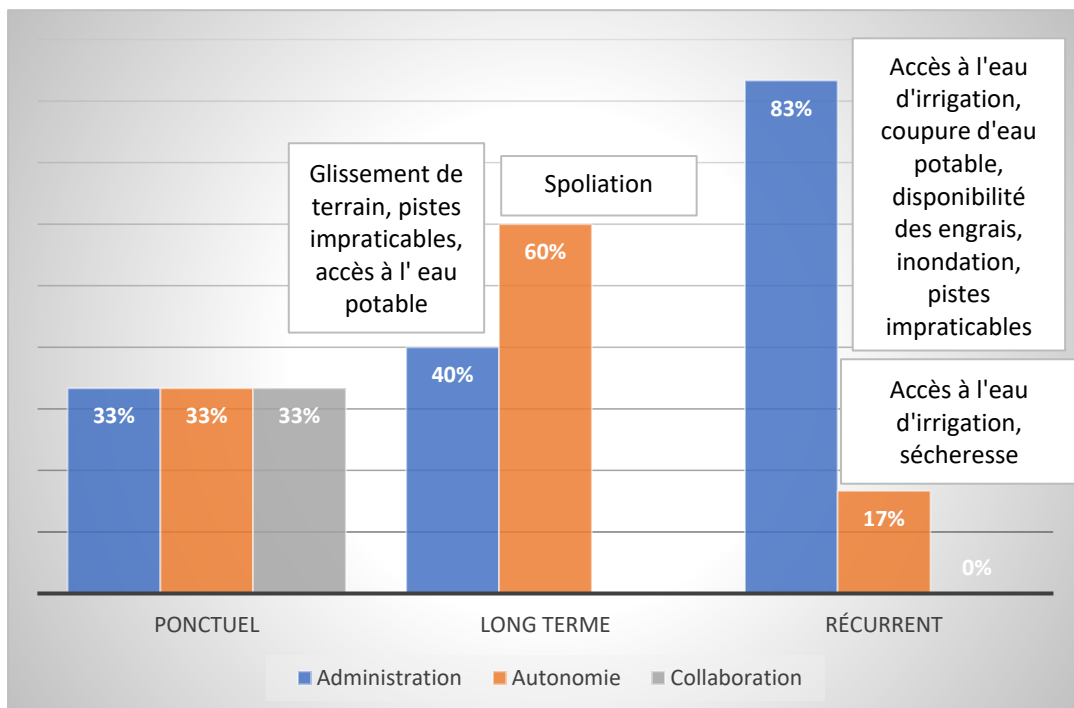


Figure 24 - Temporalité des crises et types de recours des actions collectives

et sont davantage tournées vers l'autonomie (60%). Les AC des crises ponctuelles ne favorisent pas un type de recours particulier.

Les AC des crises récurrentes qui ont recours à l'administration concernent de nombreux types de crises : l'accès à l'eau d'irrigation, les coupures d'eau potable, la disponibilité des engrais, les inondations ou les pistes impraticables (Figure 24). Les AC des crises récurrentes qui font appel à l'autonomie portent sur l'accès à l'eau d'irrigation et les sécheresses. Pour les crises sur le long terme, les AC en autonomie se rapportent uniquement à la spoliation des terres. La présence d'un seul type de crise dans celles-ci ne permet pas de penser une corrélation entre crise sur le long terme et recours à l'autonomie. Quant aux glissements de terrain, aux pistes impraticables et à l'accès à l'eau potable, ce sont les crises sur le long terme pour lesquelles les AC font majoritairement appel à l'administration.

#### 4.2.1.1.3.3 Temporalité des actions collectives (AC) : une majorité d'AC ponctuelles

52% des AC sont ponctuelles, et seulement 10% sont récurrentes et 9% pensées sur le temps long (Figure 25). En allant plus avant dans les différents types de crises, on constate que les deux seules crises pour lesquelles les AC sont pensées sur le temps long sont la spoliation des terres et les sécheresses. L'AC sur le long terme mise en œuvre pour faire face à une sécheresse consiste en un pompage profond réalisé par un groupe d'agriculteurs voisins dans la nappe alluviale de l'oued situé à Houira, lorsque l'eau n'est pas présente en quantité suffisante pour pouvoir effectuer un pompage dans l'oued lui-même. Deux crises sont concernées par une majorité d'AC récurrentes qui consistent en des pétitions et visites au délégué : les inondations et glissements de terrain. Cependant, un nombre conséquent d'AC à la temporalité non spécifiée pourrait modifier les équilibres décrits ici. Les actions ponctuelles resteraient majoritaires, mais la répartition en fonction du type de crise pourrait varier.

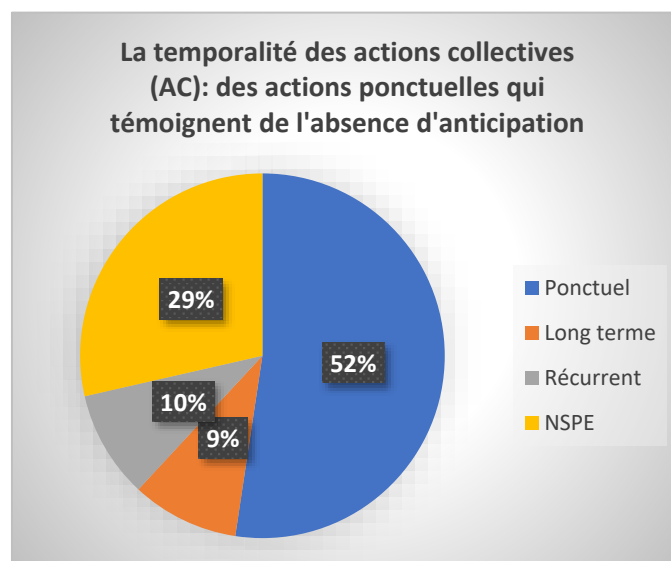


Figure 25 - Des actions collectives surtout ponctuelles

#### 4.2.1.1.3.3.4 Des actions collectives (AC) majoritairement initiées par les habitants d'un même TV

Les initiateurs des AC appartiennent à 52% au même TV (Figure 26). Il s'agit dans 19% des cas d'une seule personne à l'origine. 5% des AC sont également initiées par les membres d'un GDA (soit 1 AC). Pour 24% des AC, l'initiateur n'est pas connu des enquêtés car la genèse de l'AC demeure très floue pour la majorité des enquêtés. **Ce n'est donc pas en famille qu'on initie une AC, mais entre habitants d'un même TV ou de manière plus resserrée entre amis ou voisins** qui représentent respectivement 27% et 19% des AC initiées par les habitants d'un même TV. L'âge des initiateurs demeure assez vague. On compte sensiblement plus de jeunes, mais c'est assez peu marqué, et le manque de connaissances sur cette question de la part des enquêtés demeure. Peu nombreux sont les enquêtés qui savent dire avec précision qui est à l'origine d'une AC.

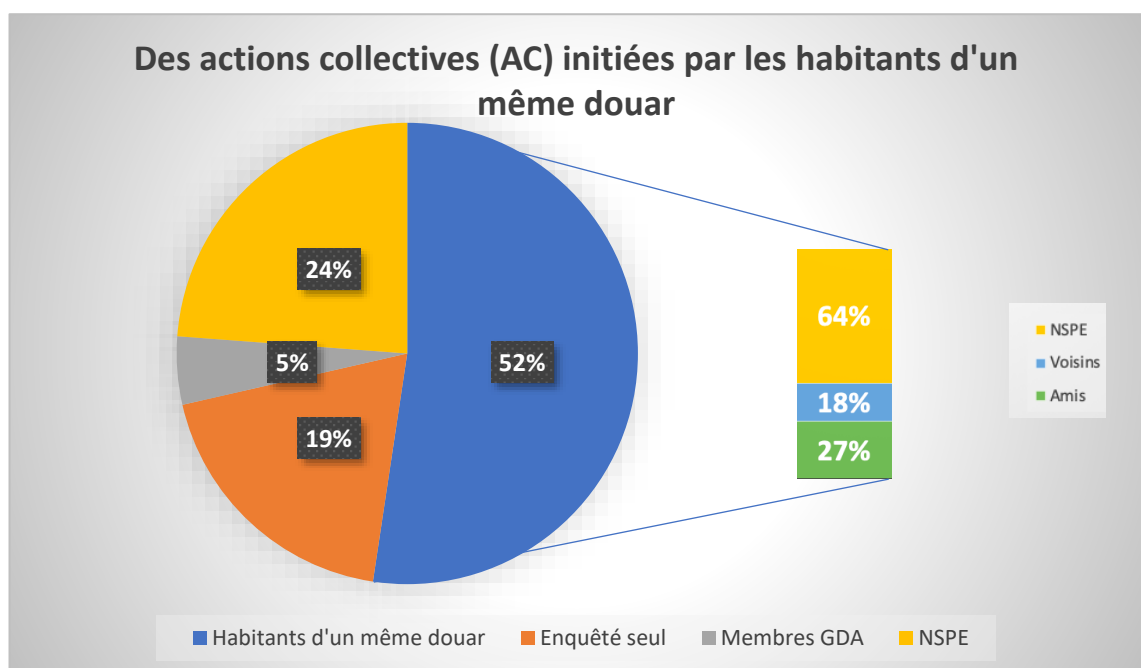


Figure 26 - Origine des actions collectives

#### 4.2.1.1.3.3.5 Aboutissement : des actions collectives qui se soldent souvent par un échec

62% des AC entreprises se soldent par un échec. Le taux d'échec des AC faisant appel à l'administration (69%) explique pour partie ce chiffre assez élevé (Figure 27). Seuls 15% des recours à l'administration aboutissent. **Les AC fondées sur l'autonomie des habitants ont un taux de réussite plus élevé (50%), mais leur efficacité reste néanmoins limitée.**

Les AC ponctuelles ou sur le long terme ont le même taux de réussite que d'échec, à l'inverse des récurrentes qui subissent de manière systématique des échecs.

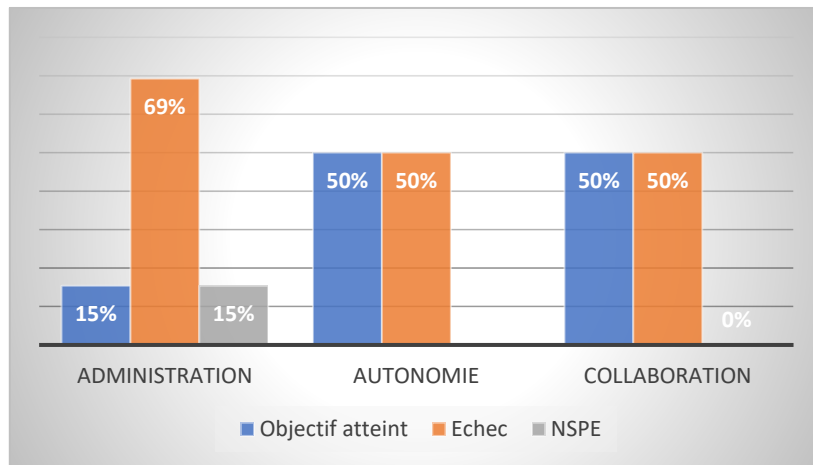


Figure 27 – Actions collectives : un recours à l'administration qui se solde par l'échec

#### 4.2.1.1.3.4 Un territoire dominé par les actions individuelles (AI) pour faire face aux crises

On retrouve des AI dans 96% des crises et elles représentent 67% des actions qui ont lieu sur la zone face aux crises. Celles-ci sont donc particulièrement présentes sur le territoire, bien plus que les AC. **Le mode privilégié de réaction face à une crise est l'action individuelle.** Les types de crises qui concentrent le plus d'AI en fonction du nombre total d'actions pour chaque type sont les coupures d'eau potable (83%), les crises liées à la disponibilité des engrais (91%) et aux prix de l'alimentation des animaux (75%), et enfin les sécheresses (67%) (Figure 28). En revanche, la spoliation des terres ne comporte aucune AI.

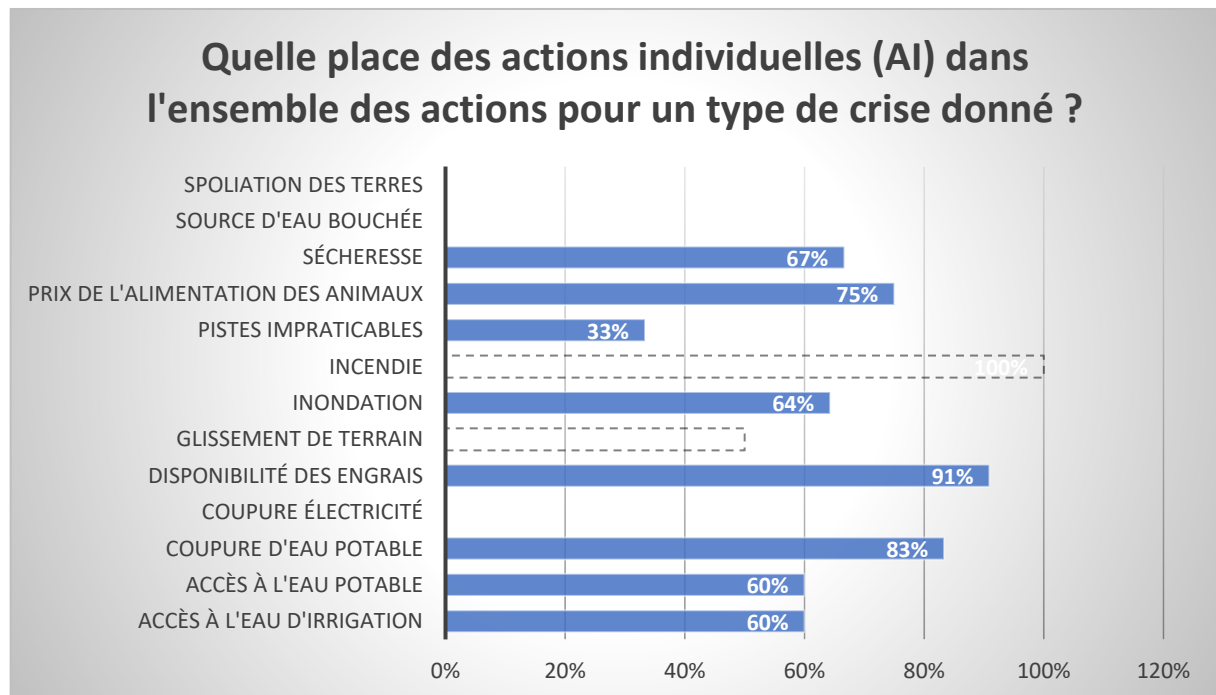


Figure 28 - Répartition des actions individuelles en fonction des types de crises

#### 4.2.1.1.3.4.1 Des actions individuelles où prime l'autonomie

A l'inverse des AC, les AI sont très largement dominées par l'autonomie (84%) (Figure 29). Le recours à l'administration se fait donc majoritairement en groupe, lors d'actions collectives. Les AI qui ont recours à l'administration (16%) consistent essentiellement en des pétitions et des visites au délégué à Ghezela, ou bien des appels au maire et au CRDA, sans qu'aucun des enquêtés n'ait de connaissances particulières dans l'administration (ou du moins ne l'admette lors des entretiens).

100% des AI mises en œuvre contre les sécheresses, le prix de l'alimentation, les pistes impraticables, la disponibilité des engrais et l'accès à l'eau potable font appel exclusivement à l'autonomie (Figure 30). Les inondations sont très partagées : 56% des AI pour ce type de crises sont autonomes, mais 44% font appel à l'administration. Il s'agit du type de crise pour lequel les AI ont le plus recours à l'administration. L'accès à l'eau d'irrigation est également marqué par une division entre recours à l'administration (33%) et autonomie (67%) pour les AI. Enfin, les coupures d'eau potable sont également concernées par un faible pourcentage d'AI faisant appel à l'administration.

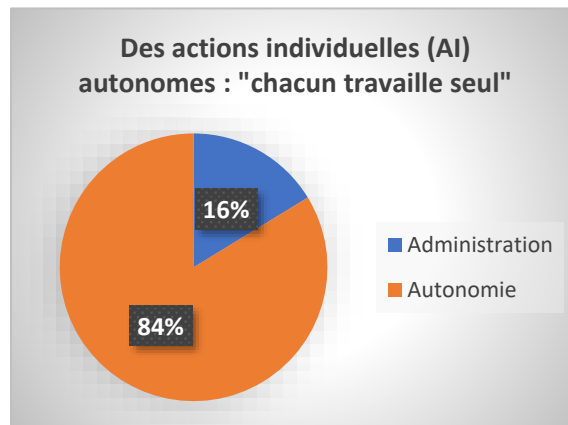


Figure 29 - Des actions individuelles où prime l'autonomie

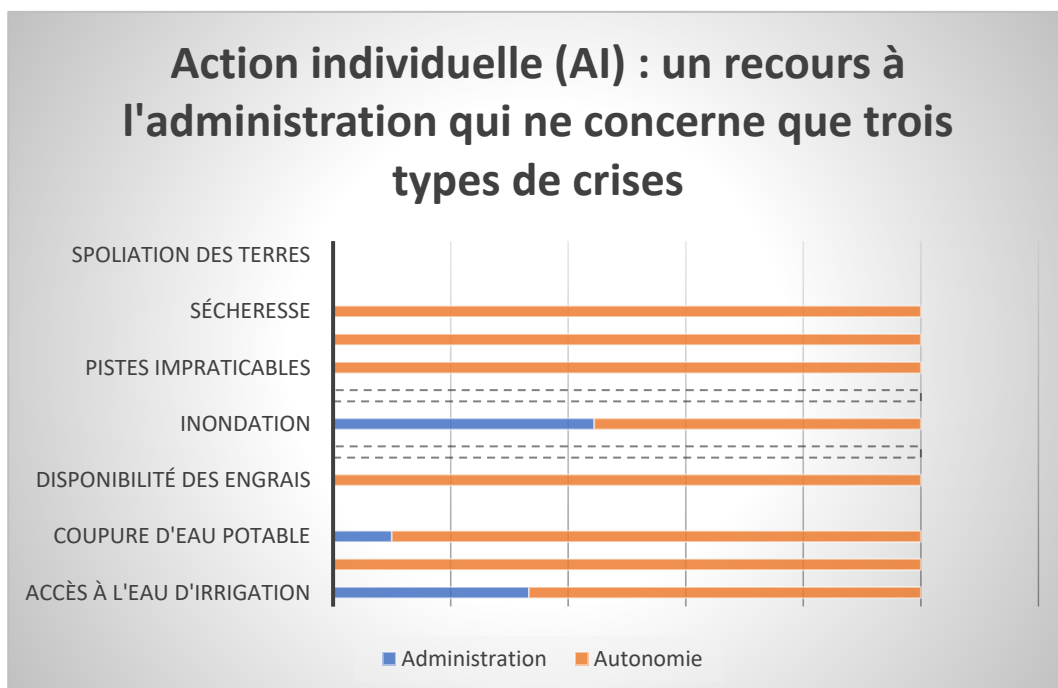


Figure 30 - Un très faible recours à l'administration pour les actions individuelles qui ne concernent que trois types de crises



#### 4.2.1.1.3.4.2 Temporalité des actions individuelles (AI) : des AI sur le long terme pour s'adapter au manque d'eau, une majorité d'actions récurrentes

Comme pour les AC, les AI sont peu nombreuses sur le long terme (19%, Figure 31). En revanche, les AI récurrentes et ponctuelles sont nombreuses : respectivement 42 et 37%. Les AI récurrentes sont majoritaires pour les sécheresses (100% des sécheresses sont récurrentes), les pistes impraticables (100%), et les coupures d'eau potable (60%), crises auxquelles il faut ajouter les inondations, la disponibilité des engrais, l'accès à l'eau potable et les coupures d'eau potable qui regroupent le plus grand nombre d'AI récurrentes (entre 30 et 45%).

Les crises liées à la question de l'eau sont celles pour lesquelles le plus d'AI sur le long terme sont mises en place : accès à l'eau d'irrigation (14% des AI sur le long terme), accès à l'eau potable (29%), coupure d'eau potable (43%). Mais c'est surtout pour la deuxième que le long terme est majoritaire : 67% des AI pour l'accès à l'eau potable sont sur le temps long.

La plupart des actions relatives à l'eau consistent à aller chercher de l'eau à la source ou à un douar voisin, ou bien de payer un louage<sup>2</sup> qui va remplir des bidons dans un autre douar. Pour l'accès à l'eau d'irrigation, deux actions intéressantes sur le long terme ont été mentionnées une fois chacune : la construction d'une installation de récupération de l'eau dans une famille d'Ettaref, la construction d'un bargataire<sup>3</sup> de dérivation depuis un PPI voisin par un agriculteur de Houira.

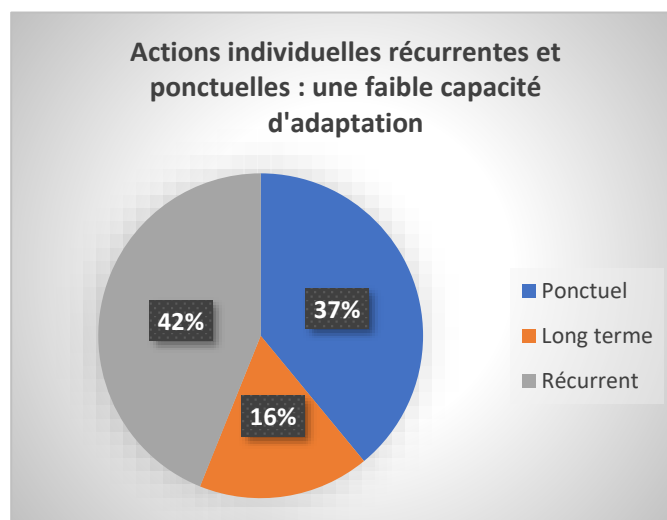


Figure 31 - Temporalité des actions individuelles

#### 4.2.1.1.3.4.3 Qui met en œuvre les actions individuelles ?

Les AI peuvent être divisées en deux catégories au regard des personnes qui les réalisent. La première catégorie regroupe les actions qui sont réalisées individuellement mais par de nombreux habitants (44%, Figure 32). Une même action est effectuée par plusieurs habitants, mais sans organisation collective, chacun individuellement. La deuxième catégorie regroupe les actions réalisées par une seule personne, sans qu'elles soient reproduites par d'autres habitants (54%). L'accès et les coupures d'eau potable totalisent le plus d'AI réalisées par plusieurs habitants individuellement, soit 48% en tout (Figure 33). Les AI relatives à la disponibilité des engrais, aux inondations et aux sécheresses représentent chacune 11% des AI réalisées par plusieurs habitants.

<sup>2</sup> terme tunisien désignant un taxi collectif

<sup>3</sup> terme utilisé par les enquêtés pour désigner les conduites d'eau

Trois types de crises sont tout particulièrement concernés par les AI réalisées par une seule personne chacune : les coupures d'eau potable (13% des AI une personne), la disponibilité des engrais (35%) et les inondations (30%).

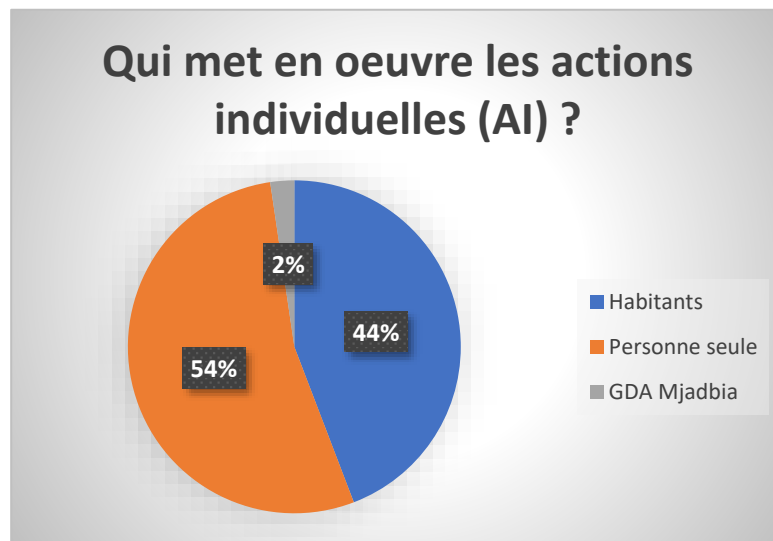


Figure 32 - Qui met en œuvre les actions individuelles ?

	Habitants	Personne seule
Accès à l'eau d'irrigation	5%	9%
Accès à l'eau potable	16%	0%
Coupure d'eau potable	32%	13%
Coupure électricité	0%	0%
Disponibilité des engrais	11%	35%
Glissement de terrain	5%	0%
Inondation	11%	30%
Incendie	5%	0%
Pistes impraticables	0%	4%
Prix de l'alimentation des animaux	5%	9%
Sécheresse	11%	0%
Source d'eau bouchée	0%	0%
Spoliation des terres	0%	0%

Figure 33 - Les initiateurs des AI par type de crises

#### 4.2.1.1.3.4.4 Les moyens mobilisés dans les AI

Les principaux moyens mis en œuvre dans les actions individuelles pour faire face aux crises sont la vente d'une vache (notamment pour faire face à l'endettement engendré par certaines crises), et principalement l'argent. **Les enquêtés engagent donc souvent une partie de leur capital financier et**

**en nature dans les AI qui leur permettent de faire face aux crises.** Le recours à un savoir-faire spécifique fait exception, par exemple la greffe sur des oliviers sauvages moins gourmands en eau pour faire face aux sécheresses.

#### 4.2.1.1.3.4.5 Quelle réussite des actions individuelles ?

65% des AI atteignent leur objectif. **Elles ont donc un niveau de réussite largement supérieur à celui des AC.** Cependant, à l’instar des AC, les AI qui ont recours à l’administration se soldent majoritairement par un échec (57%, Figure 34), mais leur pourcentage de réussite est plus élevé (29%). Quant à la temporalité des AI, elle ne permet pas d’observer de tendances particulières. L’analyse de la réussite des AI en fonction des moyens mis en œuvre ou du réseau mobilisé n’a pas paru pertinente compte tenu du faible nombre de réponses obtenues pour ces variables.

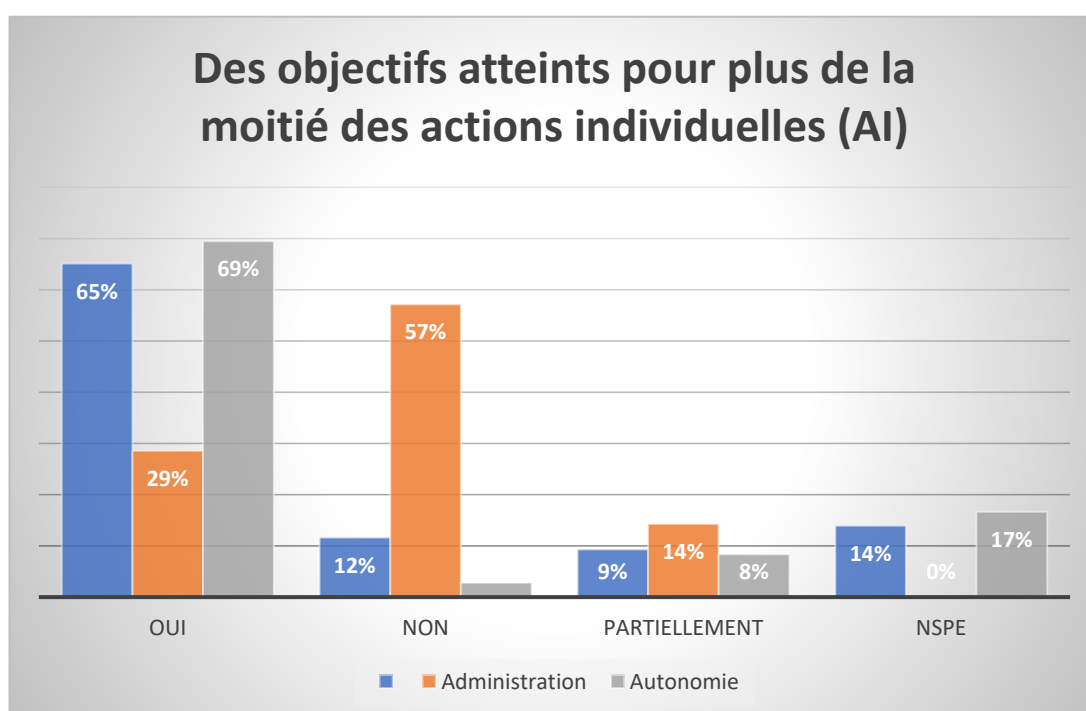


Figure 34 - Des objectifs atteints pour la moitié des actions individuelles

#### 4.2.1.1.4 L’aide apportée en temps de crise

Outre les AI et AC, l’aide apportée en temps de crise par les enquêtés dessine des réseaux d’entraide, à l’échelle des individus et du territoire. Pour 33% des crises, les enquêtés ont apporté leur aide à quelqu’un, majoritairement du même douar ou TV qu’eux. On ne compte qu’une seule aide apportée à quelqu’un d’un autre douar que celui de l’enquêté.

La part des enquêtés membres du CT (Comité de Territoire) dans ces actions d’aide est majoritaire : ils en représentent 67% (Figure 35).

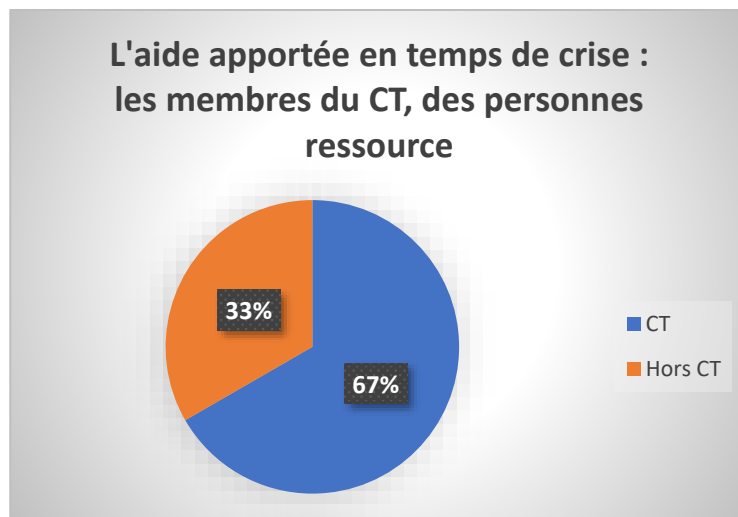


Figure 35 - Les enquêtés membres du CT sont à l'origine d'une aide plus nombreuse lors des crises

**L'aide apportée se fait essentiellement gratuitement (73%).** Paiement, échange de main d'œuvre, ou prêt en temps de crise ne sont mentionnés qu'une seule fois chacun. Cependant, cette aide n'est pas également répartie sur tous les types de crise (Figure 36). Celles qui en comptent le plus sont de loin les inondations (27%), tandis que l'accès et les coupures d'eau potable cumulés atteignent 33%. **L'entraide gratuite est donc majoritairement axée sur les crises qui touchent à la question de l'eau potable.** Il s'agit souvent d'aller chercher de l'eau à la source pour les plus vieux et de donner de l'eau à ceux qui en demandent. L'aide lors des inondations se déploie par l'aide apportée pour fuir les maisons et préserver les meubles qui s'y trouvent, sortir les animaux de l'eau ou encore donner des bottes de pailles à ceux dont les pâtures sont inondées et qui n'ont donc plus les moyens de nourrir leurs bêtes.

Les TV qui comptent le plus d'aide en temps de crise sont Zabbous, Zone de forêt et Mouaïssia. A Zabbous, l'aide intervient surtout lors des inondations, tandis qu'à Mouaïssia et Zone de forêt, elle est surtout centrée sur l'eau potable.

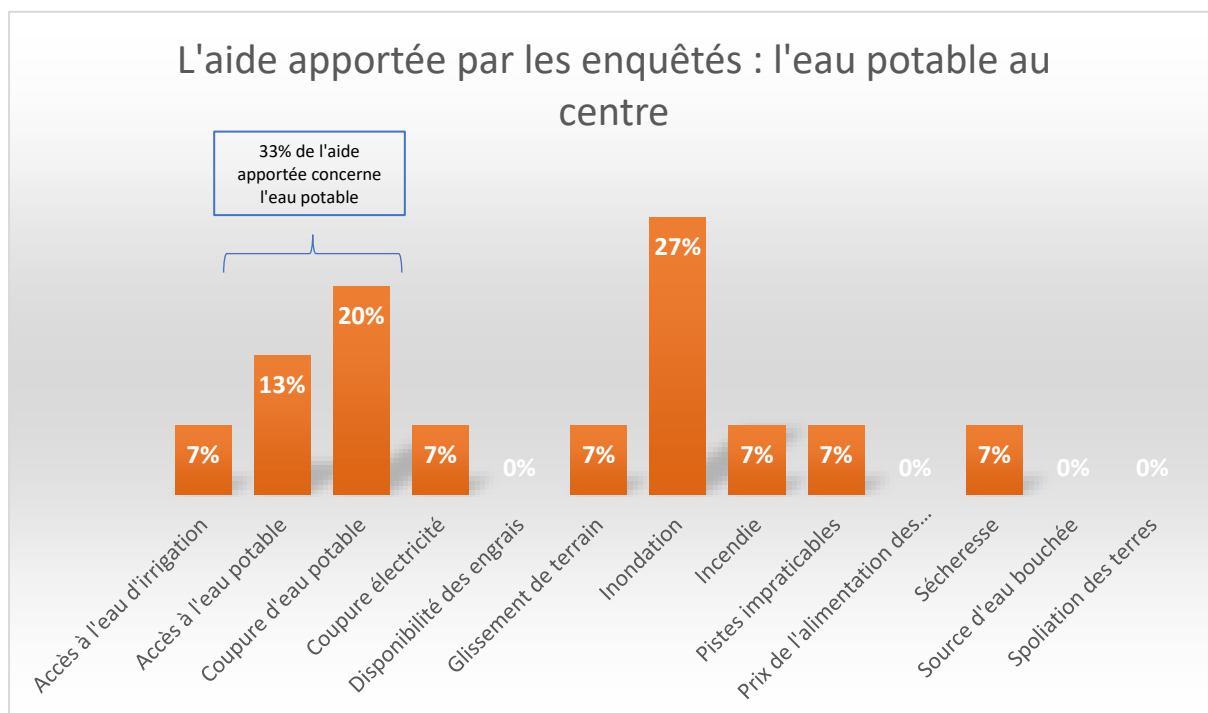


Figure 36 - L'aide apportée par les enquêtés en fonction des crises

#### 4.2.1.2 Réseau social et crise à l'échelle des TV

##### 4.2.1.2.1 Quelles crises pour quels TV ?

Les crises qui affectent les différents TV sont en partie déterminées par leur situation géographique. Les glissements de terrain par exemple se situent principalement en zone de montagne, soit sur les TV de Mouaïssia et Hammem. Le nombre de crises par entretien divise les TV en trois catégories :

- 1<sup>er</sup> catégorie (3 crises/entretien) : Borj Adouani, unique TV de la première catégorie, concentre le chiffre le plus élevé de crises par entretien (Figure 37).
- 2<sup>e</sup> catégorie (entre 1,33 et 2 crises/entretien) : dans la deuxième catégorie se trouvent Houira, Sidi Salem, Zabbous, Mjadbia, le TV Zone de forêt, Kahla et Hammem.
- 3<sup>e</sup> catégorie (1 crise/entretien) : Boudokhan, Msabha, Felta, Ettaref, et Mouaïssia composent la troisième catégorie.

Cependant, ce nombre de crises par entretien doit être relativisé dans la mesure où certains entretiens ont été bien plus courts que d'autres, notamment durant le Ramadan. De plus, la perception des crises a pu être biaisée par les exemples qui en ont été donnés lors de la traduction. Les coupures d'eau par exemple devraient affecter l'ensemble des TV qui sont reliés au même réseau, mais ce n'est pas le cas de Boudokhan où aucun entretien ne mentionne cette crise, alors même que le réseau est le même que pour Mjadbia, Msabha, et Zone de forêt.

Aucune logique particulière ne se dégage de cette répartition des crises : les catégories visibles ne regroupent pas nécessairement des TV voisins ou qui partagent des caractéristiques communes (comme les PPI par exemple qui sont répartis dans deux catégories). Néanmoins, on constate que certaines crises touchent un nombre de TV important. Les inondations, les coupures d'eau potable et les sécheresses touchent entre 4 et 7 TV (Figure 38). Cependant, l'absence d'une crise sur un TV ne signifie pas qu'il n'est pas touché, mais peut-être qu'il est moins affecté ou bien que les entretiens qui ont eu lieu sur ce TV sont passés à côté d'une crise pour les raisons mentionnées dans la méthodologie.

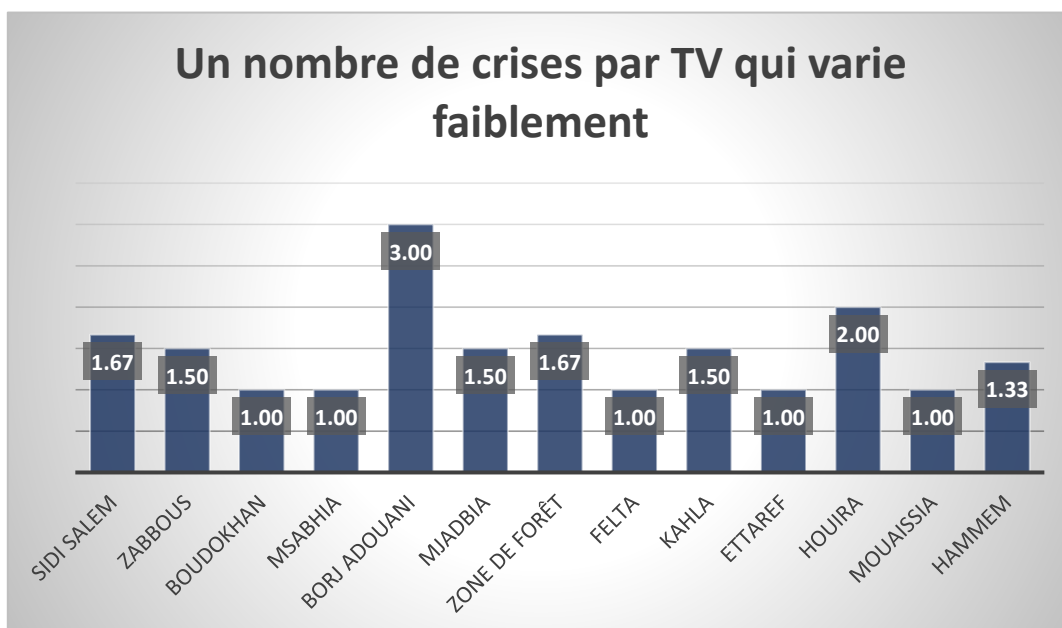


Figure 37 - Pourcentage des crises mentionnées par TV en fonction du nombre d'entretiens

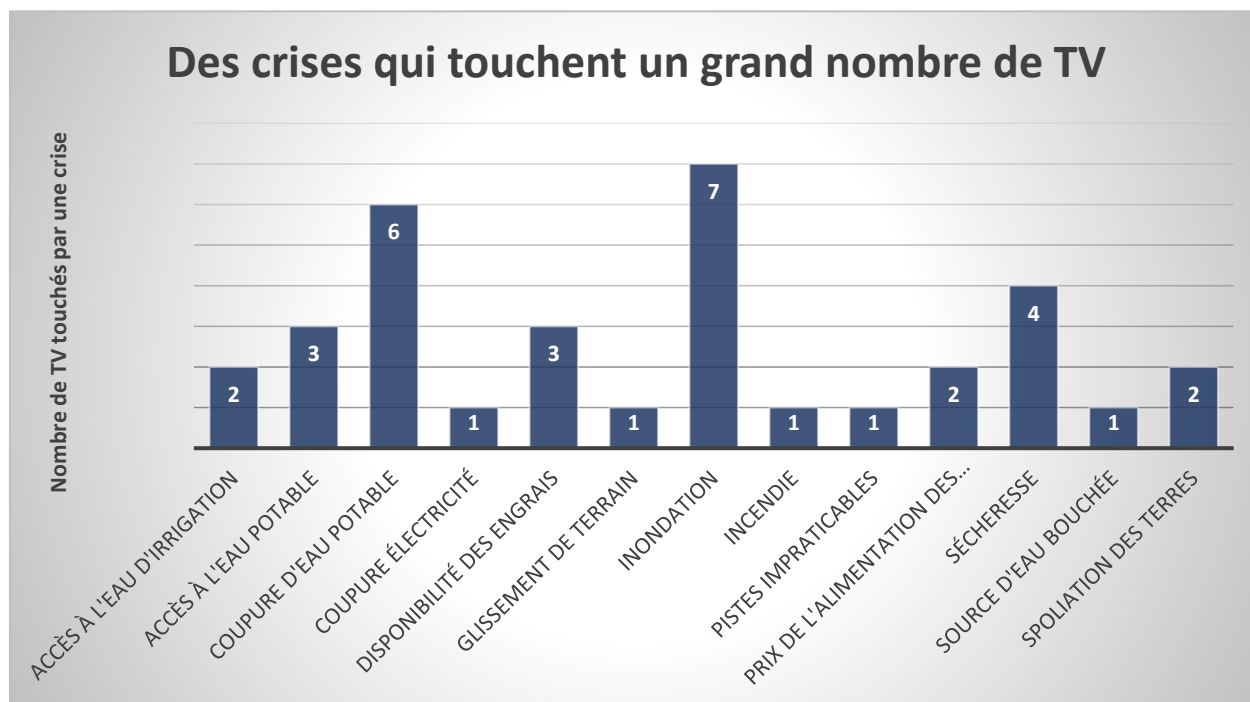


Figure 38 - Nombre de TV touchés pour chaque type de crises

Plusieurs facteurs déterminent les crises par lesquelles sont affectés les TV. La situation géographique de certains TV les rend plus vulnérables à un type de crise (par exemple les inondations pour les TV situés en zone de plaine, à proximité du lac Ichkeul comme Felta, Zabbous ou Sidi Salem, ou bien les TV traversés par un oued important comme l'oued Ben Kallout à Kahla ou l'oued Sejnane à Houira). Les modes d'exploitation des ressources peuvent également engendrer des crises : les défrichements en Zone de forêt et la fabrication de charbon peuvent être à l'origine d'incendies. Les TV profondément marqués par l'héritage de la colonisation sont également reliés à une crise particulière, la spoliation des terres. On note également que l'accès à l'eau d'irrigation ne concerne que les PPI (Figure 39). Enfin, la disponibilité des engrais touche inégalement les différents TV : ceux où les habitants ne possèdent pas de terre (Sidi Salem, Zabbous, Zone de forêt) ne sont pas concernés. Les coupures d'eau potable semblent affecter indifféremment les TV, à l'exception de Mjadbha, Msabhia, et Zone de forêt qui partagent un même réseau d'eau potable et sont donc souvent affectés en même temps par les coupures.

## Quelles crises pour quels TV ?

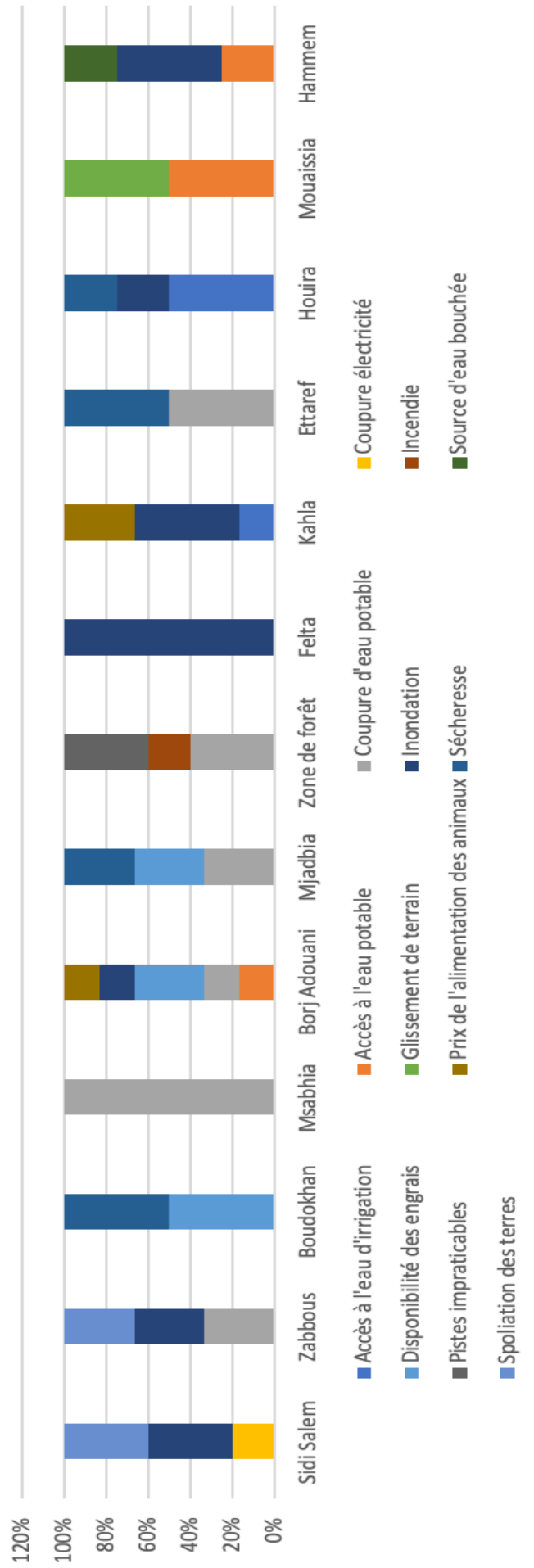


Figure 39 - Répartition des crises en fonction des TV



#### 4.2.1.2.2 La perception des problèmes engendrés par les crises : individuels ou communs à tous ?

De manière générale, **la perception des problèmes engendrés par les crises est d'abord celle des problèmes communs et non pas individuels**. Les enquêtés ne considèrent pas d'abord les problèmes en fonction de leur impact pour eux-mêmes, mais de manière globale, en appréhendant l'ensemble des habitants touchés : c'est le « on » qui domine. Il est cependant nécessaire de nuancer ce propos en considérant la répartition entre problèmes collectifs et individuels à l'échelle de chaque TV. Si de manière générale la perception des problèmes collectifs pour l'ensemble des crises d'un TV est toujours supérieure à celle des problèmes individuels, **quelques TV font exception**. C'est le cas de Kahla où des problèmes individuels sont exprimés dans 57% des crises évoquées (Figure 40). Quant à Boudokhan, Borj Adouani et Felta ne sont marqués ni par une perception collective dominante ni par un point de vue individuel majoritaire.

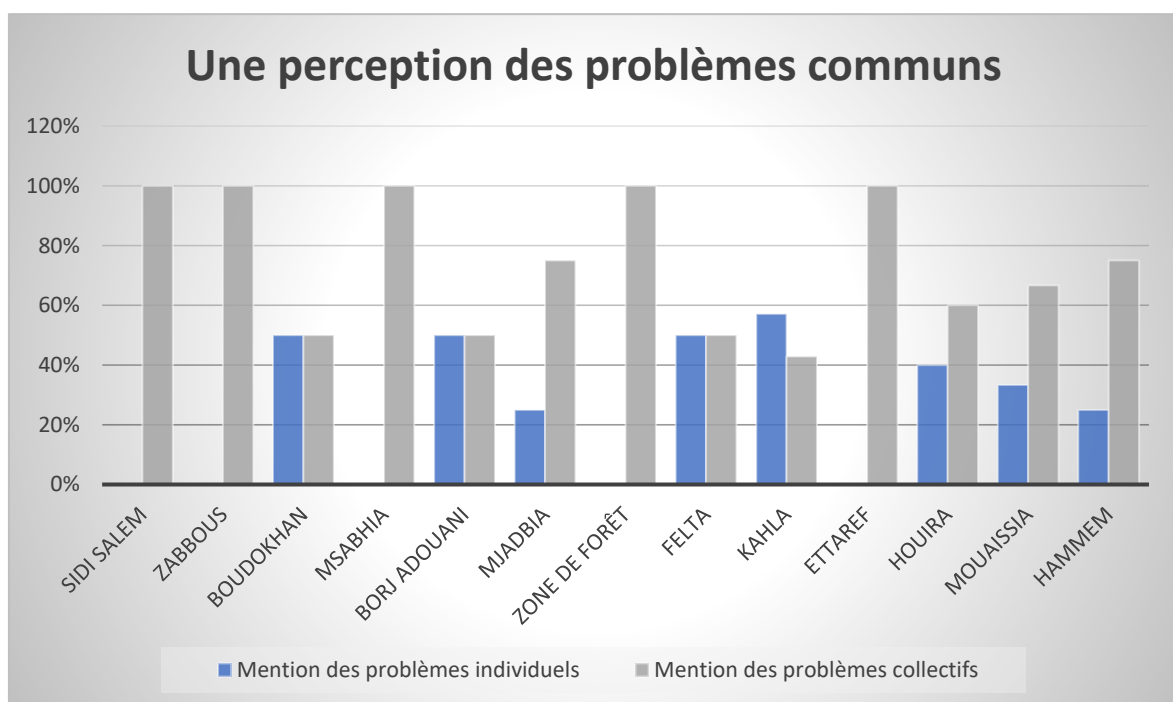


Figure 40 - La perception des problèmes engendrés par les crises en fonction des TV

**Cette perception d'un problème commun n'aboutit cependant qu'à hauteur de 44% à une AC.** Certains TV présentent une corrélation plus forte entre perception et action. C'est le cas surtout pour Houira où 100% des crises pour lesquelles un problème commun a été perçu voient se déployer une AC (Figure 41), mais aussi pour Mouaïssia (100%), Sidi Salem (67%), Zabbous (67%), Hammem (67%). A l'inverse, pour Borj Adouani, Kahla, Ettaref et Mjadbia, **la perception d'un problème commun ne s'accompagne jamais d'une AC, sauf lorsque celui-ci est doublé de la perception d'un problème individuel** comme c'est le cas pour Borj Adouani.

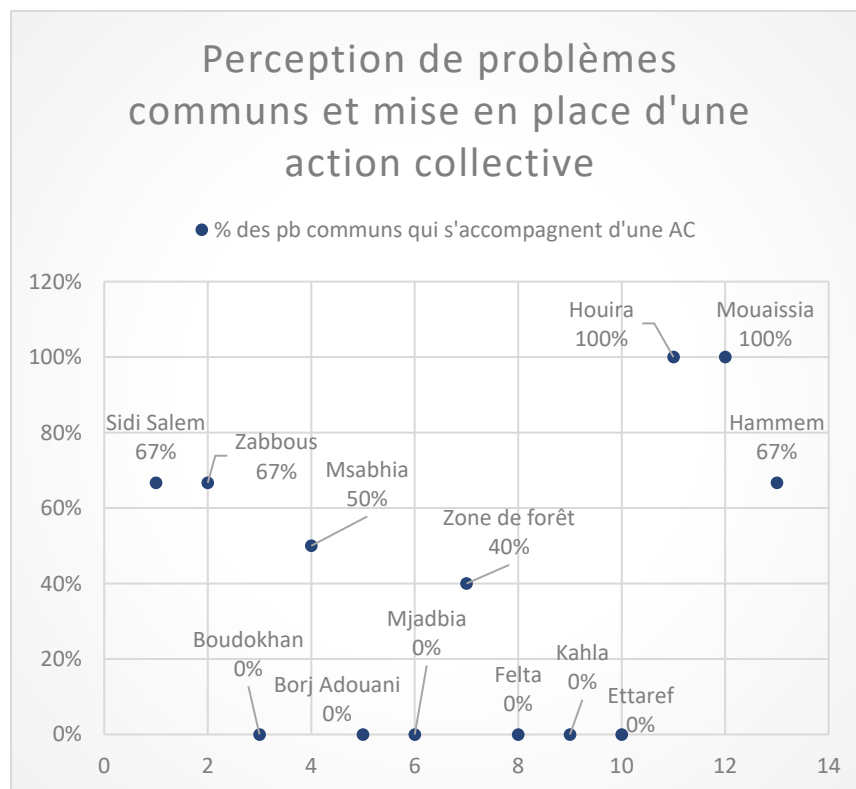


Figure 41 - Corrélation à l'échelle des TV entre la perception d'un problème commun et la mise en place d'une action collective

#### 4.2.1.2.3 Crises et actions mises en œuvre pour y faire face

Le nombre d'actions par crise varie entre 2 et 0,5 sur l'ensemble des TV et permet de les diviser en trois catégories, dont une regroupe la majorité des TV, qui réalisent entre 1,25 et 1,67 actions par crise (Figure 42). Les TV dans lesquels le nombre d'actions est le plus élevé sont Felta et Mouaïssia, à hauteur de 2 actions par crise. Ce chiffre reste cependant assez peu éloigné de la deuxième catégorie et **on n'observe pas de TV particulièrement plus actif que les autres**. En revanche, les TV dans lesquels sont réalisées le moins d'actions par crise se distinguent plus nettement des autres par des chiffres assez bas : 0,8 actions pour Sidi Salem et 0,5 pour Ettaref.

La répartition entre AC et AI ne semble pas corrélée au nombre d'actions par crise. Les deux TV dans lesquels on trouve exclusivement des AI, soit Ettaref et Mjadbia, connaissent une activité face aux crises radicalement différente : à Mjadbia on compte 1,67 actions par crise (Figure 42) et seulement 0,5 à Ettaref. De manière générale, les AI sont majoritaires sur l'ensemble des TV, à l'exception de Sidi Salem et Felta où les AC représentent les 3/4 des actions entreprises. On observe cependant des nuances entre les TV dans la répartition AC/AI. Comme mentionné auparavant, Ettaref et Mjadbia ont exclusivement recours aux AI. A Zabbous et Mouaïssia, AC et AI sont également réparties, à l'inverse de Boudokhan, Borj Adouani, Kahla et Houia où on observe une majorité d'AI et des AC qui ne dépassent jamais les 33%. La ZI est donc marquée par un fonctionnement plus individuel lors des crises.

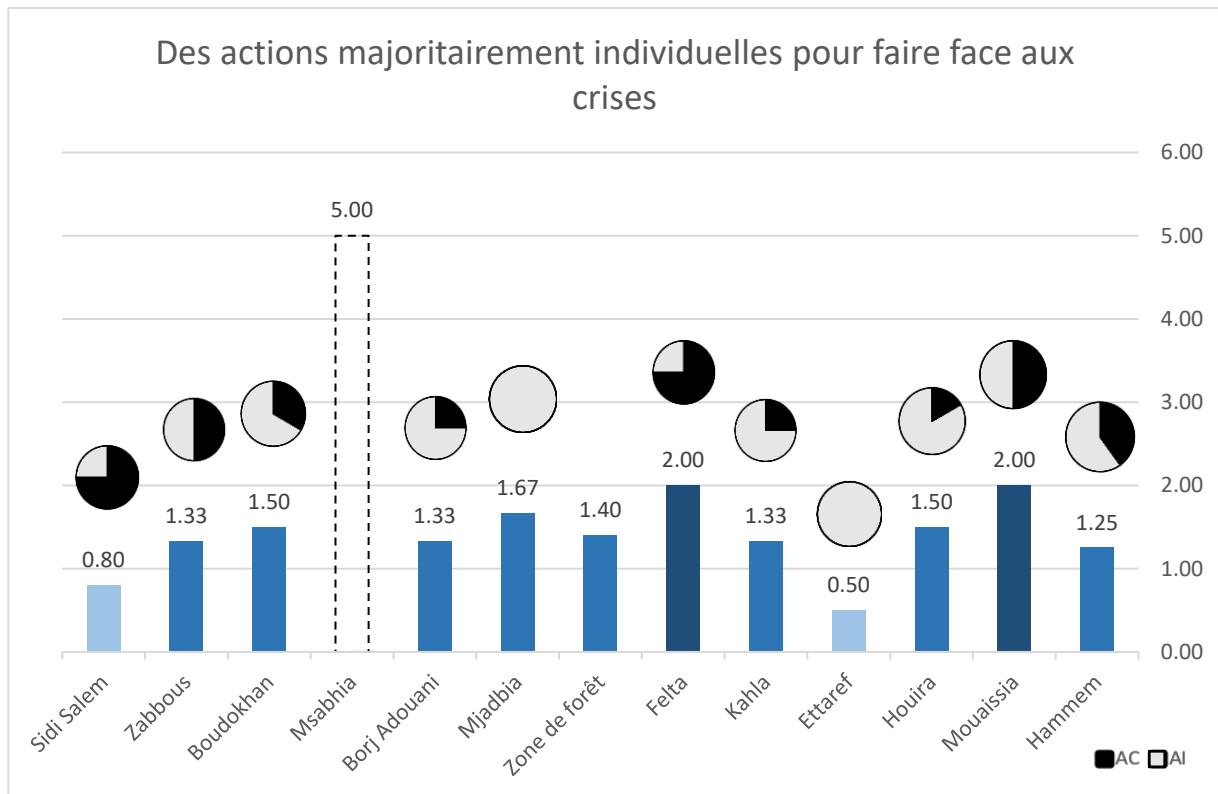


Figure 42 - Nombre d'actions par TV et répartition AC/AI

#### 4.2.1.2.3.1 Recours à l'autonomie et l'administration : des actions en autonomie qui dominent mais sont souvent individuelles.

Les entretiens révèlent que les actions en autonomie sont majoritaires lors des crises qui affectent la zone. Néanmoins, ce sont principalement les AI qui font appel à l'autonomie, tandis que les AC sont davantage tournées vers l'administration. A l'échelle des TV, Mjadbia et Ettaref font exclusivement appel à l'autonomie (Figure 43). A l'opposé de ces deux TV, on trouve Felta, le seul TV qui a davantage recours à l'administration, et ce très largement. Enfin, on remarque que Sidi Salem fait autant appel à l'administration qu'à l'autonomie des habitants.

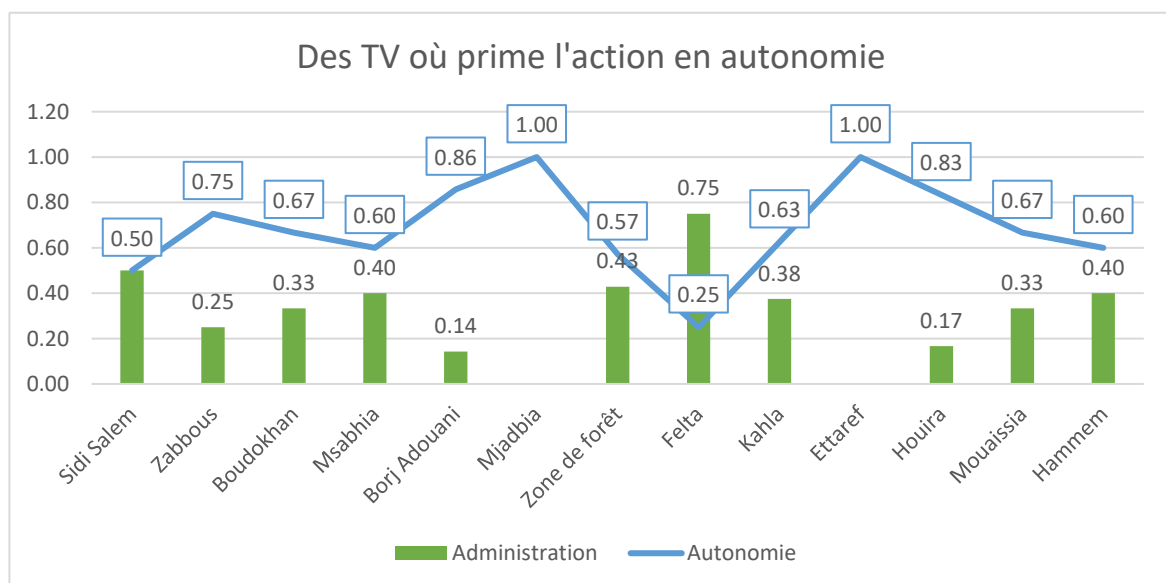


Figure 43 - Autonomie et recours à l'administration dans les TV

#### 4.2.1.2.3.2 Les actions collectives : un recours massif à l'administration, à l'exception de certains TV

Le recours à l'administration est majoritaire dans les AC. Seuls Sidi Salem et Houira font exception : dans le premier TV il est limité à 33% des AC et le second uniquement des AC en autonomie (Figure 44). Pour Zabbous, Hammem, Kahla, Borj Adouani et Mouaïssia, les actions qui ont recours à l'administration représentent la moitié des AC de chaque TV. Cependant, pour les trois premiers TV, l'autre moitié est composée d'AC en autonomie, tandis que les deux derniers font appel à la collaboration. Enfin, Boudokhan, Msabhia, Zone de forêt et Felta ont exclusivement recours à l'administration lors des AC.

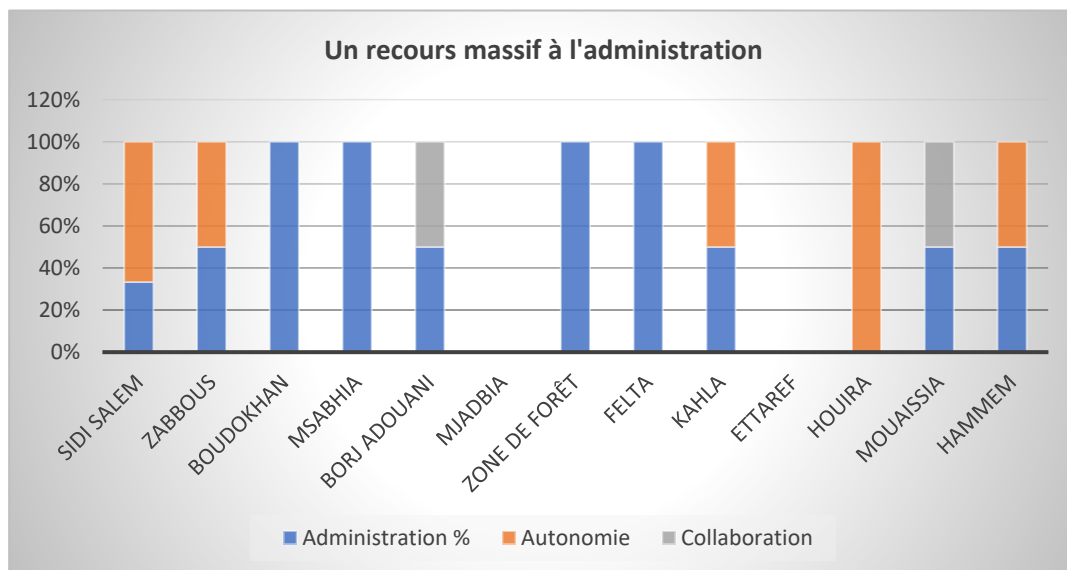


Figure 44 - Autonomie ou recours à l'administration des actions collectives en fonction du TV

Les AC ne sont pas équitablement réparties sur l'ensemble des crises qui touchent les TV. Inondation, sécheresse, disponibilité des engrais et coupure d'eau potable ne sont souvent pas concernées par les AC. Houira est l'unique TV où une AC contre la sécheresse, fondée sur l'autonomie, a été mise en place : il s'agit du pompage illicite sur l'oued Sejnane (p.44). C'est également le cas de Boudokhan pour la disponibilité des engrais, mais en ayant recours à l'administration. Enfin, Zabbous et Msabhia sont les seuls TV où une AC existe pour faire face aux coupures d'eau potable. Celles-ci ont cependant toujours recours à l'administration via des manifestations ou le blocage des routes.

##### 4.2.1.2.3.2.1 Temporalité des actions collectives

Les actions ponctuelles sont les plus nombreuses et concernent la plupart des TV. A Felta et Mouaïssia on observe une combinaison d'actions récurrentes et ponctuelles. Cependant, celles-ci consistent uniquement en des recours à l'administration. Houira et Sidi Salem sont les deux seuls TV à avoir réalisé des AC sur le long terme. Elles sont au nombre de deux (une par TV) et sont en autonomie : pour Houira, il s'agit du trou dans l'oued creusé par un groupe de voisins pour aller chercher l'eau dans la nappe alluviale et pouvoir irriguer les cultures (p.44), et de l'avocat engagé par les habitants de Sidi Salem.

#### 4.2.1.2.3.2 La résolution des actions collectives

**Les AC de Sidi Salem, Msabhia, Borj Adouani et Felta se soldent toutes par des échecs** (Figure 45). Si pour Msabhia et Felta, on peut y voir la conséquence d'un recours exclusif à l'administration, ça n'est pas le cas pour Sidi Salem, et dans une moindre mesure pour Borj Adouani. A Kahla et Hammem, les AC qui ont atteint leur objectif sont celles qui ont eu recours à l'autonomie, tandis qu'à Zabbous, c'est un recours à l'administration via le blocage d'une route qui a permis de remédier à une coupure d'eau potable en attirant l'attention du délégué notamment. A Houira le pourcentage d'AC ayant atteint leur objectif (100%) est à manipuler avec précaution dans la mesure où il n'y a qu'une seule AC sur ce TV.

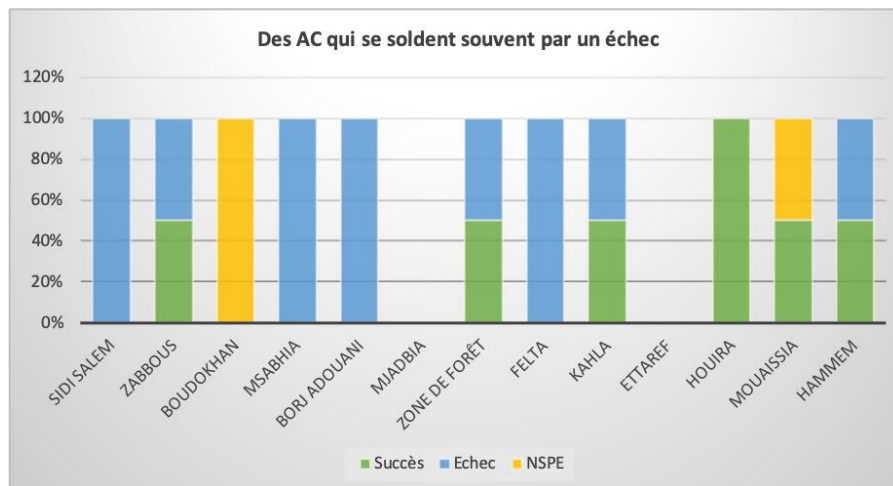


Figure 45 - Des actions collectives qui se soldent la plupart du temps par des échecs

#### 4.2.1.2.3.3 Des actions individuelles majoritaires sur presque tous les TV

Les AI sont majoritaires pour quasiment tous les TV (Figure 46). Mjadbia et Ettaref concentrent exclusivement des AI, mais le nombre d'AI par crise est nettement plus élevé pour Mjadbia (1,67) que pour Ettaref (0,5).

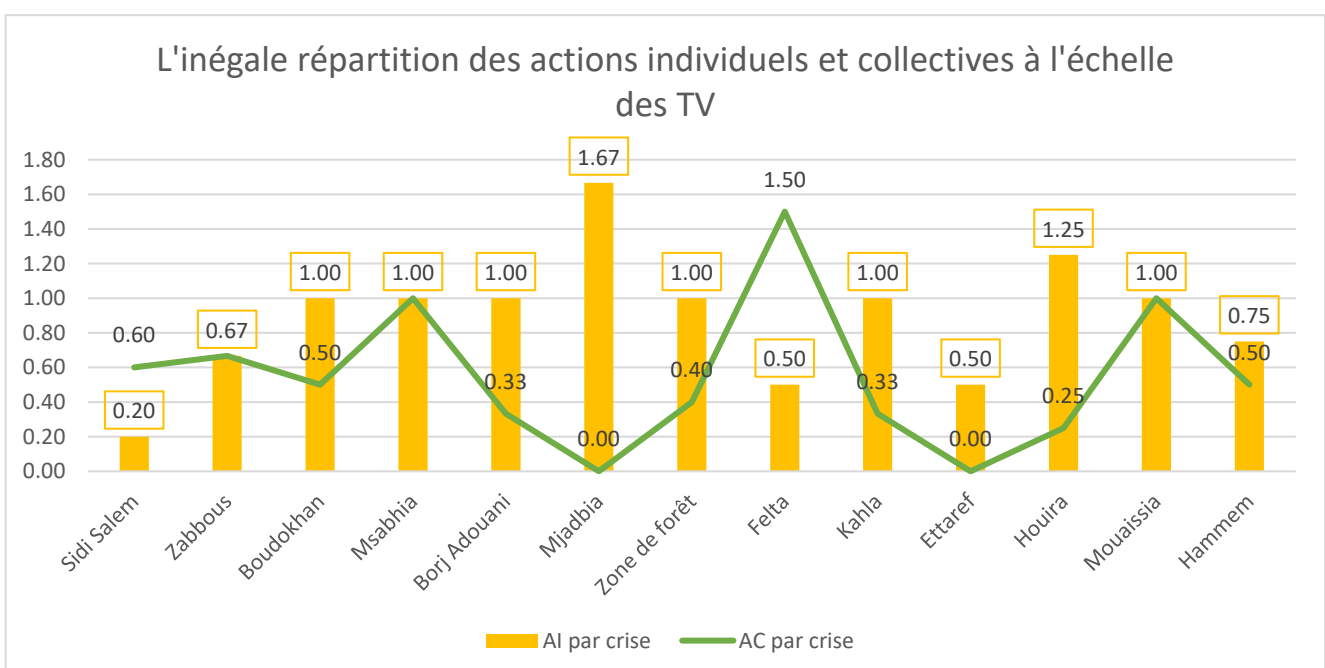


Figure 46 - Répartition des actions individuelles et collectives en fonction des TV

#### 4.2.1.2.3.3.1 Un recours à l'autonomie majoritaire pour les actions individuelles

Comme observé auparavant, les AI ont majoritairement recours à l'autonomie (Figure 47). Sidi Salem fait exception puisque, de manière surprenante, ce TV qui ne fait pas appel à l'administration dans les AC, y recourt exclusivement dans les AI. Cependant, on ne compte qu'une AI qui à elle seule est à l'origine de ce pourcentage : on peut donc relativiser ce résultat dans la mesure où il souffre d'un manque de représentativité. Quant aux enquêtés de Msabhia, Zone de forêt, Kahla, Houira et Hammem, ils font parfois appel à l'administration individuellement, mais principalement lors des inondations (notamment pour des demandes de compensation).

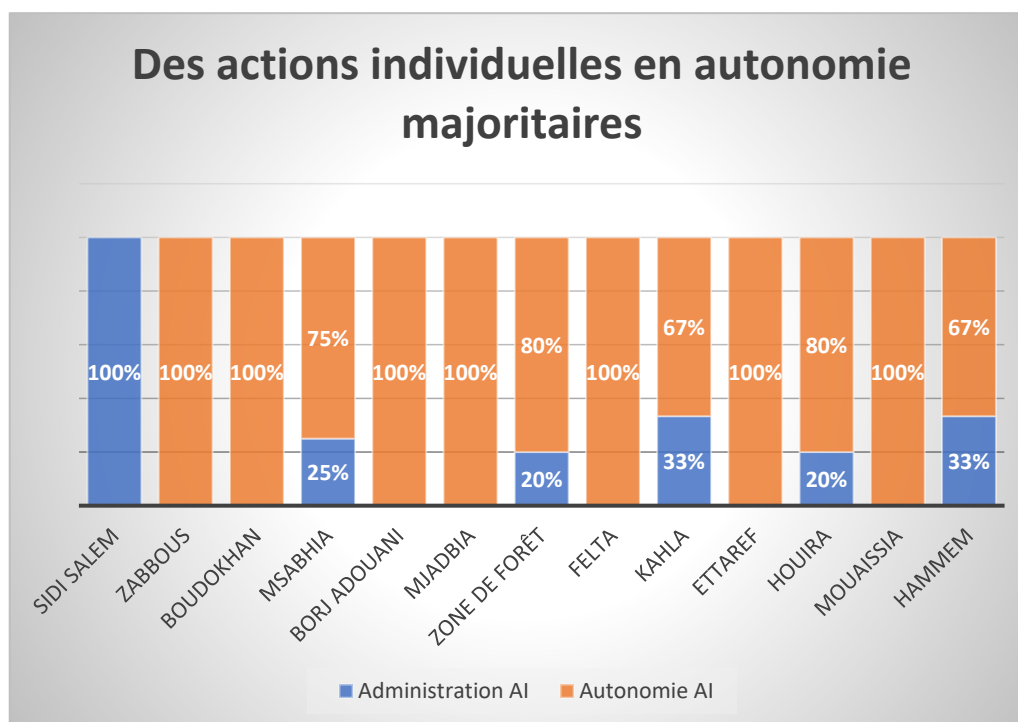


Figure 47 - Recours à l'autonomie ou à l'administration pour les AI en fonction des TV

#### 4.2.1.2.3.3.2 Des actions individuelles pour quelles crises ?

Les AI concernant toutes les crises, à l'exception de la spoliation des terres. Cependant, on constate que la sécheresse est la crise contre laquelle les TV semblent avoir le plus de mal à faire émerger une action. En effet, sur quatre TV touchés par cette crise, seuls les habitants de deux d'entre eux ont eu recours à des AI, soit Houira et Boudokhan.

#### 4.2.1.2.3.3.3 Qui met en œuvre les actions individuelles ?

Les AI réalisées par une seule personne, sans qu'elles soient reproduites, se concentrent à Kahla, Ettaref, Mjadbia et Sidi Salem (Figure 48). Sur les autres TV, on trouve une majorité d'actions réalisées par plusieurs habitants séparément. Il y a donc deux logiques qui semblent être à l'œuvre ici. Certains TV ne sont cependant soumis à aucune des logiques et présentent le même nombre d'AI réalisées par une seule personne et celles mise en œuvre par plusieurs habitants.

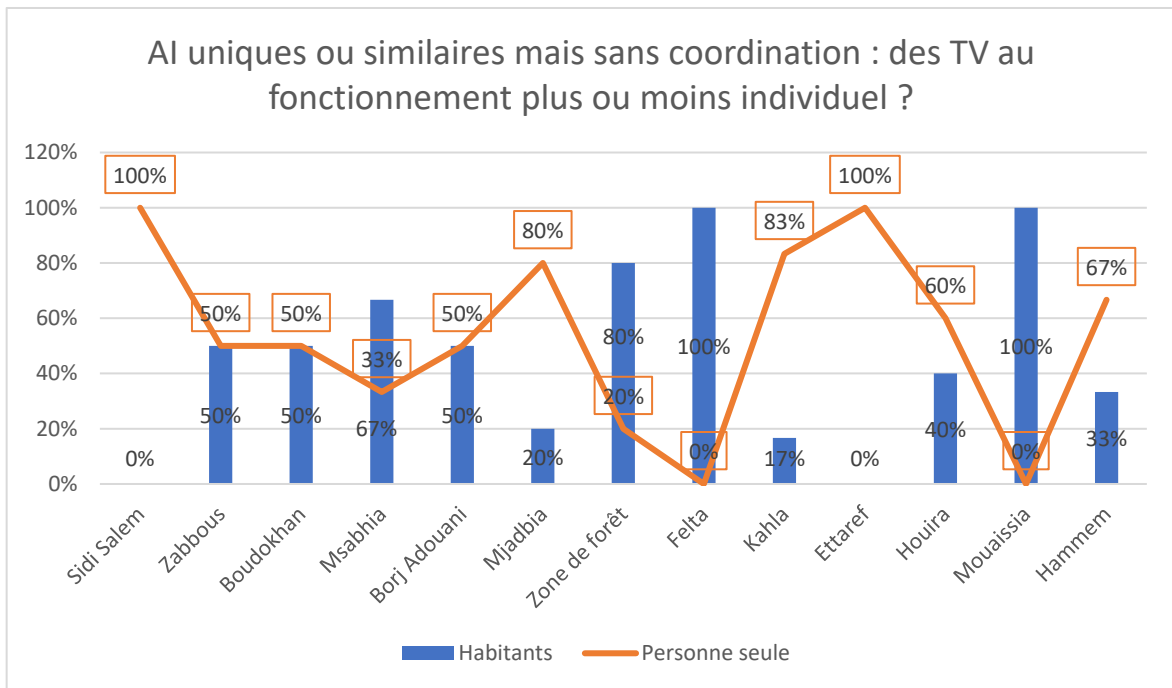


Figure 48 - Les initiateurs des actions individuelles

#### 4.2.1.3 Les réseaux d'entraide en temps de crise

Mouaïssia, Zone de forêt et Sidi Salem concentrent le plus d'entraide en temps de crise (entre 0,6 et 1 action par crise par personne, Tableau 3). Il existe donc dans certains TV un réseau qui permet de faire face aux crises. A Mouaïssi et Zone de forêt cette entraide concerne surtout l'eau potable. Pour Sidi Salem, les deux actions d'entraide sont réalisées uniquement par Fathi, ancien président de Nour. Il semble donc difficile de parler d'entraide à l'échelle du TV. Aucune entraide n'a été recensée à Felta, Ettaref, Mjadbia, Masbhia durant les entretiens. Quant au nombre d'entraide par crise à Kahla et Borj Adouani, il reste très faible (0,17).

	Par crise
<b>Sidi Salem</b>	0,60
<b>Zabbous</b>	0,33
<b>Boudokhan</b>	0,50
<b>Msabhia</b>	0,00
<b>Borj Adouani</b>	0,17
<b>Mjadbia</b>	0,00
<b>Zone de forêt</b>	0,80
<b>Felta</b>	0,00
<b>Kahla</b>	0,17
<b>Ettaref</b>	0,00
<b>Houira</b>	0,25
<b>Mouaïssia</b>	1,00
<b>Hammem</b>	0,25

Tableau 3 - L'entraide par crise en fonction des TV



#### 4.2.1.4 *Quelle aide de l'Etat pour résoudre les crises*

L'aide de l'Etat est relativement rare et souvent insuffisante. Elle n'intervient jamais en amont de la crise, dans un objectif d'anticipation, mais au cœur même de la crise pour tenter de faire face aux problèmes immédiats : camions citernes envoyés pour faire face aux coupures d'eau potable, compensation pour les cultures endommagées par des inondations, habitants relogés dans un autre TV en attendant la décrue.

#### 4.2.2 *Ancrage et contexte hors crise*

##### 4.2.2.1 *Les réseaux d'entraide hors crise*

Il existe des réseaux d'entraide mobilisés hors crises à l'échelle du territoire. La famille est le premier réseau mobilisé (28% des personnes mobilisées, Figure 49 **Error! Reference source not found.**). On distingue la famille proche (20%) – soit les parents, conjoints, enfants, frères et sœurs – qui se situe à 60% dans le même TV que l'enquêté et à 20% à Bizerte (Figure 50), et la famille étendue (8%) – soit les cousins et oncles et tantes – qui provient à 50% du même TV. L'entraide au sein du réseau familial repose donc principalement sur des membres qui habitent le même TV : l'aide familiale ne provient qu'assez peu de l'extérieur de la ZI. Le deuxième réseau est celui des amis (20%) qui se recoupe parfois avec celui des voisins (16%). Amis et voisins proviennent majoritairement du même TV que l'enquêté ou bien d'un TV voisin, mais les amis viennent également à 40% de Ghezela. Il s'agit souvent d'un lien qui a perduré avec un habitant du TV qui est parti habiter dans la municipalité. Enfin, l'administration joue un rôle hors crise, notamment via les réunions qui permettent aux agriculteurs d'entrer dans des réseaux et d'accéder à des informations (la participation d'un agriculteur de Houira à une réunion avec des membres du GDA de Teskreia lui a permis de demander la possibilité de raccorder ses terres au réseau d'eau).

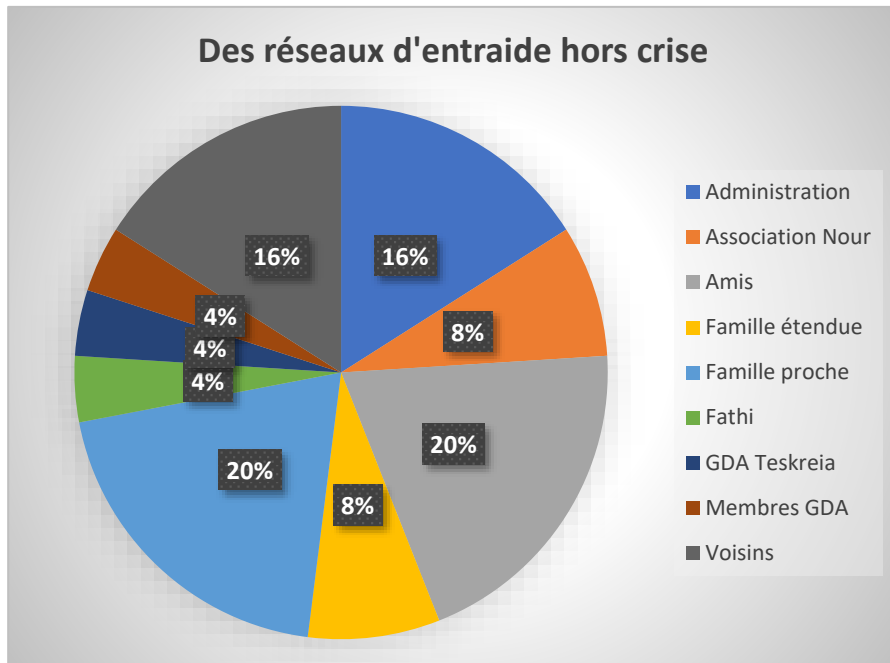


Figure 49 - Les réseaux d'entraide hors crise

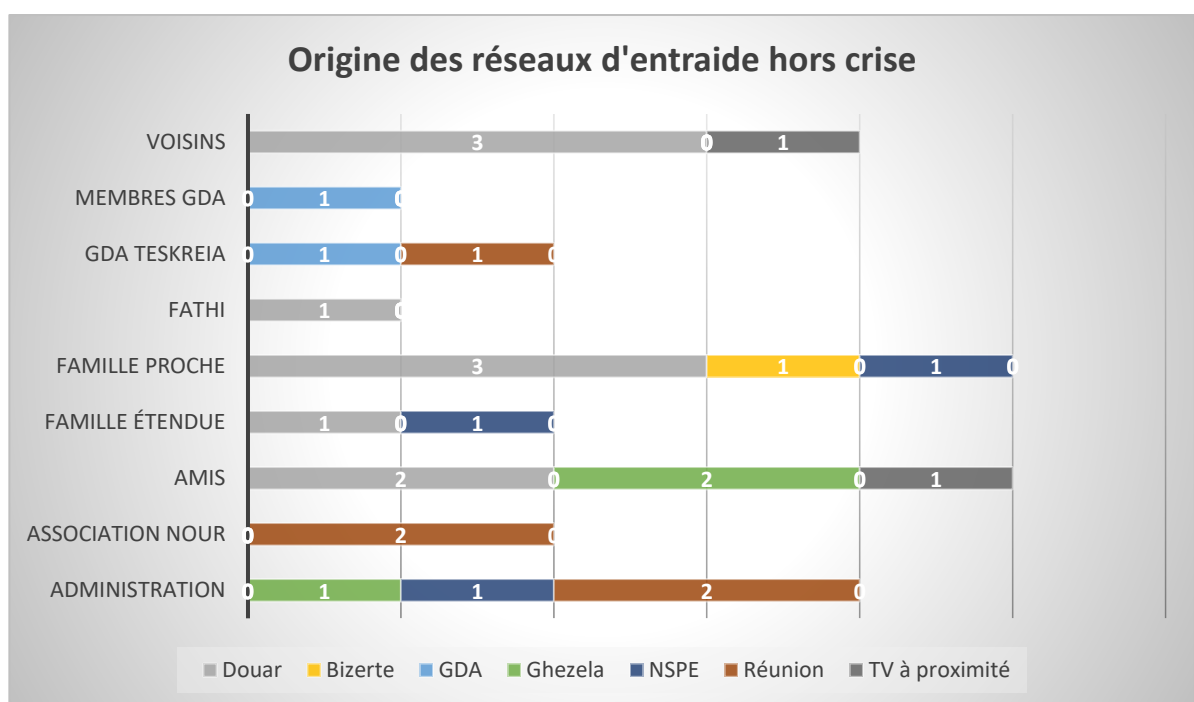


Figure 50 - Origine des réseaux hors crise

L'aide apportée par chacun est sensiblement différente. Les **prêts** représentent 32% de l'entraide hors crise et sont donc la première aide apportée (Tableau 4). La famille proche est le premier réseau au sein duquel ont lieu des prêts d'argent (50% des prêts), vient ensuite la famille étendue (25%) puis les amis et voisins au même niveau (13%). Le deuxième type d'aide le plus représenté sur la ZI est **l'aide gratuite**. Celle-ci provient le plus souvent des amis (40%), pour aider à payer des fournitures scolaires ou bien au moment de la récolte. Au sein de la famille proche (20%) ou du GDA de caille (20%), l'entraide gratuite est également présente via le partage d'un tracteur en cas de besoin pour la famille ou bien une visite à une personne malade pour le GDA. Fathi (20%) est également mentionné pour aider à réaliser des **papiers administratifs**. Enfin, l'aide hors crise peut aussi être apportée mais de **manière payante**. Les voisins représentent 75% de cette aide payante qui intervient essentiellement pour aller chercher de l'ammonitrate pour les personnes qui ne possèdent pas de voiture, et le GDA de Teskreia 25% (autorisation de raccordement au réseau du GDA pour irriguer les champs d'un agriculteur de Houira). L'aide apportée par la famille proche se concentre donc sur les prêts et l'aide gratuite, celle de la famille étendue sur les prêts uniquement, celle des amis surtout sur l'aide gratuite et un peu sur les prêts, et celle des voisins majoritairement sur l'aide payante et un peu sur les prêts.

	Argent	Prêt	Gratuite	NSPE
<b>Administration</b>	0%	0%	0%	50%
<b>Association Nour</b>	0%	0%	0%	25%
<b>Amis</b>	0%	13%	40%	25%
<b>Famille étendue</b>	0%	25%	0%	0%
<b>Famille proche</b>	0%	50%	20%	0%
<b>Fathi</b>	0%	0%	20%	0%
<b>GDA Teskreia</b>	25%	0%	0%	0%
<b>Membres GDA</b>	0%	0%	20%	0%
<b>Voisins</b>	75%	13%	0%	0%

Tableau 4 - Différents types d'aides en fonction du réseau

Les TV où on trouve le plus d'entraide hors crise sont Borj Adouani, Mjadbia, Kahla (17% de l'entraide hors crise chacun (Figure 51). Cependant, il s'agit pour Borj Adouani d'une entraide majoritairement payante (50% de l'entraide sur ce TV, Figure 52). A Kahla et Mjadbia, l'entraide regroupe surtout les prêts (50% de l'entraide pour chaque TV) qui ont beaucoup lieu au sein de la famille proche et étendue (Tableau 5), même si on trouve également un peu d'aide payante à Mjadbia (25% de l'entraide sur le TV). Aucune entraide hors crise n'a été mentionnée à Zone de forêt ou Msabha.

## Des TV qui concentrent une majorité de l'entraide qui a lieu sur la ZI

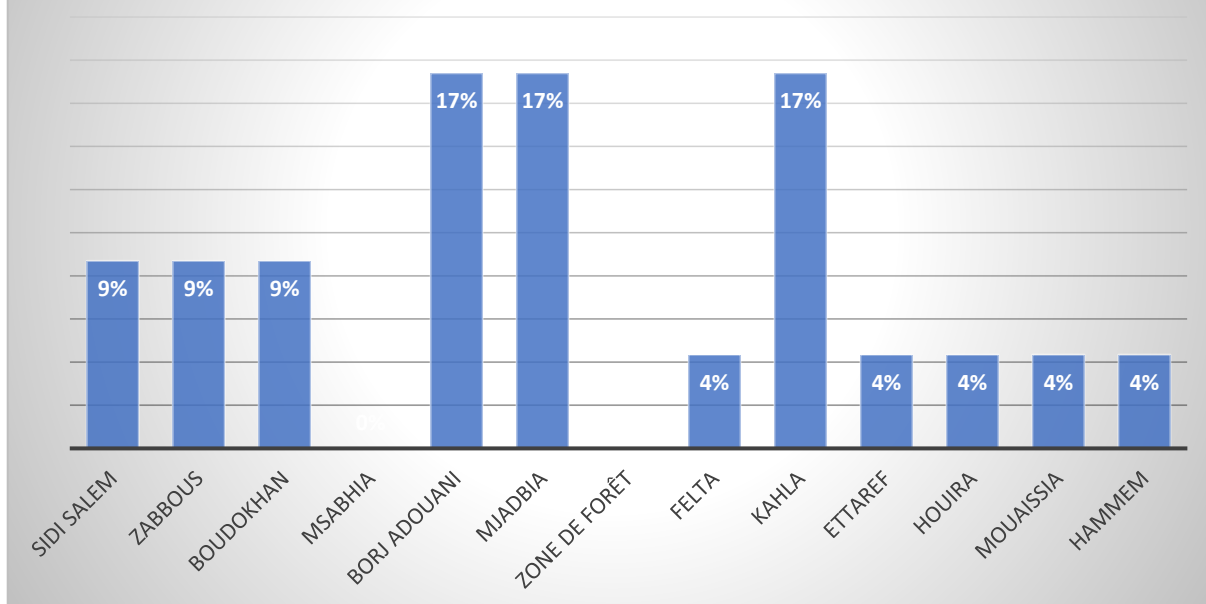


Figure 51 - Répartition de l'entraide sur la ZI en fonction des TV

## Différents types d'aide en fonction des TV

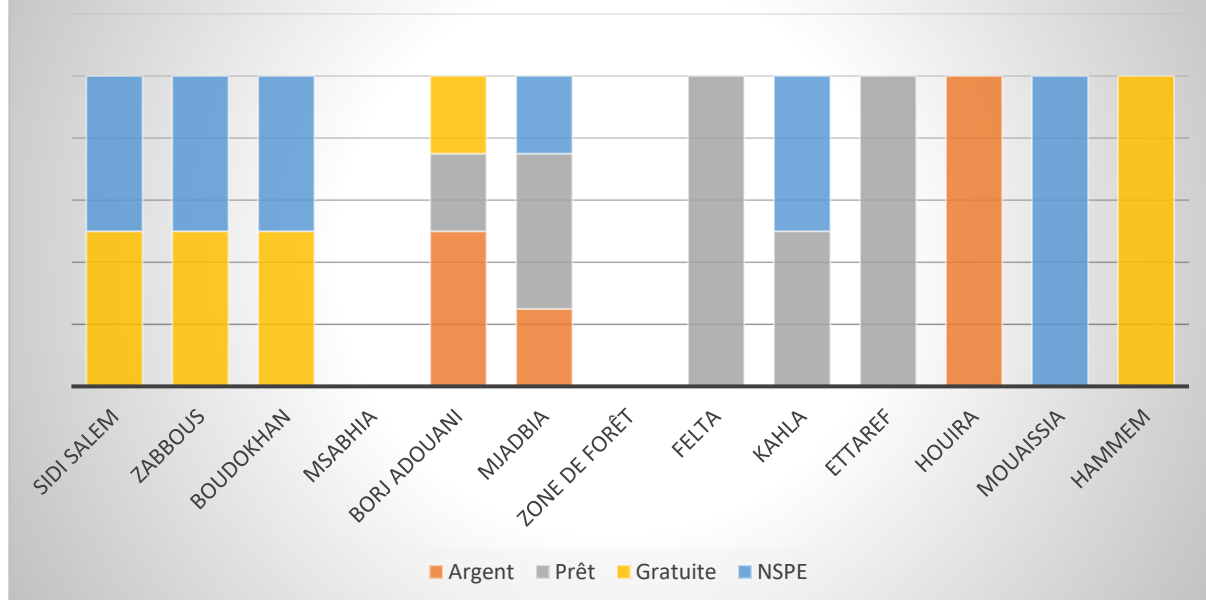


Figure 52 - Différents types d'aides en fonction des TV

	Administration	Association Nour	Amis	Famille étendue	Famille proche	Fathi	GDA Teskreia	Membres GDA	Voisins
Sidi Salem	33%	33%	0%	0%	0%	33%	0%	0%	0%
Zabbous	33%	33%	33%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Boudokhan	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%
Msabhia	PE	PE	PE	PE	PE	PE	PE	PE	PE
Borj Adouani	0%	0%	0%	25%	0%	0%	0%	25%	50%
Mjadbia	0%	0%	25%	25%	25%	0%	0%	0%	25%
Zone de forêt	PE	PE	PE	PE	PE	PE	PE	PE	PE
Felta	0%	0%	50%	0%	50%	0%	0%	0%	0%
Kahla	25%	0%	25%	0%	50%	0%	0%	0%	0%
Ettaref	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Houira	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%
Mouaissia	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Hammem	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 5 - L'entraide hors crise en fonction des TV

PE : pas d'entraide hors crise

#### 4.2.2.2 Des lieux de rencontre pour les habitants de la ZI

A l'échelle de la ZI, plusieurs lieux sont ressortis à de nombreuses reprises dans les entretiens comme étant des lieux de discussions et de rencontre entre les habitants, ou plus exactement entre les hommes de la ZI.

**Deux cafés** ont été mentionnés (Figure 53), à Ghezela et le café de Sidi Salem. Celui de Sidi Salem (Tableau 5) draine les habitants de Sidi Salem, Zabbous et Kahla, tandis que ceux de Ghezela touchent l'ensemble des habitants de la ZI. On trouve également une épicerie-café à Borj Adouani auquel les hommes du TV et de Hammem se rendent et discutent (et qui a été le cadre d'un entretien). Les cafés sont les lieux de rencontre les plus mentionnés, même s'ils n'apparaissent que dans 30% des entretiens. Cependant, seuls les enquêtés de sexe masculin y font référence et le terrain a permis de constater que les femmes en sont absentes. Ce sont donc avant tout des lieux de discussions masculins. Les cafés sont souvent les points de départ de discussions aboutissant à des AC de protestation (blocage de route dans la Zone de Forêt par exemple).

Le **souk hebdomadaire** du jeudi est également un lieu de rencontre privilégié où se croisent des habitants de tous les TV, mais également de toute la délégation. Les femmes y sont bien présentes.

Les **routes** sont également des lieux de discussion. On y trouve des hommes et des femmes, souvent en train de réaliser un travail agricole. C'est un lieu de discussion pour les TV qui ne possèdent pas de café notamment (Mouaissia, Zone de forêt). C'est aussi le lieu où se forment des AC spontanées comme les manifestations.



Figure 53 - Le café de Sidi Salem, sur la route de Ghezela, un lieu de rencontre pour les habitants de Sidi Salem, Zabbous et Kahla. En haut : photographie prise dans le cadre du travail de diagnostic de PACTE ; carte Google maps. En bas : photographie issue de Google.

#### 4.2.2.3 Les relations des habitants au sein des TV

De manière générale, les enquêtés ont plutôt décrit de bonnes relations au sein de leur TV. 73% des enquêtés qui ont répondu parlent de bonnes relations. Celles-ci s'expriment notamment à travers les visites faites à d'autres habitants. Les TV où les bonnes relations ont le plus été mentionnées sont Sidi Salem, Mjadbia et Hammem (Figure 54). Le terme d'entraide a été régulièrement utilisé : à Hammem par exemple, les habitants avaient pour habitude de faire les moissons ensemble. Certains enquêtés associent les bonnes relations au sein de leur TV et le fait qu'il est composé d'une seule famille (au sens large). C'est le cas de Mjadbia et Mouaissia. Pour quatre TV, les enquêtés mentionnent des tensions. A Felta, la question du curage de l'oued pour résoudre le problème des inondations polarise des tensions très fortes entre habitants sans terre et agriculteurs propriétaires. A Mouaissia, c'est la question de la mise en service d'une borne fontaine pour amener l'eau jusqu'au TV dont le réseau d'AEP a été détruit lors d'un glissement de terrain qui a polarisé des tensions mais celles-ci ont été apaisées. Enfin, le terrain et les entretiens ont permis de mettre en lumière des tensions entre les habitants plus riches et les plus pauvres sur deux TV, Msabhia et Houira.

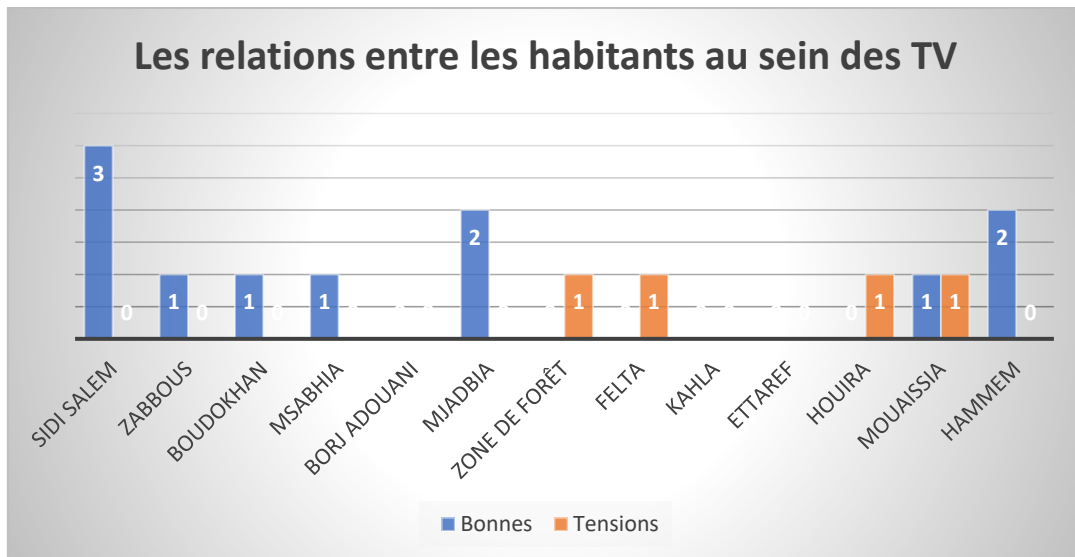


Figure 54 - Les relations entre les habitants au sein des TV

#### 4.2.2.4 Des personnes-ressource sur la ZI ?

Deux enquêtés se sont présentés comme étant au service de leur zone et de ses habitants. Il s'agit de l'ancien président de l'association Nour et d'un représentant TV de Kahla.

L'ancien président de Nour n'est cité que dans quatre entretiens, dont trois sont avec des enquêtés de Sidi Salem, TV où il réside, et un à Zabbous. Il ne s'agit donc pas d'une personne ressource à l'échelle de la ZI, mais à l'échelle de Sidi Salem et Zabbous. Il a été mentionné par un habitant de Zabbous comme étant celui avec qui les habitants du TV règlent les questions relatives à la spoliation des terres (ce qui n'est pas le cas à Sidi Salem où les habitants ne le mentionnent pas pour cette question), et un habitant de Sidi Salem estime qu'il a des relations et peut représenter les habitants car sa « voix est très bien entendue », et qu'il devrait être à la mairie. C'est « lui qui défend la zone », « lui seul est écouté par l'omda », c'est lui qui parle dans les réunions. D'après l'ancien président lui-même, il accompagne des gens à la municipalité pour les aider à résoudre leurs problèmes. Il pense que l'association permet de faire entendre ses droits. Bien qu'il soit peu mentionné, les enquêtés qui y font référence semblent avoir confiance en lui pour les représenter.

Le représentant TV de Kahla n'est cité qu'une seule fois et les entretiens avec les habitants de Kahla n'ont pas permis de conclure à une véritable position de leader reconnu pour cet enquêté : il n'a jamais été mentionné spontanément. Si un enquêté explique lui faire confiance, une autre estime qu'il n'est qu'un simple citoyen et qu'elle n'a pas de raison particulière de s'adresser à lui. Néanmoins, elle pense qu'il connaît les problèmes de la zone et peut les transmettre. Le représentant a quant à lui expliqué avoir tenté d'aider des agriculteurs lors d'une inondation en discutant avec l'administration pour qu'ils puissent obtenir une compensation. Il a exprimé sa volonté d'avoir un rôle dans la vie politique de la municipalité de Ghezela.

Les entretiens ont également permis de creuser le rôle du omda et d'interroger sa place de personne-ressource auprès des habitants de la ZI. Certains enquêtés ont un avis favorable sur le omda, d'autres déplorent son manque d'implication auprès d'eux. Le omda a des missions qui lui sont confiées en tant que membre de l'administration, par exemple la gestion de la répartition de l'eau



entre les habitants de la Zone de forêt lorsque la municipalité a envoyé des camions citerne pour faire face à une coupure d'eau. Les habitants semblent également avoir recours à lui pour des questions qui ne font pas directement appel à son statut de membre de l'administration. Un enquêté résume ainsi son rôle : aide pour les papiers de subvention, résolution des conflits entre agriculteurs. Il « aide beaucoup pour des services spécifiques au omda, mais aussi pour d'autres choses », il « connaît tout le monde ». La question de l'aide pour les papiers administratifs est revenue à plusieurs reprises. Selon le omda lui-même, il est là pour écouter les gens, régler les conflits. Il a des informations sur les dates d'arrivée des pesticides, peut œuvrer pour l'aménagement des pistes, lors du débordement des oueds, aider à trouver de l'argent pour un projet. Il déplore le réflexe des habitants de tout attendre de l'Etat pour améliorer leur situation et l'immobilisme que cela engendre.

#### 4.2.2.5 Quelle perception du rôle de l'Etat sur la ZI ?

La perception du rôle de l'Etat sur la ZI peut être divisée en deux sous questions : la première a trait à la perception de la responsabilité de l'Etat dans les crises, la seconde au désir d'une aide de l'Etat.

50% des enquêtés qui ont exprimé leur opinion sur ce thème imputent à l'Etat une part de responsabilité dans les crises. A l'échelle des TV, on n'observe pas de corrélation entre la responsabilité imputée à l'Etat et la décision de ne plus compter sur son aide. En revanche, 61% des enquêtés ont révélé attendre une aide de l'Etat. Celle-ci concerne principalement les grandes infrastructures (forages, sondages) et fait ressortir le sentiment d'impuissance face aux crises des enquêtés qui disent ne rien pouvoir faire eux-mêmes et que seul l'Etat peut les aider. Les TV où les enquêtés comptent sur l'aide de l'Etat sont Sidi Salem, Zabbous, Msabhia, Borj Adouani, Zone de forêt et Hammen, et dans une moindre mesure Boudokhan, Felta et Kahla. Néanmoins, on n'observe pas pour ces TV de corrélation avec le taux de recours à l'administration dans les actions contre les crises. Attendre l'aide de l'Etat ne signifie donc pas recourir à l'administration en temps de crise. A l'inverse, une corrélation est visible entre le recours exclusif à l'autonomie et la décision de ne plus faire appel à l'Etat : c'est le cas pour Mjadbia et Ettaref où les enquêtés ne comptent plus sur l'aide de l'Etat et dont les actions en temps de crise sont 100% en autonomie. En revanche, le TV Kahla semble plus partagé : 67% des enquêtés ne comptent plus sur l'aide de l'Etat, mais 33% la désirent ardemment (Figure 55). Au total, ce ne sont que 22% des enquêtés qui ont décidé de ne plus compter sur l'aide de l'Etat. Ils expriment tous une

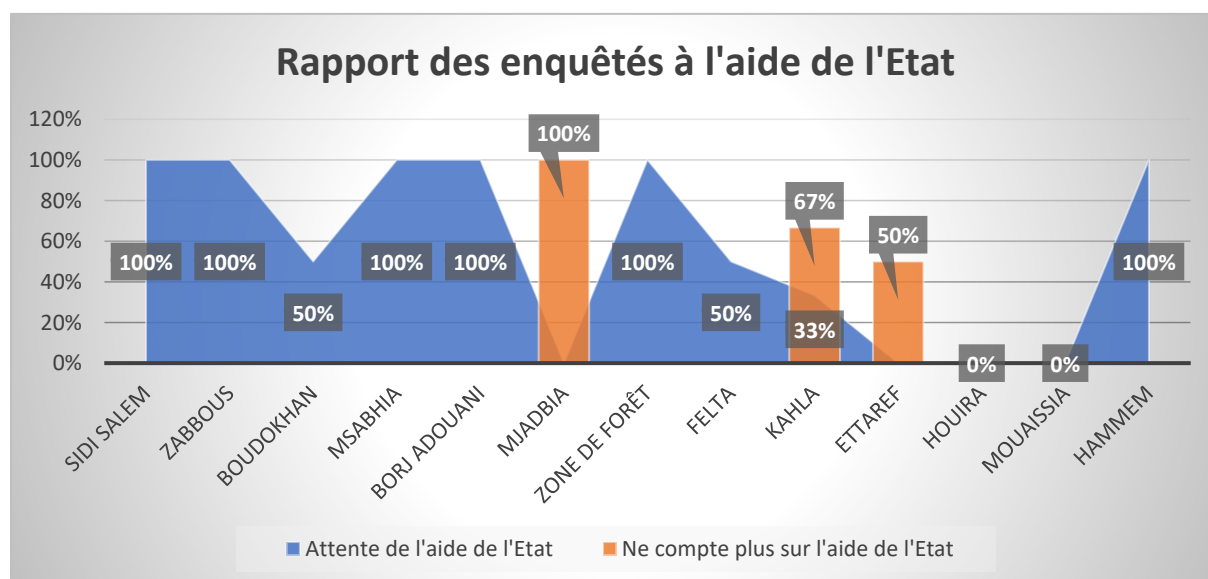


Figure 55 - Les enquêtés entre attente d'une aide de l'Etat et décision de ne plus compter dessus

forme de résignation : l'Etat n'entend pas donc il est inutile de manifester ou de faire des pétitions. L'absence de résultat et donc la perte de temps que ces actions représentent sont mentionnées.

#### 4.2.2.6 Les obstacles à l'action collective

Dans le discours des enquêtés, deux obstacles à l'action collective émergent de manière récurrente. 25% des enquêtés qui ont répondu évoquent le fait d'être tous pauvres et de souffrir du même problème comme cause de l'absence d'action collective (Figure 56). Les 75% restants ont fait appel à une mentalité dominante sur le territoire qui repose sur le terme « chacun » : chacun fait sa pétition, chacun travaille seul, chacun est seul, chacun va de son côté. Le zone d'intervention est profondément marquée par cette mentalité individuelle lors des crises mais aussi hors crise.



Figure 56 - Les obstacles à l'action collective

#### 4.2.2.7 Une ZI touchée par l'exode rural

De manière générale, l'ensemble des TV de la ZI est touché par le départ de ses habitants. A Zabbous 2 (douar situé dans la partie plus montagneuse du TV), il ne reste plus qu'une famille. A Borj Adouani, les départs entraînent une main d'œuvre insuffisante pour la saison de la récolte. A Mjadbia, ce sont les jeunes qui sont partis dans les villes pour trouver du travail. A Hammem, on comptait quatre-vingt maisons jusque dans les années 1990, date à laquelle les habitants ont commencé à partir. Aujourd'hui il ne reste plus que dix maisons. A Ettaref, des départs ont eu lieu aussi, souvent des familles entières. A Felta, plus de la moitié des habitants ont quitté le TV pour partir habiter en ville, notamment à Ghezela.

L'obstacle principal au départ est le manque d'argent. Acheter une maison pour s'installer en ville requiert un capital important que peu de gens possèdent. S'ils sont pauvres dans leur TV, ils ont une maison, ce à quoi, pour la plupart, ils ne peuvent pas prétendre en ville.

La plupart des départs se font vers Bizerte (38%, Figure 58). C'est en effet là que beaucoup trouvent du travail. Ghezela ne compte que 19% des départs alors qu'il s'agit de la ville la plus proche. Les grandes villes du gouvernorat de Bizerte qui sont à proximité de la municipalité de Ghezela

concentrent également une partie des habitants qui ont quitté la ZI : 14% à Mateur et 5% à Menzel-Bourguiba. Les départs pour l'étranger ne concentrent que 5% des départs.

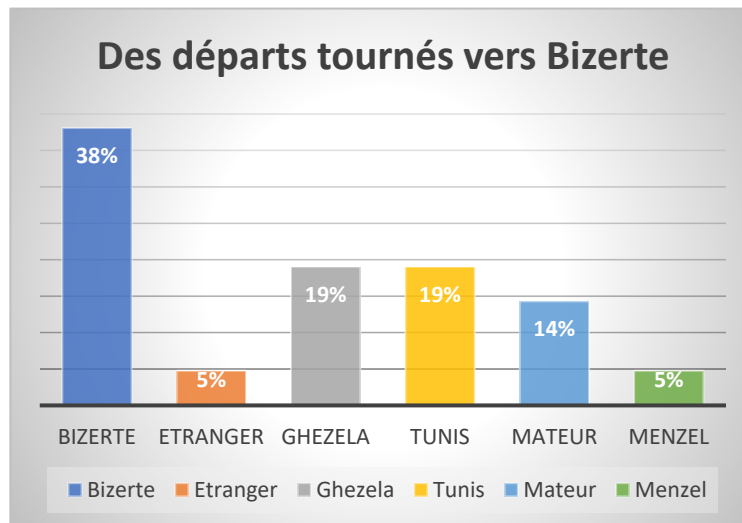


Figure 58 - Des habitants qui partent vers les villes

Deux raisons principales sont évoquées pour expliquer le départ des habitants. Le **travail** (41%, Figure 57), dans une ZI très touchée par le chômage et où la principale activité (l'agriculture) n'est pas source de richesse, est la première raison pour laquelle les habitants partent. Les **conditions de vie** sont la deuxième (32%) sur l'ensemble de la ZI, et la principale à Zone de forêt. Une crise spécifique ou **l'accès difficile à l'école** viennent en troisième position avec 9% chacun. Felta et Mouaïssia sont les deux seuls TV où les départs sont causés en partie par une crise spécifique : pour le premier, il s'agit des inondations récurrentes, et des glissements de terrain pour le second. Viennent ensuite le **mariage** et les **difficultés de transport**.

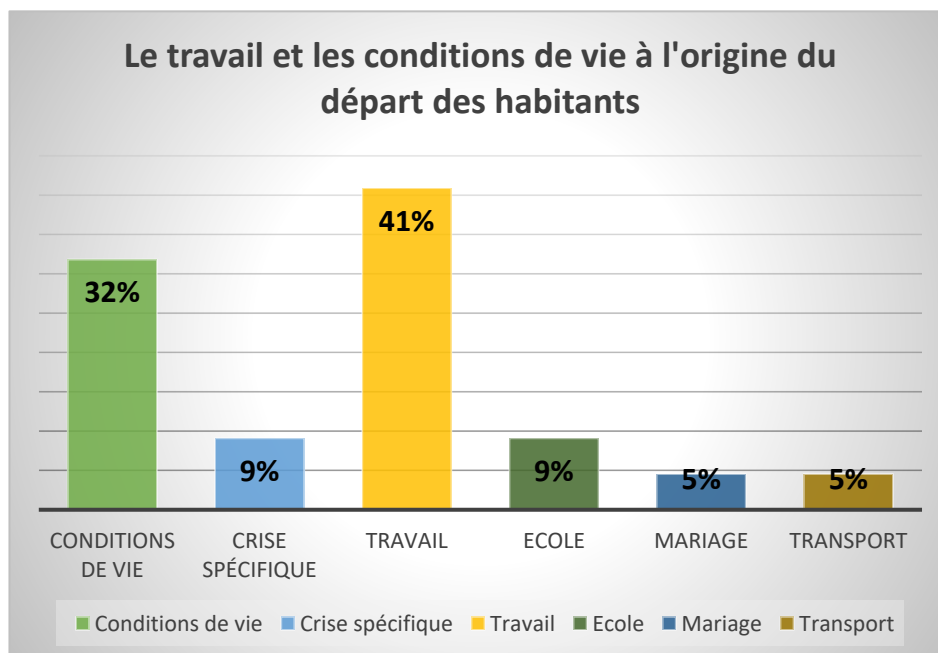


Figure 57 - Les causes du départ des habitants pour les villes

Cependant, dans la grande majorité des cas, des liens avec la ZI persistent qui montrent l'attachement des habitants à leur TV. Sur l'ensemble des enquêtés qui ont répondu, 58% mentionnent **les visites à la famille pour les fêtes et les mariages** (Figure 59). Celles-ci se maintiennent donc pour plus de la moitié des départs. Néanmoins, les habitants qui sont partis ne souhaitent pas dans 54% des cas venir un jour se réinstaller dans leur TV. Les réinstallations ne représentent en effet que 25% des réponses données par les enquêtés. Fait intéressant, on observe que **partir ne va pas de pair avec l'abandon des terres**, bien au contraire. Pour ceux qui sont partis habiter à Ghezela par exemple, la migration journalière (21%) est commune pour cultiver sa terre. C'est le cas à Felta. Alternative à la vente, la location des terres à un membre de la famille ou à un voisin se pratique assez bien (25%). La vente des terres est cependant bien présente à hauteur de 17%. L'exploitation de la terre par un membre de la famille peut également se faire à titre gratuit (13%). Pour ceux qui sont partis dans des villes plus lointaines comme Bizerte, il reste le choix du retour périodique pour la culture (13%). Il s'agit très souvent d'habitants qui ont un travail en ville mais reviennent pour semer, fertiliser et récolter leurs terres. **L'aide à la famille** est le lien le moins mentionné par les enquêtés. La famille partie est donc rarement un réseau mobilisable lors des crises puisqu'elle ne fournit que peu d'aide.

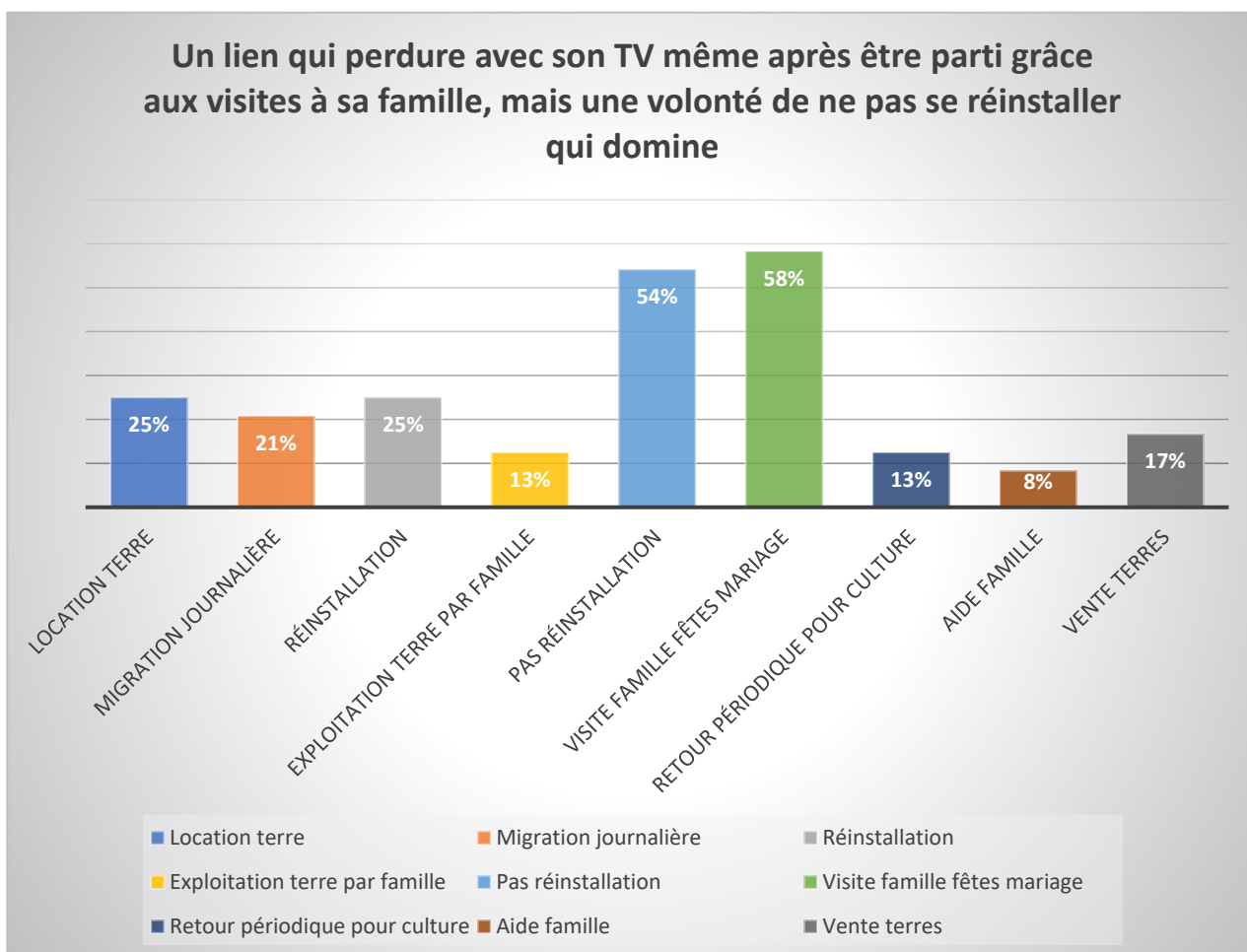


Figure 59 - Les liens que les anciens habitants conservent avec la ZI

#### 4.2.2.8 Quitter la zone : à l'échelle des enquêtés

46% des enquêtés ont exprimé leur souhait de quitter la ZI. Si ceux qui souhaitent rester sont donc plus nombreux, l'écart est assez limité. Le choix de partir ou de rester est assez tranché en

fonction du TV des enquêtés. A Zabbous, Boudokhan, Mjadbia, Felta et Houira, 100% des enquêtés ont manifesté leur désir de ne pas quitter leur TV (Figure 60). A l'inverse, les enquêtés de Msabhia et Mouaïssia souhaitent tous partir. Quant à Sidi Salem, Borj Adouani, Ettaref, Kahla et Hammem, l'opinion des enquêtés diverge, même si les enquêtés qui souhaitent quitter la ZI sont légèrement plus nombreux pour les deux derniers TV.

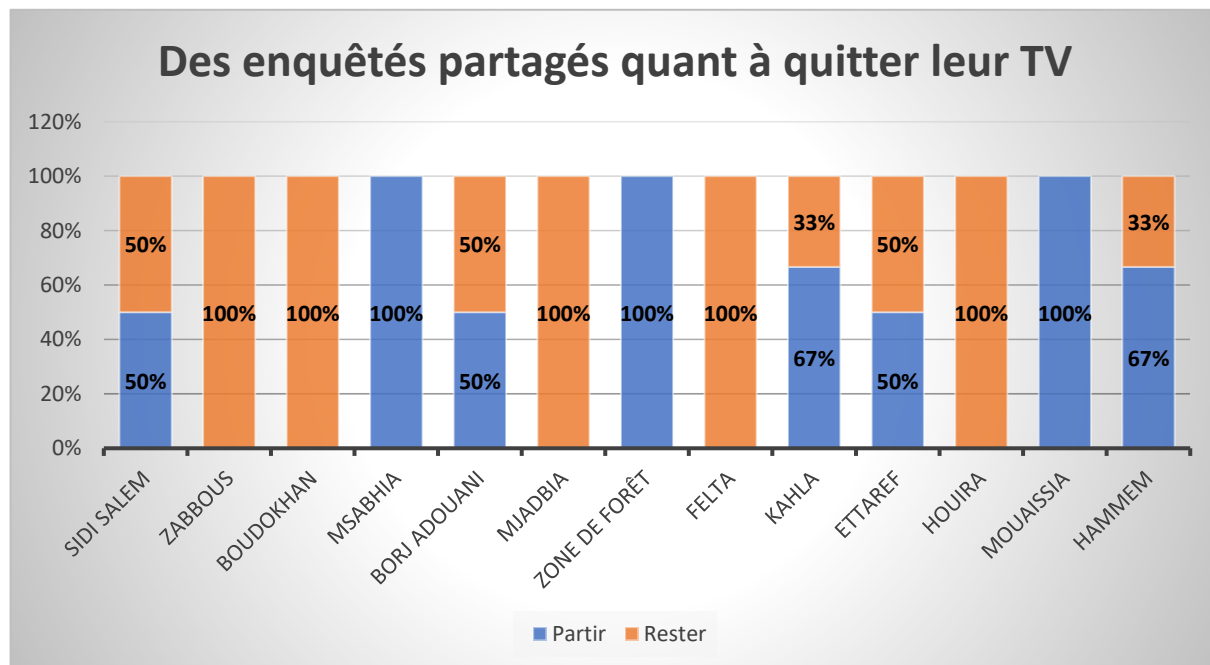


Figure 60 - Les enquêtés face au désir de quitter leur TV

Quels sont les enquêtés qui souhaitent quitter leur TV ou y rester ? **Appartenir à un collectif formel** semble être déterminant dans la volonté de rester, tout particulièrement lorsqu'il s'agit du Comité de Territoire de PACTE (même si ce résultat doit être nuancé dans la mesure où la vision de l'enquêteur par les enquêtés comme « quelqu'un de PACTE » a pu influencer leur réponse). 67% des enquêtés appartenant au CT ne désire pas quitter la zone (Figure 61). Faire partie d'un GDA semble également inciter les enquêtés à rester : 100% des enquêtés membres d'un GDA uniquement souhaite rester dans leur TV. Seule l'appartenance à l'association Nour ne semble pas influencer sur le désir de rester : les enquêtés membres de Nour uniquement sont répartis équitablement entre le désir de partir et celui de rester. Quant à l'âge, celui-ci n'est pas déterminant dans le choix de partir à l'exception des enquêtés dont l'âge est avancé et qui ne veulent pas quitter à 63%, et tout particulièrement les femmes dont l'âge est avancé (Figure 62). 75% d'entre elles souhaitent en effet rester. Les jeunes penchent très faiblement vers le fait de ne pas quitter leur territoire (56%), à nouveau en particulier les femmes (67% d'entre elles).

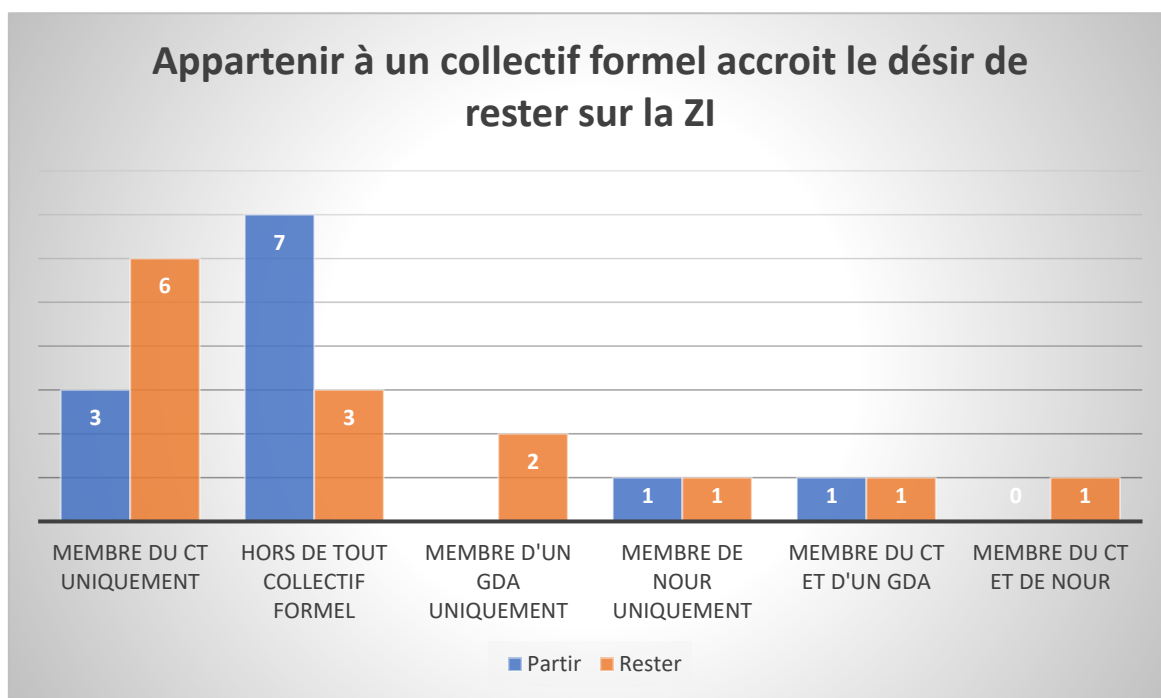


Figure 61 - Appartenir à un collectif formel et désir de rester

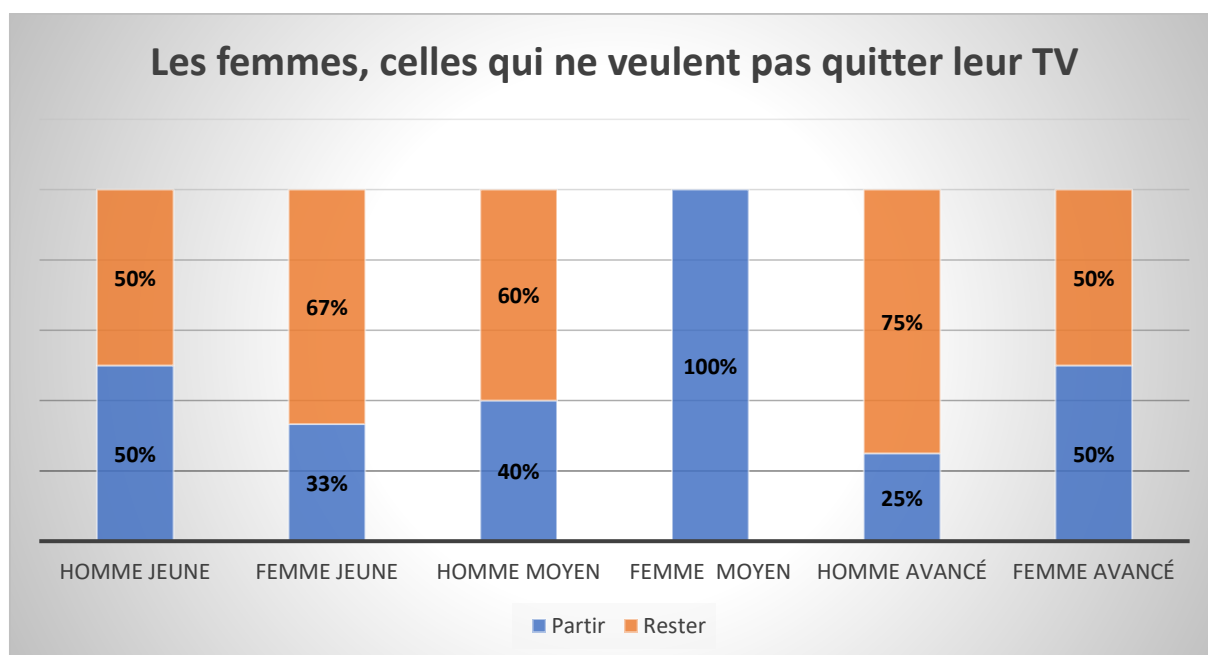


Figure 62 - Sexe, âge et désir de rester sur son TV

#### 4.2.2.9 L'attachement à son territoire

Interrogés sur les objets sur lesquels se fonde leur attachement à leur TV, les enquêtés mentionnent en premier lieu **leurs terres**, et tout de suite après **l'agriculture** qui représentent respectivement 40% des enquêtés ayant répondu, et 35% (Figure 63). Les **racines** (lieu où ils ont été à l'école, où ils ont leurs amis, où ils ont grandi) et **l'atmosphère** – les enquêtés sont très attachés au calme qu'on ne trouve pas en ville, selon leurs mots – viennent en troisième position avec 30% des

réponses. Enfin **la famille** représente 25% des réponses. Maison et animaux ne cumulent que 15%. Les objets de l'attachement sont donc nombreux, et seuls 20% des enquêtés ayant répondu estiment n'avoir aucun attachement à leur territoire. Ils viennent de Mouaïssia, Kahla et Msabhia et ont tous insisté sur leur grande pauvreté.

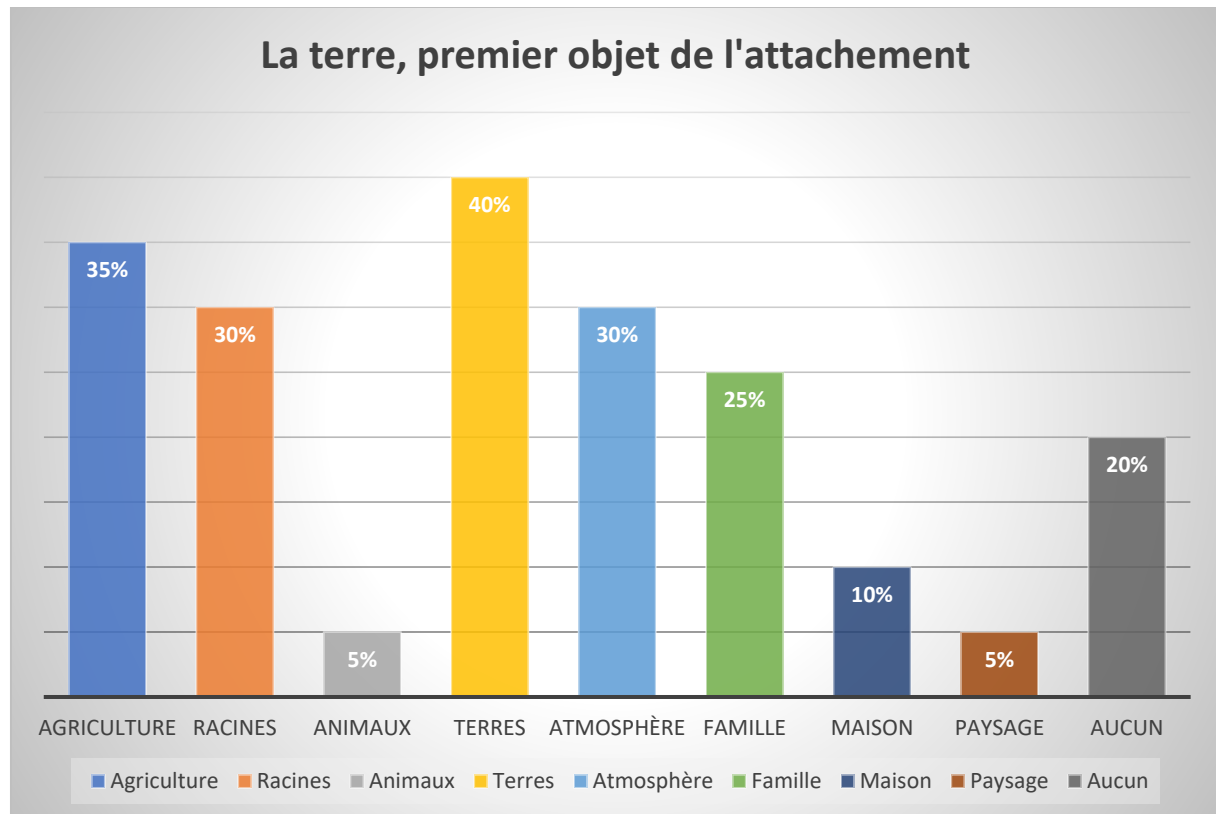


Figure 63 - Les objets de l'attachement au TV mentionnés par les enquêtés

L'ensemble des enquêtés ayant expliqué n'avoir aucun objet d'attachement à leur territoire désirent le quitter. Cependant, on compte 33% d'enquêtés ayant exprimé un attachement qui souhaitent tout de même le quitter. L'attachement n'est donc pas suffisant pour empêcher les habitants de partir.

#### 4.3 La carte des réseaux inter TV

La carte des réseaux inter TV (Figure 64) a permis de dégager **deux pôles centrés autour de Mjadbia et Borj Adouani-Sidi Salem-Zabbous**. Houira, Felta et Ettaref sont relativement exclus des relations entre les TV. Néanmoins, des relations existent entre Houira et Teskreia, douar à l'extérieur de la ZI. Ce ne sont donc a priori pas des TV isolés, mais dont les relations sortent de la ZI. Pour Felta, beaucoup d'habitants ont quitté leur TV pour Ghezela tout en effectuant des retours périodiques pour continuer à travailler la terre. Les relations de Fleta sont donc probablement en direction de Ghezela plus que de la ZI. En revanche, pour Ettaref, le TV semble être assez peu relié aux autres dans la ZI.

Le pôle centré autour de Mjadbia regroupe d'une part les TV qui sont dépendants du forage d'eau potable qui y est situé, soit Zone de forêt, Boudokhan et Msabhia, et d'autre part Mouaïssia. Hammem se situe en périphérie de ce pôle puisque le TV n'a de relations qu'avec Mouaïssia. Aucune entraide n'a été mentionnée entre les TV au sein de ce pôle. On observe que la plupart des relations



partent de Mjadbia mais peu de TV ont des relations en direction du TV. A l'inverse, Msabhia ne concentre que des relations qui émanent d'autres TV. De plus, la relation de Mjadbia avec Msabhia est mauvaise. C'est la seule explicitement mentionnée sur la ZI, et par l'ensemble des enquêtés du TV. Il n'y a pas de mariage entre les deux TV.

Les relations du second pôle se concentrent autour de Borj Adouani, Sidi Salem et Zabbous. Borj Adouani est le TV qui concentre le plus de relations en direction d'autres TV. Kahla apparaît en marge de ce système et a des relations uniquement avec deux de ses TV limitrophes, Borj Adouani et Sidi Salem. Si de nombreuses relations partent de Zabbous en direction de Sidi Salem, l'inverse n'est pas vrai, et les enquêtés de Zabbous ont spécifié que les réunions relatives à l'AC de la spoliation des terres n'ont pas lieu avec les habitants de Sidi Salem. Il y a donc une forme d'asymétrie dans les liens entre les deux TV. Bor Adouani est le seul TV au cœur de réseaux d'entraide. Ses habitants vont chercher de l'eau à Kahla et donnent accès à leur pâture pour les habitants de Zabbous qui ne possèdent pas de terre. Ils les emploient également pour la récolte des olives.

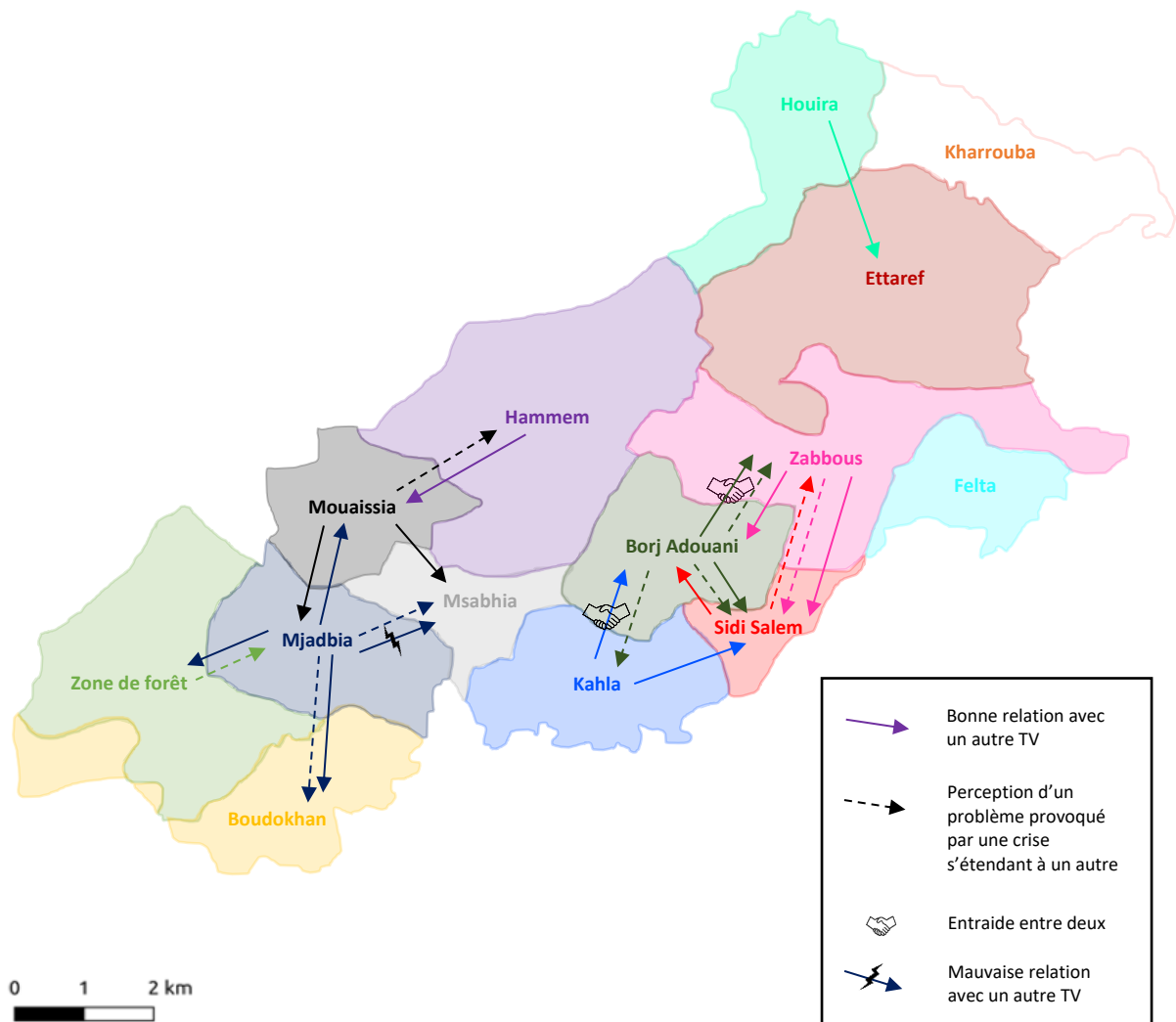


Figure 64 - Les réseaux inter TV : deux pôles sur la ZI et des TV laissés à l'écart

## 5 Discussion

### 5.1 Un fonctionnement individuel dominant : l'impossible émergence d'une gouvernance locale

Pour David et Villard (2014), l'action collective dans le cadre de la résilience permettrait de redonner leur place aux citoyens dans les processus de gouvernance. Or le fonctionnement des habitants de la ZI est avant tout individuel, tant en temps de crise qu'en dehors. Il n'y a donc aucun véritable rapport de force entre les habitants et l'administration. La prise de décisions reste centralisée, ce qui affaiblit considérablement la résilience (Dauphiné et Provitolo, 2007).

#### 5.1.1 « Chacun travaille seul » : quand la mentalité empêche de s'unir en temps de crise

Sur l'ensemble de la ZI, les AI sont majoritaires pour faire face aux crises. Elles sont le mode privilégié de réaction des habitants lorsqu'ils sont touchés par une crise. Ce réflexe de se débrouiller seul repose sur une organisation individuelle qui existe déjà hors crise. En effet, la plupart des enquêtés ont appuyé sur cette réalité : « chacun travaille seul ». Le fonctionnement de la ZI est fondé sur cette dimension individuelle. Elle n'est pas due à un manque de confiance, mais bien à une mentalité profondément ancrée et que les habitants ne remettent pas en question. Ils n'ont pas le réflexe de se mettre en commun.

Cette mentalité individuelle affleure jusque dans la question de l'attachement. Les enquêtés ont pour beaucoup un attachement fort à certains objets du territoire. Mais il n'est jamais partagé verbalement avec d'autres. Il relève de la sphère de l'intime. Le lien identitaire est donc faible (Sébastien, 2016). Pourtant, certains objets concentrent l'attachement de nombreux enquêtés, à l'exemple de la terre. Cet attachement commun pourrait donc engendrer un lien identitaire fort. Deux raisons peuvent permettre de comprendre pourquoi tel n'est pas le cas ici. L'ancien président de l'association Nour parle pour la ZI d'un manque de culture de la parole, du dialogue. Il peut s'agir là d'une première raison qui explique que l'attachement reste individuel. De plus, l'objet qui concentre le plus d'attachement est également un objet individuel : les enquêtés ne sont pas attachés aux terres de leur TV en général, mais à leur terre. La terre a une dimension hautement individuelle. Cet attachement non partagé ne peut donc faire émerger des actions collectives pour les préserver en temps de crise. Cependant, on peut s'interroger sur le sens donné par Sébastien (2016) à la logique de l'attachement partagé à l'origine des AC de préservation de l'objet de l'attachement. En effet, c'est parfois la mise en danger d'un objet qui peut révéler un attachement collectif et engendrer une AC. C'est le cas de la spoliation des terres à Sidi Salem. La mise en danger de la possession des terres, objet de l'attachement des habitants, a provoqué l'émergence d'une AC.

La mentalité individuelle qui structure la ZI sous-tend les actions réalisées pour faire face aux crises. Au sein des AI, deux comportements ont été observés : certains habitants réalisent une action inédite qui n'est pas répétée par d'autres, tandis que certaines AI sont réalisées par plusieurs habitants, chacun séparément. C'est le cas surtout pour l'eau potable. Aucune réflexion n'émerge sur l'intérêt de se rassembler pour aller chercher l'eau à la source bien que la majorité des habitants effectue cette action. Le collectif n'est pas le mode de fonctionnement de la ZI.

### 5.1.2 Le collectif, un impensé qui fonctionne mal lorsqu'il existe : l'absence d'une structure collective qui aurait pu favoriser l'émergence d'AC en temps de crise

Lors des crises, les enquêtés perçoivent très souvent des problèmes communs à l'ensemble des habitants de leur TV. C'est le « on » qui domine. Cependant, cette perception n'est pas corrélée à l'émergence d'une AC. On ne peut pas parler d'individualisme dans la mesure où les habitants ont parfaitement conscience des problèmes que connaissent leurs voisins et s'en préoccupent, mais le mode individuel structure à ce point les actions des habitants que la perception d'un problème commun reste à l'état de constat sans qu'une action soit amorcée. Perception et action sont ici dissociées.

Cette mentalité individuelle se retrouve dans les collectifs et peut expliquer leur grande difficulté à faire preuve d'efficacité ou d'initiative. L'association Nour est la seule association dédiée à l'amélioration des conditions de vie sur la ZI. Mais sa réalité derrière l'image qui s'en dégage au premier abord atteste de l'immense difficulté pour un collectif d'émerger dans une zone où la mentalité individuelle guide l'action. En effet, un enquêté adhérent convient lui-même qu'il ne sait pas ce qui se passe dans l'association et qu'il ne s'y investit pas. Il estime qu'il est bon qu'elle existe pour faire entendre la voix des habitants, mais n'a jamais participé à une seule réunion. Seuls les membres du bureau semblent avoir une petite activité, et plus particulièrement l'ancien président et fondateur. C'est lui qui semble être à l'origine des actions menées par l'association. Derrière une apparence de collectif il y a donc en réalité un homme seul.

Le collectif qui a émergé lors de l'AC relative à la spoliation des terres révèle également la profondeur du fonctionnement individuel dans la ZI. Si les habitants de Zabbous et Sidi Salem sont nombreux à avoir participé via l'expression de leur soutien et une légère participation pour engager un avocat, il n'y a pas eu d'organisation collective ni de réunion rassemblant tous les intéressés. A tel point que certains enquêtés ne savent pas ce qu'il en est de l'aboutissement de cette action. Derrière ce qui semblait être une véritable initiative collective en autonomie, il y a donc une action en réalité vide de collectif. Celui-ci était bien présent au moment où l'action a émergé puis s'est évaporé.

On observe également cette difficulté des collectifs formels à avoir une véritable action organisée et stable en observant les GDA sur la ZI. La plupart connaissent des problèmes d'endettement liés souvent à une mauvaise gestion (prélèvement par les membres du GDA de l'argent destiné à entretenir le réseau et à payer la consommation) ou un défaut de paiement de la part des usagers. Il ne s'agit pas d'un cas isolé mais d'un constat systématique sur de nombreux espaces tunisiens. « Par le biais du GDA, les adhérents sont maintenant impliqués dans le développement local » (Samaali, 2021): tel était un des objectifs lors de la création des GDA. Or celui-ci se solde par un échec. Si Samaali attribue cet échec à un ensemble de facteurs socio-administratifs, techniques et financiers, l'adéquation d'initiatives de gestion collective des ressources naturelles que l'Etat tunisien a tenté d'implanter sur son territoire avec le mode de fonctionnement des populations demande à être interrogé.

### 5.1.3 Des causes multiples à la mentalité individuelle

La mentalité individuelle qui régit le fonctionnement de la ZI s'explique en partie par **l'acharnement de l'Etat à détruire les réseaux claniques** amorcé lors du protectorat et poursuivi après l'Indépendance afin de créer une unité nationale forte (Daoud, 2011 ; Picard, 2018). Certains TV sont en partie peuplés par des descendants des tribus nomades qui occupaient auparavant la ZI (PACTE,

2019). Cette rupture des structures traditionnelles marquées par des modes de gestion collectifs et l'arrivée sur la ZI de nombreux migrants ont pu participer à la perte d'une certaine mémoire sociale (Mayunga, 2007) qui participe du capital social et donc de la résilience des communautés. La dislocation des structures traditionnelles fondées sur le collectif a pu entraîner ce fonctionnement très individuel sur la ZI.

D'autres facteurs accroissent ce fonctionnement individuel. Les enquêtés expliquent l'absence d'action collective par **la pauvreté** qui les touche tous. Ils estiment n'avoir rien à apporter aux autres et que les autres ne peuvent pas les aider car ils sont confrontés aux mêmes problèmes. La question de la capacité des plus pauvres à se mobiliser et l'amélioration réelle de leur condition apportée par cette mobilisation est pertinente (Pierru, 2008).

**L'absence de leader** sur la ZI est également un frein à l'émergence d'actions collectives. Les deux enquêtés qui se sont présentés comme des personnes ressource (l'ancien président de Nour et un représentant TV de Kahla) n'ont que peu d'écho auprès des habitants. On peut parler de leaders auto-proclamés mais qui ne regroupent en réalité que très peu de monde derrière eux, voire personne pour le représentant TV. Quant au omda, sa situation à la frontière de l'administration et de la population lui donne une place qui ne lui permet pas de devenir un leader pour la population de la ZI. Il est pourtant celui que tout le monde connaît et en qui les habitants ont confiance. Mais sa mission est avant tout celle d'un serviteur de l'Etat. Amri (2007) parle du « tragique » de l'omda qui « personnalise tout à la fois (la) fidélité aux origines et cette loyauté civique ».

Enfin, **le fonctionnement administratif** semble dans certains cas en partie responsable de l'impossibilité pour l'action collective d'émerger. Les actions pour faire face à la disponibilité des engrais sont individuelles mais souvent très similaires. Le système d'accès à l'ammonitrate<sup>4</sup> est l'exemple par excellence du fonctionnement administratif qui bloque toute initiative collective. En effet l'unique moyen d'obtenir de l'ammonitrate légalement est d'avoir recours à un papier signé et contrôlé par l'administration (CTV) qui donne droit à une certaine quantité d'ammonitrate en fonction des cultures et de la surface déclarée. L'agriculteur ne peut percevoir plus que ce qui est indiqué sur son papier et il a l'obligation de le présenter au fournisseur qui n'a sinon pas le droit de lui vendre de l'ammonitrate. Ce fonctionnement a été mis en place pour lutter contre la fabrication de bombes, l'ammonitrate pouvant en être un ingrédient. Cependant, cette procédure empêche les agriculteurs les plus pauvres de se réunir pour pouvoir acheter ensemble une quantité d'ammonitrate à laquelle ils ne peuvent prétendre seuls.

Si la cause principale de l'absence d'action collective est historique, la pauvreté des enquêtés, l'absence de leaders et le fonctionnement administratif creusent encore le réflexe du recours à l'AI plutôt qu'à l'AC et affaiblissent ainsi la résilience du territoire.

#### 5.1.4 Un fonctionnement individuel mais pas individualiste

Si le fonctionnement de la ZI est bien individuel, il n'en est pas pour autant individualiste. L'entraide existe, au sein des TV ou entre eux, particulièrement sur la question de l'eau. Celle-ci possède un statut particulier dans l'islam. Le Coran précise qu'elle doit être donnée à qui en a besoin. Il s'agit donc de la catégorie de crises pour laquelle il y a le plus d'entraide : au sein d'un même TV, les plus jeunes vont chercher de l'eau pour ceux qui ne peuvent pas le faire, et les TV qui n'ont pas accès à l'eau potable se rendent chez leurs voisins où n'importe qui leur donnera à boire (c'est notamment

---

<sup>4</sup> les ammonitrates, engrais azotés minéraux, sont désignés ainsi par les Tunisiens

le cas des habitants de Borj Adouani qui se rendent à Kahla pour demander de l'eau sans avoir de connaissance particulière là-bas).

On trouve également de véritables lieux de rencontre et de discussions sur les TV. Les hommes se rencontrent tout particulièrement dans les cafés, mais les routes sont aussi des lieux d'échange pour les TV qui ne possèdent pas de café. Il y a donc bien des lieux qui ressortent où des groupes peuvent se réunir.

Enfin, les enquêtés sont nombreux à relater les bonnes relations entre les habitants de leur TV. Ils ne vivent pas sans avoir de relations entre eux mais se retrouvent et discutent.

La ZI est marquée par un fonctionnement individuel qui empêche l'émergence d'actions collectives et donc la participation des habitants à la gouvernance locale. Cette exclusion des habitants des réseaux de décision affaiblit la résilience sur le territoire.

## 5.2 Des habitants actifs face aux crises mais dont les actions spontanées ne sont pas porteuses de transformabilité (Walker *et al.*, 2006)

### 5.2.1 Des actions nombreuses mais spontanées

Les actions mises en place sur la ZI sont nombreuses : 1,42 par crise et par personne. La capacité d'agir des habitants de la ZI de Bizerte n'est donc en rien négligeable. Ils ne subissent pas les crises avec résignation, sans tenter de limiter leur impact. Cependant, ces actions se concentrent surtout sur les crises qui touchent des fonctions vitales. Ainsi, les deux types de crises qui concentrent le plus d'actions sont celles relatives à l'eau et celle de la disponibilité des engrais. En effet, sans eau c'est la survie même des habitants qui est mise en question. Quant à l'ammonitrite, elle garantit la survie économique des agriculteurs, donc leur survie globale. En effet lorsqu'elle n'est pas répandue au moment opportun, les cultures ne poussent pas suffisamment et les agriculteurs sont obligés de les vendre en tant que cultures fourragères, ce qui représente un manque à gagner considérable pour les agriculteurs qui ont investi une partie de leur capital dans l'achat des semences. Cette situation mène souvent à l'endettement et menace donc à terme leur survie, d'où un nombre d'actions conséquent pour faire face à cette situation.

La temporalité des actions révèle qu'elles émergent la plupart du temps sans anticipation, au moment où la crise se déclenche. De plus elles ne sont que très rarement porteuses d'une véritable adaptation. Les actions sur le temps long que l'on pourrait penser plus propices à une réflexion sur l'adaptation aux crises ne comptent en réalité que quelques actions qui y ont recours. L'installation d'un récupérateur d'eau à Ettaref pour faire face aux coupures d'eau potable et la mise en place d'un système de pompage dans la nappe alluviale à Houira sont deux actions pensées sur le long terme. Les actions récurrentes sont quant à elle bien souvent des pétitions qui ne font pas appel à une réflexion sur une adaptation sur le long terme. Enfin, les actions ponctuelles sont par essence éloignées du long terme.

L'aide apportée en temps de crise par les enquêtés ne touche que 33% des crises. Les habitants de la ZI sont donc véritablement guidés par une logique individuelle où chacun essaie de s'en sortir.

### 5.2.2 Les AC, une tentative de lutte contre la centralisation des prises de décision ?

La majorité des AC font appel à l'administration via des pétitions et des manifestations. Le recours à l'autonomie est minoritaire. Les AC sont donc peu porteuses d'une véritable organisation collective des habitants face à un système administratif très centralisé. Elles ne remettent pas en cause le modèle dominant mais s'y rapportent : il n'y a pas de changement dans les relations de pouvoir. De plus, les AC ont un taux d'échec particulièrement élevé.

La difficulté de l'efficacité des AC trouve sûrement son origine dans l'absence de collectifs préexistants à l'action. Ceux-ci se forment de manière spontanée, parfois sur la route suite à une discussion entre plusieurs habitants. Il n'y a pas de véritable organisation, pas de leader, pas de relations sociales fortes à l'origine. Les manifestations sont très rarement prévues en avance. La seule AC pour laquelle un collectif préexistait concerne le prix de l'alimentation des animaux et le GDA d'élevage de cailles de Borj Adouani. Or cette AC a atteint son objectif. L'absence de structures collectives préexistantes et étant à même de prendre en charge une AC a donc sa part de responsabilité dans l'échec des AC. De plus, la plupart des enquêtés sont dans l'incapacité d'expliquer comment a émergé une AC. Ce constat atteste de la formation spontanée des AC qui ne s'appuient pas sur des réseaux collectifs existants.

Enfin, l'étude a permis de constater que les crises qui touchent toute la ZI sont celles qui concentrent le moins d'AC. Elles sont donc particulièrement laissées en dehors de toute réflexion sur la manière de leur faire face alors même que tous les habitants sont concernés.

### 5.2.3 Les AI, des actions d'adaptation à l'échelle individuelle ?

La temporalité des AC témoigne d'une absence de réflexion sur l'adaptation aux crises. Les AI sur le long terme sont peu nombreuses et consistent principalement à aller chercher de l'eau pour ceux qui n'y ont pas accès, à l'exception du récupérateur d'eau installé à Ettaref. Les AI récurrentes sont quant à elles des pétitions et des visites au délégué. On retrouve également dans les AI récurrentes le fait d'aller chercher de l'eau, mais pour faire face à une coupure d'eau potable. Ces AI sont les mêmes à chaque fois que la crise concernée se produit. Il n'y a pas de transformation du comportement des habitants ni d'adaptation. Les AI permettent de faire face à la crise au moment où elle survient mais ne permettent pas de penser la résilience face aux crises. De plus, les moyens mobilisés lors des AI accentuent encore l'absence de réflexion sur le long terme : la vente d'une vache ou l'argent représentent une partie du capital d'un habitant. L'utiliser pour faire face à une crise met donc en péril sur le long terme sa survie. Néanmoins, c'est ce recours au capital qui explique en partie le taux de réussite plus important des AI par rapport aux AC. Mais si la réussite d'une AI entraîne sur le long terme la ruine d'un habitant, on ne peut considérer qu'il s'agit là d'une action qui favorise la résilience.

### 5.2.4 Un recours à l'administration nécessaire dans certains cas, mais un Etat qui n'intervient qu'au cœur de la crise

Si les actions des habitants de la ZI se concentrent avant tout sur la limitation des dégâts immédiats, celle de l'Etat n'est pas différente. Le recours à l'administration s'explique en partie par la nécessité d'une intervention de l'Etat pour faire face à certaines crises et s'y adapter. C'est le cas notamment de l'accès à l'eau potable : seul l'Etat a les moyens de procéder à un forage. Cependant

l'Etat semblent ne pas intervenir en amont, pour prévenir les crises où pour s'y adapter, mais au cœur de celle-ci pour limiter les dégâts immédiats. C'est ainsi qu'on peut comprendre la compensation des cultures ou bien le fait de reloger les habitants inondés de Sidi Salem et Jalta. L'action de l'état fait écho au troisième cas de Woolcock et Narayan (2000). L'Etat est bien un Etat qui dysfonctionne ou est absent.

Les actions mises en place par les habitants alimentent très peu les différentes composantes de la résilience et attestent du faible capital social des habitants de la ZI.

### 5.3 Une ZI qui ne fait pas territoire et est marquée par de profondes inégalités entre les TV : une résilience à l'échelle des TV et non de la ZI

Le point de départ de cette étude était la zone d'intervention de Bizerte constituée dans le cadre du programme PACTE. Or il apparaît que celle-ci ne fait pas vraiment territoire et que l'échelle de la résilience est davantage celle du TV. Le réseau mobilisé lors des crises ne dessine pas le territoire de la ZI mais bien celui de chaque TV.

#### 5.3.1 Des AC initiées à l'échelle du TV

Malgré le nombre important de crises qui touchent plusieurs TV à la fois ou l'ensemble de la ZI, on ne comptabilise qu'une seule action qui réunit des habitants de deux TV différents. Il s'agit de Sidi Salem et Zabbous qui se sont réunis pour faire appel à un avocat afin de contester la spoliation de la terre dont ils sont victimes. L'ensemble des AC restantes est donc mis en œuvre à l'échelle des TV. Ce constat peut amener à questionner la pertinence de la délimitation des TV.

#### 5.3.2 Des inégalités entre les TV

Les inégalités entre les TV n'interviennent pas au niveau de la répartition des crises. Dans l'ensemble, les TV sont touchés par un nombre de crises assez similaire. Cependant, certains TV sont plus vulnérables à certaines crises. La situation géographique peut favoriser les glissements de terrain pour les TV qui se situent sur des territoires en pente par exemple. L'exploitation des ressources peut également engendrer des crises spécifiques. Enfin, les PPI sont les seuls touchés par les questions d'irrigation, et Sidi Salem et Zabbous sont les deux seuls TV affectés par la spoliation des terres. Les différents types de crises ne sont donc pas répartis de façon homogène sur les TV.

Les relations sociales sont partie intégrante de la résilience sociale. Or les TV sont très inégaux dans leurs relations aux autres. La carte des relations inter TV montre bien deux pôles, mais certains TV se situent en dehors. Ettaref et Felta semblent tout particulièrement isolés. On peut supposer qu'ils entretiennent des relations avec d'autres zones à l'extérieur de la ZI. Néanmoins, à l'échelle de celle-ci, ils semblent relativement seuls. Concernant Felta, la route qui relie le TV aux autres TV de la ZI est particulièrement mauvaise et peut expliquer la plus grande difficulté de Felta à avoir des relations avec les autres TV de la ZI. De plus, les relations semblent très inégales dans la mesure où certains TV mentionnent beaucoup les autres mais sont eux-mêmes peu mentionnés. C'est le cas notamment Mjadbia. On peut s'interroger dès lors sur la nature des relations qui unissent les TV. Il en va de même à Msabha, mentionné par plusieurs TV, mais n'étant soi-même relié à aucun autre. Cette dissymétrie



pose question. Boudokhan et Zone de forêt semblent également peu reliés aux autres TV de la ZI. Pour zone de forêt, la difficulté d'accès au TV peut en partie expliquer ce constat, mais on peut aussi penser que ces deux TV ont des relations à l'extérieur de la ZI puisqu'ils possèdent une frontière importante avec l'extérieur.

Enfin, les TV ne bénéficient pas tous de lieux véritablement propices à la discussion. Sidi Salem et Borj Adouani possèdent respectivement un café et des épiceries qui permettent aux habitants de se retrouver pour discuter. Ce sont des lieux privilégiés de rencontre. Cependant les autres TV n'en possèdent pas. La route vient en partie répondre à cette absence de lieu dédié au dialogue, mais celle-ci n'est pas idéale et parfois inutilisable en raison des conditions météorologiques.

### 5.3.3 Des capacités de résilience différentes pour les TV

Les TV sont marqués par une résilience plus ou moins forte face aux crises. Celle-ci repose sur le type d'action, le mode, etc.

Trois TV se détachent des autres : Ettaref, Mjadbia, et Houira. Ce sont certainement ceux dont les actions font le plus appel à la capacité d'adaptation. Il s'agit de trois TV relativement isolés au sein de la ZI. Mjadbia est isolé car la piste est particulièrement mauvaise pour s'y rendre. Houira se situe à l'extrémité de la ZI et n'a de relations qu'avec Ettaref. Ce dernier n'est à l'origine de relations avec aucun TV. Il semble que l'isolement des trois TV aille de pair avec l'autonomie dont ils font preuve dans leurs actions. Les habitants de Mjadbia et Ettaref ont renoncé à demander l'aide de l'Etat.

Les TV sont tous touchés par un exode rural prononcé. Néanmoins des liens persistent entre ceux qui sont partis et leur TV d'origine. Il s'agit principalement de liens affectifs qui n'engendrent pas d'aide pour ceux qui restent.

### 5.3.4 Des réseaux inter TV faibles qui ne dessinent pas de réseau propice à l'accroissement de la résilience à l'échelle de la ZI

Seuls trois TV sont impliqués dans de l'entraide inter TV hors crise. Il s'agit de Kahla, Borj Adounia et Zabbous. Ces TV sont limitrophes et semblent entretenir de bonnes relations. Quant à la perception de problèmes sur d'autres TV, celle-ci est bien présente, mais elle n'aboutit que rarement à une AC. La perception et l'action ne sont pas corrélés.

### 5.3.5 L'entraide au sein des TV : le bonding social capital (Mayunga, 2007)

Le réseau d'entraide au sein des TV repose principalement sur la famille, proche ou étendue. Celle-ci vient surtout du TV et les familles qui sont parties sont peu nombreuses à aider ceux qui sont restés sur le TV. Les amis sont également à l'origine de l'entraide et les voisins aussi. Cependant, on constate que la famille intervient plus hors crise que durant une crise, à l'inverse des voisins par exemple. Les familles étant situées principalement dans le même TV, on rejoint la question de la crise qui écrase tous les habitants qui ne peuvent donc pas s'entraider. L'ensemble des réseaux mentionnés ici relève du bonding social capital. Le réseau social des habitants permet donc de réagir efficacement au moment où la crise se produit. En revanche, il est incompétent sur le long terme.

## 5.4 Réflexion sur des pistes positives et avertissements : la résilience, un processus et non un résultat (Rufat, 2018)

### 5.4.1 De bonnes initiatives à l'échelle individuelle

Si les actions collectives ne répondent pas aux exigences de la résilience, on observe des initiatives intéressantes à l'échelle individuelle pour se débrouiller sans l'Etat.

### 5.4.2 Un GDA qui marche sans l'Etat

Un GDA mérite d'être mentionné dans la mesure où il constitue un cas unique de collectif préexistant à une AC. Ce GDA est composé de plusieurs membres d'une même famille et d'autres personnes n'y appartenant pas. On y trouve des habitants de la ZI (Borj Adouani, Kahla, Sidi Salem), mais également au-delà (Mateur). On y trouve une entraide hors crise importante qui s'exprime par des visites notamment lorsque l'un des membres est malade. Confrontés à l'augmentation des prix de l'alimentation animale et ne pouvant plus faire face, les membres du GDA ont pris collectivement la décision de faire appel à l'administration pour tenter de trouver une solution. L'administration a conseillé de contracter un petit crédit, ce que le GDA a refusé. Les membres ont décidé de vendre leurs cailles au besoin et de développer un élevage moins coûteux. Il y a donc eu appel à l'administration, refus de la solution proposée par elle, et choix d'une autre solution. Le GDA de Borj Adouani atteste du bien meilleur fonctionnement d'une action collective lorsque celle-ci est organisée par un collectif préexistant. Mais comment expliquer la réussite de ce GDA alors que ceux d'eau potable semblent être confrontés à l'échec ? Une explication peut venir de la composition majoritairement féminine du GDA.

### 5.4.3 Creuser la place des femmes

Les femmes semblent avoir un comportement différent de celui des hommes quant aux actions pour faire face aux crises. Tout d'abord, ce sont celles qui en majorité ne veulent pas quitter leur TV. Les femmes d'âge avancé et les jeunes souhaitent majoritairement rester. Elles peuvent donc constituer un appui pour modifier en profondeur les territoires.

### 5.4.4 Le statut des crises liées au climat

Les crises liées au climat sont celles qui concentrent le moins d'action par crise. Il y a là véritablement un sentiment d'impuissance de la part de la population. Pour la sécheresse par exemple, on compte seulement deux AI. Or ce sont ces crises qui sont appelées à s'intensifier avec le changement climatique.

## 6 Conclusion

L'étude des relations sociales mobilisées par les habitants lors des crises permet de mieux comprendre une partie du fonctionnement territorial de la ZI et de voir émerger des actions participant au processus de résilience. Cependant, les actions qui sont apparues au cours des entretiens se sont révélées presque essentiellement individuelles, et les quelques actions collectives soulevées ont pour la plupart fait appel à l'aide de l'administration, avec un taux de succès médiocre. Les TV qui semblent le mieux faire face aux crises sont ceux qui se sont résignés à ne plus compter sur l'aide de l'Etat et mettent en place des actions sur le long terme visant à développer une capacité d'adaptation. Le manque d'action collective peut en partie s'expliquer par deux éléments : d'une part la destruction des liens tribaux ancestraux opérée lors de la colonisation et poursuivie par le pouvoir central après l'Indépendance ; d'autre part le manque de leaders locaux capables de fédérer des habitants. En effet, le représentant local de l'administration déconcentrée, le omda, s'il est bien issu du territoire et bon connaisseur de ses habitants et de ses problèmes, est davantage perçu comme un agent de l'Etat que comme un relais efficace. Le réseau social des habitants s'étend principalement à l'échelle du TV, même si plusieurs membres des familles ou amis des habitants de la ZI ont quitté la zone. Il est fondé sur le bonding social capital (Mayunga, 2007), réseau efficace pour faire face à la crise lorsqu'elle a lieu, mais qui ne permet pas de s'adapter ou de transformer son comportement. La famille, les voisins et les amis sont les relations sociales les plus fortes des habitants de la ZI. L'attachement au territoire est assez fort, mais l'absence de partage des entités aimées ne permet pas d'amorcer des actions collectives afin de préserver les objets de l'attachement qui sont d'ailleurs individuels comme la terre. Si la résilience territoriale semble très faible, quelques exemples d'actions collectives à succès permettent de tracer les contours des conditions de possibilité d'émergence d'une AC. Un collectif préexistant semble fondamental et la présence de femmes qui peuvent prendre des décisions dans celui-ci apparaît comme participant à la résilience.

La réalisation de ce travail s'est confrontée à plusieurs limites. Tout d'abord la barrière de la langue nous a contraint à nous appuyer sur une analyse de contenu, certes riche en résultats, mais qui aurait considérablement gagné à être couplé à une analyse lexicométrique, les termes utilisés par les enquêtés pouvant apporter plus de nuance à notre propos. La méthode elle-même a été choisie au regard du temps relativement court de stage. Or les entretiens n'ont probablement pas pu permettre de voir se déployer l'ensemble des réseaux d'entraide que les enquêtés ne mentionnent pas nécessairement tant ils leur semblent évidents. Dans l'optique de la production d'une méthode réalisable sur l'ensemble des ZI du programme, ce travail mériterait d'habiter dans la ZI, au plus proche des habitants, afin de pouvoir accéder plus facilement au réseau féminin par exemple, mais également de voir les réseaux en action. La maîtrise de la langue serait pour cela nécessaire. De plus, il serait intéressant d'enquêter auprès d'un plus grand nombre de personnes (une cinquantaine) et particulièrement un plus grand nombre de femmes. Si les résultats obtenus dans ce travail sont bien représentatifs, l'augmentation du nombre d'enquêtés permettrait de renforcer certaines interprétations, notamment quant au rôle des femmes. Le choix de se pencher sur les crises et les actions mises en place pour y répondre a permis de dégager des résultats intéressants et s'est donc avéré fructueux.

Enfin, la signification néolibérale que peut prendre la résilience demande qu'on s'y arrête. Dans quelle mesure le regard porté dans ce travail n'y souscrit-il pas, malgré son désir de ne pas adopter cette posture ? C'est une question qui mérite d'être posée, notamment à travers la méthode de recherche. Une méthode top-down ne mène-t-elle pas nécessairement lorsqu'elle aborde la

question de la résilience, à la signification néolibérale de celle-ci qui replace la responsabilité dans les individus plutôt que dans l'Etat ?

Ce travail pourrait être approfondi en allant creuser la question de la disparition des structures tribales et leur responsabilité dans la mentalité individuelle de la ZI. Pour ce faire, une comparaison avec les autres ZI de PACTE pourrait s'avérer particulièrement intéressante, particulièrement avec celles où les réseaux semblent avoir été moins affectés. Enfin, un travail d'évaluation des réseaux créés grâce à l'initiative des CT lancée dans le cadre du programme PACTE, et des actions collectives qui y sont associées, pourrait s'avérer particulièrement intéressant dans les années qui suivront la fin du programme. Ce travail permettrait d'évaluer l'impact indirect des programmes de recherche participative et leur capacité à créer du lien social promoteur d'AC en donnant aux populations des espaces de dialogue véritable.

## 7 Annexes

### 7.1 Grille d'entretien

Questions générales	Questions secondaires
<p><b>1. L'ANCRAGE TERRITORIAL : histoire de l'habitant</b>  <b>Pouvez-vous vous présenter et me présenter votre territoire/douar/exploitation ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- depuis combien de temps vivez-vous ici ? vos parents aussi étaient là ?</li> <li>- où travaillez-vous ? des membres de votre famille travaillent avec vous ? d'autres personnes ?</li> <li>- s'il travaille ailleurs que sur la zone : quand êtes-vous parti ? pourquoi ? revenez-vous souvent ? pourquoi ? vous souhaitez revenir définitivement ? d'autres gens de votre douar sont partis ? pourquoi ?</li> <li>- pour les agriculteurs : vous vendez votre production ici ou vous prenez la voiture pour aller ailleurs ?</li> <li>- possédez-vous ou louez-vous un logement dans un autre endroit ? des terres dans un autre endroit ?</li> <li>- vous avez beaucoup de famille dans le douar ? dans des douars à proximité ? dans la zone (municipalité, gouvernorat) ? vous avez de la famille dans d'autres villes ? dans un autre pays ?</li> <li>- vous faites partie d'un GDA ?</li> </ul>	
<p><b>2. QUELLE REACTION FACE A LA CRISE : Pouvez-vous me raconter ce qui s'est passé en 2016 lorsque l'eau d'irrigation a été coupée à cause des restrictions de l'Etat ?</b></p>	
<p><b>Individuel</b>  → Comment avez-vous été affecté par cette crise ?</p> <p>→ A quels problèmes avez-vous dû faire face ?</p> <p>→ Comment avez-vous tenté de résoudre ou de contourner le problème ? (<i>pour chaque problème mentionné</i>)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- problèmes financiers : est-ce que cette crise vous a fait perdre beaucoup d'argent ? Vous vous êtes retrouvé endetté ?</li> <li>- problèmes physiques et infrastructures : destruction récolte, route bloquée, logement</li> </ul>
<p><b>Collectif</b>  → Avez-vous été aidé pour faire face aux problèmes que vous avez mentionnés ?</p> <p>→ Beaucoup de gens ont été touchés par cette crise et ont eu les mêmes problèmes que vous ? Donner des limites spatiales (<i>douar, plusieurs douars, tout le monde dans le douar, etc.</i>)</p> <p>→ Est-ce que vous avez cherché des solutions ensemble ? Lesquelles ? Avez-vous inclus d'autres gens à votre discussion et à vos idées ? Est-ce que vos discussions ont donné lieu à une action ? Individuelle ou collective ?</p> <p>→ Y a-t-il eu des réunions au sein de votre douar pour tenter de faire face à la crise ensemble ? Des réunions à une autre échelle ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- si oui : comment ? Par qui (famille, voisin, ami, autre) ? Quelqu'un qui avait le même problème ? Est-ce vous qui avez demandé de l'aide ou bien on vous l'a proposée ?</li> <li>- vous en avez parlé avec eux ? avec qui précisément (voisin, ami, famille, etc.) ? à quelle occasion (discussion informelle entre voisins, réunion) ? où (souk, café) ?</li> <li>- si non : il s'agissait de partager votre impuissance face à la crise ?</li> <li>- Si oui : comment se sont passées les discussions ? Des personnes d'autres douars y ont participé ? Quelqu'un menait les discussions ?</li> <li>- Avez-vous reparlé avec d'autres des problèmes que la crise vous a posés et du moyen d'y faire face dans l'avenir depuis qu'elle est terminée ?</li> </ul>
<p><b>Le rapport à l'administration</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préciser quelle aide et qui</li> </ul>

<p>→ Pour vous, l'aide lors de la crise doit venir de l'Etat ? Pourquoi ?</p> <p>→ Vous avez parlé avec quelqu'un de l'administration (municipalité, gouvernorat) des problèmes auxquels vous faisiez face à ce moment-là ?</p> <p>→ Vous étiez un porte-parole pour d'autre personne ou vous n'avez parlé que de votre cas à vous ?</p> <p>→ Est-ce qu'il y a eu des manifestations ou des pétitions ? A l'initiative de qui ?</p>	<p>- A qui ? Comment le connaissiez-vous ?</p>
<p><b>3. ADAPTATION ET ATTACHEMENT</b> Pourquoi êtes-vous resté malgré cette crise et les problèmes qu'elle a engendré pour vous ?</p>	
<p>→ Si des crises similaires se reproduisent de plus en plus souvent, partirez-vous ? Pour aller où ? Vous vendrez vos terres ?</p> <p>→ Qu'avez-vous mis en place suite à cette crise pour ne pas vous retrouver dans la même situation si cela arrive à nouveau ? D'autres ont fait comme vous ? Vous avez décidé ensemble ou ils ont pris exemple sur vous ?</p>	<p>- Des gens que vous connaissez sont-ils déjà partis à cause de cette crise ?</p>
<p>→ A quoi êtes-vous attaché sur la ZI ? Partagez-vous cet attachement avec d'autres ? Si oui, à quelles occasions ?</p> <p>→ Souhaiteriez-vous quitter votre TV ? Pourquoi ?</p>	

## 7.2 La grille d'analyse thématique de contenu

### **Crise :**

- Crise identifiée :
  - Date
  - Type : spoliation des terres, accès à l'eau potable, coupure d'eau potable, accès à l'eau d'irrigation, glissement de terrain, inondation, sécheresse, prix de l'alimentation des animaux, disponibilité des engrais, source bouchée, incendie, coupure d'électricité
  - Zones touchées autre que le territoire de l'enquêté
  - Durée : ponctuel, long terme, récurrent
  - Mention de problèmes immédiats : mention de problèmes concernant le collectif/d'autres personnes, mentions de problèmes individuels concernant directement l'enquêté
- Action collective pour sortir de la crise :
  - Date, durée, action, objectif
  - Type de recours : autonomie de la population, recours à l'administration
  - Initiateurs de l'AC :
    - amis, enquêté, même douar, voisins, membres GDA
    - âge
  - Personnes citées explicitement ayant apporté leur soutien à l'action
  - Devenir du collectif : abandon progressif, une occurrence, actif
  - Objectif atteint
  - Conséquences indirectes de l'action
- Action individuelle pour sortir de la crise :
  - Date, durée, action objectif
  - Type de recours : autonomie de la population, recours à l'administration
  - Qui : Enquêté, personne seule, habitants
  - Moyens concrets mobilisés : argent, bétail, transport privé, pétition, savoir
  - Objectif atteint
- Aide apportée à d'autres :
  - Qui : enquêté, habitants TV, voisins, Fathi
  - Initiateur : habitants, voisins, famille
  - Transaction : argent, échange main d'œuvre, gratuite, prêt
- Acteur institutionnel pour sortir de la crise

### **Ancrage et contexte :**

- Famille et profession
- Réseau d'entraide hors crise :
  - qui : amis, famille proche, famille étendue, voisins, administration, GDA, GDA de Teskreia, association Nour
  - moyen de connaissance : douar, GDA, réunion, TV à proximité
  - moyen : accord avec le GDA, argent, visite, travail, papiers administratifs, voiture
  - transaction : argent, échange main d'œuvre, gratuite, prêt
  - évènement : endettement, maladie, mariage, récupérer de l'ammonitre, récolte



- Aide apportée :
  - type
  - moyen : argent, eau, influence dans l'administration, nourriture, relations avec le marie, savoir
  - à qui : famille, habitants autre TV, habitants du même TV, voisins
  - transaction
- Personnes ressources : Mohammed, Fathi, Omda
- Opinion sur le rôle de l'Etat : responsabilité de l'Etat dans les crises, attente de l'aide de l'Etat, ne compte plus sur l'Etat
- Obstacle à l'action collective : conception individuelle, tous écrasés
- Lieux de discussion : café, souk, réunion, route

### **Attachement :**

- Personnes qui ont quitté le douar :
  - Quantité
  - Où : Ghezela, Tunis, Bizerte, Mateur, Menzel
  - Âge : jeunes, familles
  - Lien de parenté : famille proche (parents, frères et sœurs), famille étendue (oncles, cousins), amis
  - Raisons : conditions de vie, mariage, crise spécifique, travail, école trop loin, transport
  - Lien avec le lieu d'origine :
    - visite famille fêtes mariage
    - pas de réinstallation
    - vente des terres
    - réinstallation
    - migration journalière
    - retour périodique pour culture
    - location terres
    - exploitation terres par famille
    - aide famille
  - obstacle au départ : argent
- Enquête : désir de partir/rester
- Objet de l'attachement : agriculture, racines, animaux, terres, atmosphère rural, aucun, famille, maison, paysage, projet d'élevage

## 8 Bibliographie

- ABDALLAH Hédi, « Mutations socioéconomiques et évolution des conditions de vie paysannes dans la Dorsale centrale (Tunisie) », *Geo-Eco-Trop*, 2020, p. 18.
- ADGER W., « Social Capital, Collective Action, and Adaptation to Climate Change », *Ecol. Econ.*, vol. 79, 1<sup>er</sup> octobre 2003, p. 384-404.
- ADGER W., Jon BARNETT, Katrina BROWN, Nadine MARSHALL et Karen O'BRIEN, « Cultural Dimensions of Climate Change Impacts and Adaptation », *Nature Climate Change*, vol. 3, 1<sup>er</sup> février 2013, p. 112-117.
- ADGER W. Neil, « Social and ecological resilience: are they related? », *Progress in Human Geography*, vol. 24, n° 3, SAGE, 1<sup>er</sup> septembre 2000, p. 347-364.
- ALDRICH Daniel P. et Michelle A. MEYER, « Social Capital and Community Resilience », *American Behavioral Scientist*, vol. 59, n° 2, SAGE, 1<sup>er</sup> février 2015, p. 254-269.
- AMRI Laroussi, « Le Omda aujourd'hui ou le notable modélisé. Développement et changement social », dans *Les changements sociaux en Tunisie. 1950-2000*, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2007.
- ANGEON Valérie, Patrick CARON et Sylvie LARDON, « Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Dossier 7, Réseau « Développement durable et territoires fragiles », 10 mai 2006 (DOI : [10.4000/developpementdurable.2851](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.2851) consulté le 29 août 2022).
- ARCHAMBAUD Lise et Benoît LALLAU, « L'impossible résilience ? », *Revue Projet*, vol. 379, n° 6, C.E.R.A.S, 2020, p. 25-28.
- AZIZI Amal, Sylvie MORARDET, Marielle MONTGINOUL et Jean-Louis FUSILLIER, « Performances de la gestion collective de l'irrigation et dynamique d'expansion des forages privés dans la plaine de Kairouan », Paris, INRAE, SFER, CIRAD, 2016, p. 25 (en ligne : <https://agritrop.cirad.fr/599653/> ; consulté le 28 août 2022).
- BARROCA Bruno, Maryline DINARDO et Irène MBOUMOUA, « De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? », *EchoGéo*, n° 24, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586), 10 juin 2013 (DOI : [10.4000/echogeo.13439](https://doi.org/10.4000/echogeo.13439) consulté le 29 août 2022).
- BEBBINGTON Anthony, « Capitals and Capabilities: A Framework for Analyzing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty », *World Development*, vol. 27, n° 12, 1<sup>er</sup> décembre 1999, p. 2021-2044.
- BEGGS John J., Valerie A. HAINES et Jeanne S. HURLBERT, « Situational Contingencies Surrounding the Receipt of Informal Support\* », *Social Forces*, vol. 75, n° 1, 1<sup>er</sup> septembre 1996, p. 201-222.
- BELHAJ RHOUMA A et Z AHMED, *Les sociétés mutuelles de services agricoles (SMSA) en Tunisie: cadre juridique et partenariat Public-SMSA*, CIHEAM-IAMM, 2018.
- BEN SALAH Hafedh et Gérard MARCOU, *Décentralisation et démocratie en Tunisie*, Centre de recherches administratives et Laboratoire de science administrative (éd.), Paris, France, L'Harmattan, 1999.
- BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 31, n° 1, Persée - Portail des revues scientifiques en SHS, 1980, p. 2-3.
- BOURDIEU Pierre, « The Forms of Capital », 1986, p. 15.
- BUCHHEIT Pauline, Patrick D'AQUINO et Olivier DUCOURTIEUX, « Cadres théoriques mobilisant les concepts de résilience et de vulnérabilité », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 16 Numéro 1, Les éditions en environnements Vertigo, 19 avril 2016 (DOI : [10.4000/vertigo.17131](https://doi.org/10.4000/vertigo.17131) consulté le 29 août 2022).

- COMBESSIE Jean-Claude, « II. L'entretien semi-directif », Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2007, vol. 5e éd., p. 24-32.
- DA CUNHA Charlotte, Steve PLANTE et L. VASSEUR, « Le suivi de la résilience de communautés côtières comme moyen d'évaluation des effets de la recherche action participative », 2011.
- DAOUD Abdelkarim, « La révolution tunisienne de janvier 2011 : une lecture par les déséquilibres du territoire », *EchoGéo*, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586), 23 septembre 2011 (DOI : [10.4000/echogeo.12612](https://doi.org/10.4000/echogeo.12612) consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2022).
- DAUPHINE André et Damienne PROVITOLLO, « La résilience : un concept pour la gestion des risques », *Annales de géographie*, n° 654, 2007, p. 115.
- DAUPHINE André et Damienne PROVITOLLO, « Les catastrophes et la théorie des systèmes auto-organisés critiques », Éditions du Temps, 2003, 256 p.
- ELLOUMI Mohamed, « Les terres domaniales en Tunisie », *Études rurales*, n° 192, EHESS, 25 février 2013, p. 43-60.
- EVANS Peter, « Government action, social capital and development: Reviewing the evidence on synergy », *World Development*, vol. 24, n° 6, juin 1996, p. 1119-1132.
- FALKNER Robert et Barry BUZAN, « The emergence of environmental stewardship as a primary institution of global international society », *European Journal of International Relations*, vol. 25, n° 1, SAGE, 1<sup>er</sup> mars 2019, p. 131-155.
- FELLI Romain, « Adaptation et résilience : critique de la nouvelle éthique de la politique environnementale internationale », *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, vol. 16, n° 1, Éditions Nota bene, 15 mai 2014 (DOI : [10.4000/ethiquepublique.1371](https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1371) consulté le 29 août 2022).
- GUNDERSON L., « Panarchy », dans Brian Fath (éd.), *Encyclopedia of Ecology (Second Edition)*, Oxford, Elsevier, 2008, p. 612-616.
- HOME III John F. et John E. ORR, « Assessing behaviors that create resilient organizations », *Employment Relations Today*, vol. 24, n° 4, 1997, p. 29-39.
- HOWLETT Michael et Sarah GIEST, « Policy Cycle », *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, 31 décembre 2015 (DOI : [10.1016/B978-0-08-097086-8.75031-8](https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.75031-8)).
- HURLBERT Jeanne S., Valerie A. HAINES et John J. BEGGS, « Core Networks and Tie Activation: What Kinds of Routine Networks Allocate Resources in Nonroutine Situations? », *American Sociological Review*, vol. 65, n° 4, [American Sociological Association, Sage Publications, Inc.], 2000, p. 598-618.
- LALLAU Benoît, « La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? », 2011, p. 18.
- LALLAU Benoît et Ariane RICHARDOT, « Développement : repolitiser la notion de résilience », *Revue Projet*, vol. 371, n° 4, C.E.R.A.S, 2019, p. 74-78.
- LARDON Sylvie, Eduardo CHIA et Hélène REY-VALETTE, « Introduction : Dispositifs et outils de gouvernance territoriale », *Noréis. Environnement, aménagement, société*, n° 209, Presses universitaires de Rennes, 15 décembre 2008, p. 7-13.
- LIDSKOG Rolf et Daniel SJÖDIN, « Unintended Consequences and Risk(y) Thinking: The Shaping of Consequences and Responsibilities in Relation to Environmental Disasters », *Sustainability*, vol. 10, 16 août 2018, p. 2906.
- LOW Setha M. et Irwin ALTMAN, « Place Attachment », dans Irwin Altman et Setha M. Low (éd.), *Place Attachment*, Boston, coll. « Human Behavior and Environment », 1992, p. 1-12.
- MALLAK Larry, « Measuring Resilience in Health Care Provider Organizations », *Health manpower management*, vol. 24, 1<sup>er</sup> février 1998, p. 148-152.

- MAYUNGA Joseph, « Understanding and applying the concept of community disaster resilience: A capital-based approach », *Summer Academy for Social Vulnerability and Resilience Building*, 1<sup>er</sup> janvier 2007, p. 1-16.
- MOREL JOURNAL Christelle, Georges GAY et Cécile FERRIEUX, « La résilience territoriale comme principe et comme volonté Réflexions à partir de la question de la pollution des sols dans des territoires (dés) industrialisés. », *VertigO : La Revue Électronique en Sciences de l'Environnement*, VertigO, 2018 (DOI : [10.4000/vertigo.19172](https://doi.org/10.4000/vertigo.19172) consulté le 29 août 2022).
- OSTROM Elinor, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Political Economy of Institutions and Decisions », 1990.
- PACTE, *Diagnostic territorial de la zone de Bizerte*, CRDA, CIRAD, 2020.
- PACTE, *Diagnostic territorial, participatif et systémique. Zone d'intervention de Bizerte*, CRDA, CIRAD, 2020.
- PACTE, *Diagnostic territorial, participatif et systémique. Zone d'intervention de Bizerte. Les territoires de vie « Maljae-grande ferme »*, CRDA, CIRAD, 2019.
- PATON Douglas, Leigh SMITH et John VIOLANTI, « Disaster response: risk, vulnerability and resilience », *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, vol. 9, n° 3, MCB UP Ltd, 1<sup>er</sup> janvier 2000, p. 173-180.
- PELLING Mark, « Participation, social capital and vulnerability to urban flooding in Guyana », *Journal of International Development*, vol. 10, n° 4, 1998, p. 469-486.
- PICARD Marion, *La réforme de la décentralisation en Tunisie : entre espoir et incertitudes*, Mémoire de master en Science politique, Sciences Po Grenoble, 2018. Sous la direction de Claire Marynowar et Jamil Sayah.
- PIERRU Emmanuel, « Les pauvres, des acteurs de la lutte contre la pauvreté ? », *Regards croisés sur l'économie*, vol. 4, n° 2, La Découverte, 2008, p. 215-222.
- PROULX Andréanne Gélinas et Éric DIONNE, « Blanchet, A., & Gotman, A. (2007). Série « L'enquête et ses méthodes » : L'entretien (2e éd. refondue). Paris : Armand Colin. Blanchet, A., & Gotman, A. (2007). Série « L'enquête et ses méthodes » : L'entretien (2e éd. refondue). Paris : Armand Colin. », *Mesure et évaluation en éducation*, vol. 33, n° 2, 2010 (DOI : [10.7202/1024898ar](https://doi.org/10.7202/1024898ar) consulté le 30 août 2022).
- QUINN Tara, W. Neil ADGER, Catherine BUTLER et Kate WALKER-SPRINGETT, « Community Resilience and Well-Being: An Exploration of Relationality and Belonging after Disasters », *Annals of the American Association of Geographers*, vol. 111, n° 2, Taylor & Francis, 23 février 2021, p. 577-590.
- RAUFFLET Emmanuel, « Berkes, F., and C. Folke, editors. 1998. Linking Social and Ecological Systems: Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience. Cambridge University Press, New York. », *Ecology and Society*, vol. 4, 1<sup>er</sup> décembre 2000, p. XIX-XX.
- RIPOLL Fabrice et Vincent VESCHAMBRE, « Introduction », *Norois. Environnement, aménagement, société*, n° 195, Presses universitaires de Rennes, 1<sup>er</sup> juin 2005, p. 7-15.
- RUFAT Samuel, « Estimations de la résilience des territoires, sociétés, villes », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 30, Les éditions en environnements VertigO, 15 mai 2018 (DOI : [10.4000/vertigo.19223](https://doi.org/10.4000/vertigo.19223) consulté le 29 août 2022).
- SAMAALI Hamouda, « Une alternative cartographique pour l'évaluation des performances de la gestion collective de l'irrigation: le cas des GDA du gouvernorat de la Manouba (Nord-Est de la Tunisie) », *Geo-Eco-Trop*, vol. 4, n° 45, 2021, p. 18.

- SEBASTIEN Léa, « L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? Étude de cinq territoires ruraux », *Norois*, vol. 238-239, n° 1-2, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 23-41.
- SZRETER Simon et Michael WOOLCOCK, « Health by association? Social capital, social theory, and the political economy of public health », *International Journal of Epidemiology*, vol. 33, n° 4, août 2004, p. 650-667.
- VILLAR Clara, « LA RESILIENCE, UN OUTIL POUR LES TERRITOIRES ? », 2014, p. 8.
- WALKER Brian H., John M. ANDERIES, Ann P. KINZIG et Paul RYAN, « Exploring Resilience in Social-Ecological Systems Through Comparative Studies and Theory Development: Introduction to the Special Issue », *Ecology and Society*, vol. 11, n° 1, Resilience Alliance Inc., 2006 (en ligne : <https://www.jstor.org/stable/26267774> ; consulté le 29 août 2022).
- WALKER Brian, C.S HOLLING, Stephen CARPENTER et Ann KINZIG, « Resilience, Adaptability and Transformability in Social-Ecological Systems », *Ecol. Soc.*, vol. 9, 30 novembre 2003 (DOI : [10.5751/ES-00650-090205](https://doi.org/10.5751/ES-00650-090205)).
- WELSH Marc, « Resilience and responsibility: governing uncertainty in a complex world », *The Geographical Journal*, vol. 180, n° 1, 2014, p. 15-26.
- WILSON Geoff A., Claire L. KELLY, Helen BRIASSOULIS, Agostino FERRARA, Gianni QUARANTA, Rosanna SALVIA, Vassilis DETSIS, Michiel CURFS, Artemio CERDA, Ahmed EL-AICH, Honghu LIU, Costas KOSMAS, Concepción L. ALADOS, Anton IMESON, Ruta LANDGREBE-TRINKUNAITE, Luca SALVATI, Sandra NAUMANN, Hu DANWEN, Theodoros IOSIFIDES, Thanassis KIZOS, Giuseppe MANCINO, Angelo NOLÈ, Min JIANG et Pingcang ZHANG, « Social Memory and the Resilience of Communities Affected by Land Degradation », *Land Degradation & Development*, vol. 28, n° 2, 2017, p. 383-400.
- WOOLCOCK Michael et Deeta NARAYAN, « Social Capital: Implications for Development Theory, Research, and Policy », *World Bank Research Observer*, vol. 15, 1<sup>er</sup> février 2000, p. 225-249.

## Table des figures

Figure 1 - La ZI de Bizerte, à environ 50 km de Bizerte et 10 km de Ghezela. D'après Google maps... 11	11
Figure 2 – Le découpage du programme PACTE : UTH et TV de la ZI de Bizerte ..... 12	12
Figure 3 – Les 14 TV de la zone PACTE : des paysages très contrastés et aux ressources naturelles variées ..... 13	13
Figure 4 - Sidi Salem et sa grande ferme. Les maisons (à gauche) construites par l'Etat pour lutter contre les gourbis et loger les ouvriers des grandes fermes (à droite) qui exploitent les terres. Image satellite extraite d'Apple Plan, non datée ..... 14	14
Figure 5 - Une maison dans le "refuge" de Zabbous. Construites par l'Etat, elles sont aujourd'hui en très mauvais état. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019 ..... 14	14
Figure 6 - Élevage bovin à Felta, sur les terres marécageuses des rives du lac Ichkeul. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019 ..... 16	16
Figure 7 - Infrastructure du PPI d'Etaref. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019..... 17	17
Figure 8 - Vue sur le PPI d'Etaref, aux abords du lac Ichkeul. Une plaine fertile où se croisent céréaliculture, cultures maraîchères et fourragères. Photo issue du travail de diagnostic du programme PACTE, 2019 ..... 17	17
Figure 9 - Erosion à Mouaïssia. Photographie prise en avril 2022, journée terrain, Claire Dabas..... 18	18
Figure 10 - Oliviers, cultures fourragères et céréaliculture : Mjadbia, un territoire riche en ressources naturelles..... 20	20
Figure 11 - Un paysage montagneux et forestier. Photographie prise en mai 2022, journée terrain, Claire Dabas..... 20	20
Figure 12 - Les 8 capacités à l'œuvre dans la résilience (d'après Da Cunha et al., 2011) ..... 22	22
Figure 13 – Santé de l'Etat et niveau de bridging social capital, quelles relations ? (Woolcock et Naryan, 2000) ..... 24	24
Figure 14 - Un accès difficile aux femmes ..... 31	31
Figure 15 - Des entretiens relativement bien répartis sur les TV ..... 31	31
Figure 16 - Des crises réparties en 4 sous-groupes qui affectent plus ou moins la ZI ..... 37	37
Figure 17 - Une majorité de crises datant d'il y a plus de dix ans ..... 38	38
Figure 18 - Un nombre d'actions par crise qui permet de les diviser en quatre catégories ..... 39	39
Figure 19 – Action individuelle et action collective, deux logiques qui s'opposent..... 40	40
Figure 20 - Recours à l'administration ou à l'autonomie en fonction des crises : une répartition très inégale ..... 41	41
Figure 21 - Répartition des actions collectives en fonction du type de crises ..... 41	41
Figure 22 - Des actions collectives qui ont majoritairement recours à l'administration ..... 42	42
Figure 23 – Actions collectives autonomes ou en direction de l'administration en fonction des crises ..... 43	43
Figure 24 - Temporalité des crises et types de recours des actions collectives..... 43	43
Figure 25 - Des actions collectives surtout ponctuelles ..... 44	44

Figure 26 - Origine des actions collectives .....	45
Figure 27 – Actions collectives : un recours à l'administration qui se solde par l'échec .....	46
Figure 28 - Répartition des actions individuelles en fonction des types de crises.....	46
Figure 29 - Des actions individuelles où prime l'autonomie .....	47
Figure 30 - Un très faible recours à l'administration pour les actions individuelles qui ne concernent que trois types de crises.....	47
Figure 31 - Temporalité des actions individuelles.....	48
Figure 32 - Qui met en œuvre les actions individuelles ? .....	49
Figure 33 - Les initiateurs des AI par type de crises .....	49
Figure 34 - Des objectifs atteints pour la moitié des actions individuelles .....	50
Figure 35 - Les enquêtés membres du CT sont à l'origine d'une aide plus nombreuse lors des crises	51
Figure 36 - L'aide apportée par les enquêtés en fonction des crises.....	51
Figure 37 - Pourcentage des crises mentionnées par TV en fonction du nombre d'entretiens .....	52
Figure 38 - Nombre de TV touchés pour chaque type de crises .....	53
Figure 39 - Répartition des crises en fonction des TV.....	54
Figure 40 - La perception des problèmes engendrés par les crises en fonction des TV .....	55
Figure 41 - Corrélation à l'échelle des TV entre la perception d'un problème commun et la mise en place d'une action collective .....	56
Figure 42 - Nombre d'actions par TV et répartition AC/AI.....	57
Figure 43 - Autonomie et recours à l'administration dans les TV .....	57
Figure 44 - Autonomie ou recours à l'administration des actions collectives en fonction du TV.....	58
Figure 45 - Des actions collectives qui se soldent la plupart du temps par des échecs.....	59
Figure 46 - Répartition des actions individuelles et collectives en fonction des TV .....	59
Figure 47 - Recours à l'autonomie ou à l'administration pour les AI en fonction des TV .....	60
Figure 48 - Les initiateurs des actions individuelles .....	61
Figure 49 - Les réseaux d'entraide hors crise .....	63
Figure 50 - Origine des réseaux hors crise .....	63
Figure 51 - Répartition de l'entraide sur la ZI en fonction des TV.....	65
Figure 52 - Différents types d'aides en fonction des TV.....	65
Figure 53 - Le café de Sidi Salem, sur la route de Ghezela, un lieu de rencontre pour les habitants de Sidi Salem, Zabbous et Kahla. En haut : photographie prise dans le cadre du travail de diagnostic de PACTE ; carte Google maps. En bas : photographie issue de Google.....	67
Figure 54 - Les relations entre les habitants au sein des TV .....	68
Figure 55 - Les enquêtés entre attente d'une aide de l'Etat et décision de ne plus compter dessus ..	69
Figure 56 - Les obstacles à l'action collective.....	70
Figure 57 - Les causes du départ des habitants pour les villes .....	71
Figure 58 - Des habitants qui partent vers les villes.....	71



Figure 59 - Les liens que les anciens habitants conservent avec la ZI.....	72
Figure 60 - Les enquêtés face au désir de quitter leur TV.....	73
Figure 61 - Appartenir à un collectif formel et désir de rester .....	74
Figure 62 - Sexe, âge et désir de rester sur son TV .....	74
Figure 63 - Les objets de l'attachement au TV mentionnés par les enquêtés .....	75
Figure 64 - Les réseaux inter TV : deux pôles sur la ZI et des TV laissés à l'écart .....	76

## Liste des tables

Tableau 1 –Présentation des acteurs interrogés (n = 30). .....	32
Tableau 2 - Construction de la grille d'entretien.....	33
Tableau 3 - L'entraide par crise en fonction des TV .....	61
Tableau 4 - Différents types d'aides en fonction du réseau.....	64
Tableau 5 - L'entraide hors crise en fonction des TV .....	66

## Liste des acronymes

AC : Action Collective

AEP : Adduction en Eau Potable

AI : Action Individuelle

CRDA : Commissariat Régional au Développement Agricole

CT : Comité de Territoire

CTV : Centre Technique de Vulgarisation

DGACTA : Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles

GDA : Groupement de Développement Agricole

INAT : Institut National Agronomique de Tunisie

INRGREF : Institut National de Recherche en Génie Rural et Eaux et Forêts

PPI : Périmètre de Parcelles Irriguées

SMSA : Société Mutuelle de Service agricole

SMVDA : Société de Mise en Valeur et de Développement Agricole

TV : Territoire de Vie

UCP : Unité Coopérative de Production

UTH : Unité Territoriale Homogène

ZI : Zone d'Intervention

## Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	<b>4</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>6</b>
<b>1 Introduction</b> .....	<b>9</b>
<b>2 Etat de l'art</b> .....	<b>11</b>
<b>2.1 La Zone d'intervention de Bizerte (ZI)</b> .....	<b>11</b>
2.1.1 Deux approches du territoire différentes : découpage administratif de l'Etat et découpage selon le vécu des habitants du programme PACTE.....	11
2.1.2 Description physique, réalités socio-économiques et héritages coloniaux : un territoire rural vulnérable et diversifié où l'exploitation des ressources naturelles est essentielle .....	13
2.1.2.1 Sidi Salem et Zabbous : des terres riches mais des habitants pauvres suite à la spoliation des terres	14
2.1.2.2 Felta, un territoire dont les ressources dépendent de la proximité du lac Ichkeul .....	15
2.1.2.3 Kahla, Ettaref et Houira : la richesse des terres des PPI .....	16
2.1.2.4 Mouaïssia et Hammem, des territoires d'élevage pauvres enclavés en zone de montagne et soumis à une forte érosion.....	17
2.1.2.5 Le TV Zone de forêt, un territoire d'élevage enclavé marqué par le chômage et l'exode des jeunes	18
2.1.2.6 Mjadbia : un TV aux ressources abondantes mais enclavé .....	19
2.1.2.7 Borj Adouani, Msabha, Boudokhan : l'UTH Zone de piémont .....	21
<b>2.2 La résilience, une notion qui interroge la capacité des populations à se remettre d'un choc</b>	<b>21</b>
2.2.1 La résilience, évolution d'un concept polysémique : la résilience des socio-écosystèmes comme cadre de pensée .....	21
2.2.2 La résilience sociale comme clef de lecture .....	22
2.2.3 L'émergence d'une dynamique collective au service de la résilience.....	24
2.2.4 La résilience territoriale : un concept français qui s'appuie sur l'action collective.....	25
2.2.5 <i>Sense of place</i> et résilience : les attachements, vecteurs de mobilisation collective ?.....	25
2.2.5.1 Des difficultés à mesurer la résilience .....	26
2.2.6 Une résilience forte ou une résilience faible ?.....	26
2.2.7 Critique de la résilience : un concept néolibéral qui place la responsabilité sur les populations .	27
<b>2.3 Problématique et hypothèses</b> .....	<b>27</b>
<b>3 Méthodologie</b> .....	<b>29</b>
<b>3.1 Le choix du terrain</b> .....	<b>29</b>
<b>3.2 Le choix des crises comme évènement permettant d'interroger la résilience</b> .....	<b>29</b>
<b>3.3 Une enquête par entretiens à l'épreuve de la barrière de la langue</b> .....	<b>29</b>
3.3.1 L'entretien semi-directif.....	29
3.3.2 La population des enquêtés .....	30
3.3.3 La grille d'entretien .....	33
<b>3.4 Les traitements</b> .....	<b>34</b>
3.4.1 Les traitements des entretiens : analyse de contenu .....	34
3.4.1.1 Constitution de la grille d'analyse.....	34
3.4.2 Constitution d'une carte des réseaux inter TV.....	35
3.4.3 Réalisation d'une frise des crises .....	35
<b>4 Résultats</b> .....	<b>36</b>
<b>4.1 La frise des crises : un aperçu global des crises de la ZI</b> .....	<b>36</b>
<b>4.2 Le corpus d'entretiens et l'analyse de contenu</b> .....	<b>38</b>

4.2.1	Les crises .....	38
4.2.1.1	Réseau social et crise à l'échelle de la ZI .....	38
4.2.1.1.1	Perception des problèmes communs ou individuels .....	38
4.2.1.1.2	Temporalité des crises : une majorité de crises récurrentes qui touchent des domaines essentiels (eau, engrais).....	38
4.2.1.1.3	Crises et actions mises en œuvre pour y faire face .....	39
4.2.1.1.3.1	Des actions nombreuses tournées vers la sphère individuelle .....	39
4.2.1.1.3.2	Des actions principalement réalisées en autonomie, sans faire appel à l'administration .....	40
4.2.1.1.3.3	Des actions collectives (AC) minoritaires sur la ZI .....	41
4.2.1.1.3.3.1	Un recours massif à l'administration pour les actions collectives (AC) .....	42
4.2.1.1.3.3.2	Temporalité des crises et action collective (AC) : des crises récurrentes qui concentrent l'action collective .....	43
4.2.1.1.3.3.3	Temporalité des actions collectives (AC) : une majorité d'AC ponctuelles .....	44
4.2.1.1.3.3.4	Des actions collectives (AC) majoritairement initiées par les habitants d'un même TV .....	45
4.2.1.1.3.3.5	Aboutissement : des actions collectives qui se soldent souvent par un échec .....	45
4.2.1.1.3.4	Un territoire dominé par les actions individuelles (AI) pour faire face aux crises... ..	46
4.2.1.1.3.4.1	Des actions individuelles où prime l'autonomie.....	47
4.2.1.1.3.4.2	Temporalité des actions individuelles (AI) : des AI sur le long terme pour s'adapter au manque d'eau, une majorité d'actions récurrentes.....	48
4.2.1.1.3.4.3	Qui met en œuvre les actions individuelles ? .....	48
4.2.1.1.3.4.4	Les moyens mobilisés dans les AI .....	49
4.2.1.1.3.4.5	Quelle réussite des actions individuelles ? .....	50
4.2.1.1.4	L'aide apportée en temps de crise.....	50
4.2.1.2	Réseau social et crise à l'échelle des TV .....	52
4.2.1.2.1	Quelles crises pour quels TV ? .....	52
4.2.1.2.2	La perception des problèmes engendrés par les crises : individuels ou communs à tous ? .....	55
4.2.1.2.3	Crises et actions mises en œuvre pour y faire face .....	56
4.2.1.2.3.1	Recours à l'autonomie et l'administration : des actions en autonomie qui dominent mais sont souvent individuelles. ....	57
4.2.1.2.3.2	Les actions collectives : un recours massif à l'administration, à l'exception de certains TV .....	58
4.2.1.2.3.2.1	Temporalité des actions collectives.....	58
4.2.1.2.3.2.2	La résolution des actions collectives .....	59
4.2.1.2.3.3	Des actions individuelles majoritaires sur presque tous les TV.....	59
4.2.1.2.3.3.1	Un recours à l'autonomie majoritaire pour les actions individuelles .....	60
4.2.1.2.3.3.2	Des actions individuelles pour quelles crises ? .....	60
4.2.1.2.3.3.3	Qui met en œuvre les actions individuelles ? .....	60
4.2.1.3	Les réseaux d'entraide en temps de crise .....	61
4.2.1.4	Quelle aide de l'Etat pour résoudre les crises .....	62
4.2.2	Ancrage et contexte hors crise.....	62
4.2.2.1	Les réseaux d'entraide hors crise .....	62
4.2.2.2	Des lieux de rencontre pour les habitants de la ZI .....	66
4.2.2.3	Les relations des habitants au sein des TV .....	67
4.2.2.4	Des personnes-ressource sur la ZI ? .....	68
4.2.2.5	Quelle perception du rôle de l'Etat sur la ZI ? .....	69
4.2.2.6	Les obstacles à l'action collective .....	70
4.2.2.7	Une ZI touchée par l'exode rural .....	70
4.2.2.8	Quitter la zone : à l'échelle des enquêtes.....	72
4.2.2.9	L'attachement à son territoire.....	74
<b>4.3</b>	<b>La carte des réseaux inter TV .....</b>	<b>75</b>
<b>5</b>	<b>Discussion .....</b>	<b>77</b>

<b>5.1</b>	<b>Un fonctionnement individuel dominant : l'impossible émergence d'une gouvernance locale</b>	<b>77</b>
5.1.1	« Chacun travaille seul » : quand la mentalité empêche de s'unir en temps de crise .....	77
5.1.2	Le collectif, un impensé qui fonctionne mal lorsqu'il existe : l'absence d'une structure collective qui aurait pu favoriser l'émergence d'AC en temps de crise.....	78
5.1.3	Des causes multiples à la mentalité individuelle.....	78
5.1.4	Un fonctionnement individuel mais pas individualiste .....	79
<b>5.2</b>	<b>Des habitants actifs face aux crise mais dont les actions spontanées ne sont pas porteuses de transformabilité (Walker <i>et al.</i>, 2006).....</b>	<b>80</b>
5.2.1	Des actions nombreuses mais spontanées .....	80
5.2.2	Les AC, une tentative de lutte contre la centralisation des prises de décision ? .....	81
5.2.3	Les AI, des actions d'adaptation à l'échelle individuelle ? .....	81
5.2.4	Un recours à l'administration nécessaire dans certains cas, mais un Etat qui n'intervient qu'au cœur de la crise .....	81
<b>5.3</b>	<b>Une ZI qui ne fait pas territoire et est marquée par de profondes inégalités entre les TV : une résilience à l'échelle des TV et non de la ZI .....</b>	<b>82</b>
5.3.1	Des AC initiées à l'échelle du TV.....	82
5.3.2	Des inégalités entre les TV .....	82
5.3.3	Des capacités de résilience différentes pour les TV .....	83
5.3.4	Des réseaux inter TV faibles qui ne dessinent pas de réseau propice à l'accroissement de la résilience à l'échelle de la ZI .....	83
5.3.5	L'entraide au sein des TV : le bonding social capital (Mayunga, 2007).....	83
<b>5.4</b>	<b>Réflexion sur des pistes positives et avertissements : la résilience, un processus et non un résultat (Rufat, 2018) .....</b>	<b>84</b>
5.4.1	De bonnes initiatives à l'échelle individuelle .....	84
5.4.2	Un GDA qui marche sans l'Etat .....	84
5.4.3	Creuser la place des femmes.....	84
5.4.4	Le statut des crises liées au climat .....	84
<b>6</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>85</b>
<b>7</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>87</b>
7.1	Grille d'entretien .....	87
7.2	La grille d'analyse thématique de contenu .....	89
<b>8</b>	<b>Bibliographie.....</b>	<b>91</b>
	<b>Table des figures.....</b>	<b>95</b>
	<b>Liste des tables .....</b>	<b>98</b>
	<b>Liste des acronymes .....</b>	<b>99</b>
	<b>Table des matières.....</b>	<b>100</b>

## Résumé

Le présent rapport a été rédigé dans la cadre d'un stage de Master 2 réalisé dans la région de Bizerte en Tunisie. Le but de ce travail était de proposer une méthode d'évaluation de la résilience territoriale de Zones d'intervention rurales et pauvres concernées par le programme national PACTE, en s'intéressant plus particulièrement aux réseaux sociaux mis en œuvre face aux crises. L'étude menée repose sur une enquête de terrain au cours de laquelle des entretiens semi-directifs ont été réalisés avec les habitants à partir d'une grille pré-établie. L'analyse des entretiens, menés en arabe grâce à la présence d'une traductrice, montre que les habitants de la ZI ont un comportement essentiellement individuel face aux crises. Ils sont cependant divisés dans leur rapport à l'Etat : certains attendent son aide, notamment pour des problèmes nécessitant de gros moyens (infrastructures) ou le retour à la normal de services interrompus, avec un taux de succès médiocre. Ce manque d'action collective trouve sans doute son explication dans la destruction des liens tribaux ancestraux lors de la colonisation et poursuivie par le pouvoir central après l'Indépendance, et le manque de leaders locaux capables de fédérer pour construire et conduire une action collective, le représentant local de l'administration déconcentrée, le omda, issu du territoire et bon connaisseur de ses habitants et ses problèmes, étant plus vu comme un agent de l'Etat que comme un relais efficace. Quelques exemples d'actions collectives à succès témoignent cependant d'une capacité de résilience de ces populations pauvres. Elles reposent sur un collectif préexistant, des liens familiaux forts, et la présence des femmes, dont l'action est sinon peu visible.

Mots-clefs : résilience territoriale, réseaux sociaux, crises, Tunisie, entretiens

## Abstract

This report was written in the framework of a Master 2 internship carried out in the Bizerte region in Tunisia. The aim of this work was to propose a method for evaluating the territorial resilience of poor rural intervention zones concerned by the national PACTE program, with a particular focus on the social networks implemented in response to the crises.

The study is based on a field survey during which semi-structured interviews were conducted with inhabitants using a pre-established grid. The analysis of the interviews, conducted in Arabic thanks to the presence of a translator, shows that the inhabitants of the Intervention Zone have an essentially individual behavior when faced with crises. However, they are divided in their relationship to the state: some await its help, particularly for problems requiring major resources (infrastructure) or the return to normal of interrupted services, with a mediocre success rate. This lack of collective action can probably be explained by the destruction of ancestral tribal links during colonisation and continued by the central government after independence, and the lack of local leaders able to federate in order to build and lead a collective action, the local representative of the deconcentrated administration, the omda, who comes from the territory and is well acquainted with its inhabitants and its problems, being seen more as an agent of the state than as an effective relay. However, some examples of successful collective action show the resilience of these poor populations. They are based on a pre-existing collective, strong family ties, and the presence of women, who otherwise have little right to participate.

Keywords: territorial resilience, social networks, crises, Tunisia, interviews